

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROGRESSION

Dans les Impôts Indirects en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1907, à 2 heures

PAR

Clément CHARPENTIER

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur
PERREAU, professeur

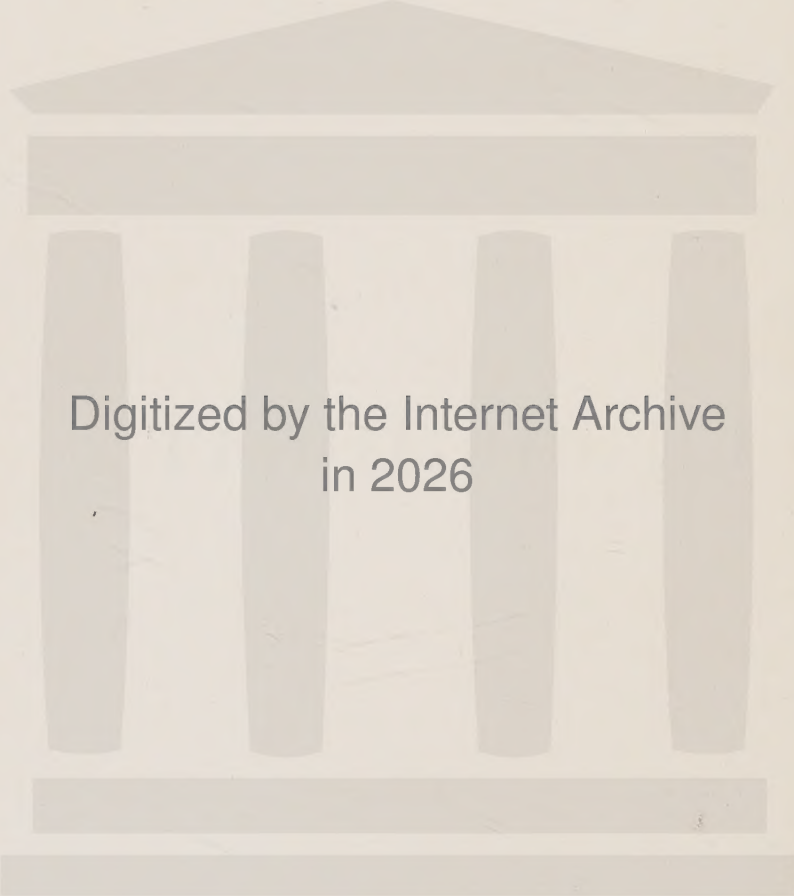
PARIS

BONVALOT-JOUVE, Editeur

15, RUE RACINE, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553031_0006

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROGRESSION

Dans les Impôts Indirects en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1907, à 2 heures

PAR

Clément CHARPENTIER

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. ALGLAVE, professeur*
PERREAU, professeur



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
Progression dans les Impôts indirects
EN ALLEMAGNE

INTRODUCTION

En 1902, MM. Boucard et Jèze écrivaient (1) :

« La progression suppose que la taxe à laquelle on se propose de donner ce caractère repose sur une évaluation préalable du *patrimoine global*. L'impôt progressif, dont le principe est de varier avec la fortune du contribuable, suppose que le fisc connaît

1. Max Boucard, maître des requêtes au conseil d'Etat ; et Gaston Jèze, chargé de cours à la Faculté de droit d'Aix-Marseille. *Eléments de la science des finances et de la législation financière*, 2^e édition. Paris, 1902, t. II, p. 636.

plus ou moins exactement la fortune du contribuable.

Dès lors, IL EST BIEN ÉVIDENT QU'IL SERAIT ABSURDE DE PARLER DE TAXES PROGRESSIVES POUR LES IMPÔTS DE CONSOMMATION : droits de douanes, droits sur les boissons, droits sur le tabac, sur les allumettes, sur le sucre, sur le sel, sur les bougies, etc. *Ces taxes ne peuvent être que proportionnelles...* »

D'autre part, on peut lire dans le livre de M. le Professeur Souchon sur « Les cartells de l'agriculture en Allemagne (1) », à propos d'un impôt sur l'alcool établi en 1895 :

« LE BRENNSTEUER EST UN IMPÔT PROGRESSIF dont la progression n'est pas toujours la même... etc. » ; et plus loin (2) : « La loi de 1896 (sur le sucre) contient d'autres dispositions... les unes... les autres ont trait à la création d'une sorte de taxe additionnelle : (Betriebssteuer) dont le but n'est pas seulement fiscal. Cette taxe frappe les fabriques d'une façon plus que proportionnelle à leur importance et constitue ainsi un élément de faveur à la petite production. »

Était-il donc possible qu'il existât, au moins, deux impôts indirects progressifs ?

C'est ce qu'il était intéressant d'étudier après la révélation, exempte de toute ambiguïté de M. le Pro-

1. Paris, 1903, p. 138.

2. P. 191.

fesseur Souchon. Et nous avons constaté qu'il n'existait pas seulement un texte établissant, en Allemagne, un impôt indirect progressif, mais tout un ensemble de textes constituant une véritable législation et appliquant la progression non seulement à une catégorie unique d'objets de consommation, mais, à notre connaissance, au moins aux trois objets de consommation les plus importants, au point de vue fiscal, dans ce pays : L'ALCOOL, la BIÈRE et le SUCRE.

Comment donc concilier la contradiction entre les principes si absolus et la réalité indiscutable ?

Il est bien vrai, en effet, qu'il existe de nombreux impôts progressifs s'appliquant aux facultés globales des contribuables ; on peut citer les exemples des pays étrangers (1), que nos législateurs ne paraissent pas décidés à suivre volontiers et que certains théoriciens considèrent encore comme impraticables ; mais comment un impôt indirect frapperait-il la

1. En Europe : Suède ; Norvège ; Danemark ; certaines villes russes ; l'Allemagne, sauf le Mecklembourg et l'Alsace-Lorraine ; Pays-Bas ; quelques villes belges (Verviers, Huys, Ixelles) ; Angleterre ; Espagne et Italie ; Autriche ; Serbie ; presque tous les cantons suisses. En Asie : Villes sibériennes ; Japon ; Indes Anglaises. En Océanie : Nouvelle-Zélande ; Nouvelle-Galles du Sud ; Tasmanie ; Victoria ; Australie du Sud ; Australie occidentale et Queensland. En Afrique, la colonie du Cap (?). Aux Etats-Unis, quelques Etats.

matière imposable autrement que par un taux proportionnel ? Un consommateur achète 10 kilogrammes de sucre, il paie dix fois moins que celui qui en achète 100 kilogrammes et celui qui en achète 1000 kilogrammes paie mille fois plus que celui qui en achète un. Ce système est critiquable ; il est *régressif* par rapport aux revenus et au capital du consommateur et il est banal de répéter que les impôts indirects frappent beaucoup plus lourdement les grosses familles qui ne peuvent limiter leur consommation. C'est pour pallier cet inconvénient inévitable que l'on a introduit la *dégression* ou la *progression dans les impôts directs* et, hâtons-nous de le dire, la progression telle qu'elle existe dans les législations que nous allons parcourir, n'a pas pour but d'alléger les familles nombreuses et d'établir à ce point de vue démocratique la peréquation de l'impôt ; la progression de l'impôt indirect, en Allemagne, *n'a pas pour but de favoriser les consommateurs, mais certains producteurs qui paient eux-mêmes l'impôt indirect dont le taux croît avec l'importance de leurs exploitations et de leur production*. Ce n'est pas le consommateur qui, à raison de sa consommation ou de sa fortune globale paie plus ou moins, c'est le producteur qui, à raison de l'importance de son exploitation, paie plus ou moins.

On sait, en effet, que l'évolution économique au XIX^e siècle, et surtout dans ses dernières années, est

caractérisée par la très grande importance prise par les grandes exploitations au détriment des petites ; un mouvement d'opinion très considérable, et qu'il suffit de rappeler, s'est montré nettement favorable au maintien de la petite production et de nombreux moyens ont été proposés. Les forces individuelles, impuissantes par elles-mêmes, groupées en association, ont pu faire écouter leurs revendications par les législateurs qui, en Allemagne notamment, ont édicté en leur faveur des mesures fiscales importantes, s'ajoutant d'ailleurs à d'autres modes d'intervention tendant à établir une moindre inégalité entre les deux antagonistes : la grande et la petite exploitation (1).

A vrai dire, en France, l'impôt sur les successions est bien un impôt progressif et l'on pourrait encore considérer les patentes, comme un véritable impôt progressif indirect sur les grands magasins, si la classification administrative ne les plaçait, à raison de leur mode de recouvrement, parmi les impôts directs, car, elles aussi, ont pour but de frapper plus lourdement les exploitations commerciales et industrielles de taxes de plus en plus élevées ; on pourrait faire entrer dans la même catégorie les impôts progressifs sur les augmentations des prix des terrains

1. On désigne cette politique économique sous le nom de *Mittelstandpolitik* (Politique en faveur de la classe moyenne).

urbains qui existent en Allemagne, l'impôt foncier progressif de la Nouvelle-Zélande et la Gewerbesteuer progressive allemande (1); mais on a soutenu que ces impôts avaient un caractère spécial de *reprise d'avantages sociaux qui doivent retourner à la collectivité dont ils sont la conséquence*, et nous les laisserons de côté pour étudier uniquement la *progression dans les impôts sur la fabrication de certains objets de consommation* : l'alcool, la bière et le sucre.

L'histoire des législations fiscales en France et à l'étranger nous permettrait de constater comment les matières premières, ou les divers produits intermédiaires, ou les appareils utilisés ont servi successivement de base à l'impôt ; nous nous contenterons d'indiquer, autant qu'il sera nécessaire, sur quoi sont perçus les impôts qui nous concernent. Auparavant, nous croyons devoir rappeler en quelques mots quels sont les différentes phases de la fabrication de l'alcool, de la bière et du sucre.

1. Ehlert. *Jahrb. f. Nat. u. Stat.*, 3^e série, vol. 32, 1906, p. 345, sq. art. zur Wertzuwachssteuerfrage et *Jahrb. f. Nat. u. Stat. Volkswirts. Chronik*, p. 138.

Fochier (Emmanuel). *La municipalisation du sol en Allemagne*. *Rev. d'écon. pol.* t. XVIII, 1904.

Rouffie (Marcel). *La taxation des plus-values immobilières*. *Rev. écon. int.*, IV^e année, Janvier 1907 (d'après Ehlert).

Weber (Adrien). *La plus-value immobilière*. *Rev. soc.* t. XXX, 1899, 2^e semestre.

Pour l'*alcool*, les matières premières sont les betteraves, grains, pommes de terre, topinambours, maïs, fruits, raisins, pommes, poires, etc... Elles sont d'abord placées dans des cuves de fermentation appropriées à cet usage, et où on les fait macérer. Après la fermentation spontanée (pour les vins et cidres, en général) ou artificielle (par l'adjonction de levures, levains et ferments) les liquides en ébullition sont vaporisés dans l'alambic en passant dans un serpentín entouré d'eau froide. Le degré de l'alcool peut être constaté à l'aide d'alcoomètres et d'éprouvettes.

Pour la *bière*, l'orge est chauffée, dessiquée afin d'en arrêter la germination, puis transformée en farine, en malt ; on mélange cette farine avec de l'eau au moyen d'une batteuse, ce qu'on appelle le brassage et donne le brassin ; on fait bouillir le brassin ; au moment où il entre en ébullition, on le parfume en y faisant tremper du houblon ou d'autres aromates moins chers. La liqueur obtenue, à ce moment, s'appelle le malt de bière ; il est reçu de la chaudière dans une grande cuve où l'on y ajoute la levure, puis le levain pour provoquer la fermentation. L'entonnement se fait avant que la fermentation ne soit terminée ; celle-ci s'achève dans le tonneau.

La fabrication du *sucré* est très compliquée, et il est difficile d'en donner un rapide aperçu à cause de la nomenclature nombreuse des appareils

nous n'avons, d'ailleurs, pas besoin de ces détails pour éclairer ce que nous dirons au sujet de l'impôt sur le sucre.

Les opérations essentielles peuvent se ramener aux suivantes :

1^o Extraction du jus de betterave, lavage, râpage, coupage. Pour obtenir le jus, on se sert de pressoirs ou on procède par ébullition : cette opération s'appelle la diffusion ;

2^o Défécation ou purification du jus avec une proportion de chaux pour faire tomber les impuretés, les séparer au moyen du noir animal ou de l'acide carbonique ;

3^o Evaporation de l'eau contenue dans le jus, à l'aide d'appareils à triple effet ou serpentines circulant dans le vide ;

4^o Projection et dispersion du liquide qui peut encore rester, à l'aide de turbines ;

On obtient ainsi le sucre brut.

5^o Le raffinage du sucre brut consiste à transformer de nouveau le sucre en sirops, et à procéder à l'épuration de ces sirops.

Les termes officiels sont : 1^o extraction du jus ; 2^o épuration, clarification, cuisson du jus ; 4^o évaporation des sirops ; 4^o cristallisation produisant le sucre en grain ou en poudre ; 5^o raffinage.

Ainsi les matières premières (betteraves) passent par quatre états différents : jus, sirop, sucre en grain

ou en poudre ; ces quatre états peuvent servir de base à l'imposition. Les résidus de toutes ces opérations sont les mélasses qui jouent un rôle **considérable**.

Dans les quatre chapitres de ce travail, nous aurons à nous préoccuper presque exclusivement de l'alcool, de la bière et du sucre. Nous étudierons successivement les *législations positives* et nous essaierons de préciser à quels besoins elles répondaient, et si elles ont satisfait les desiderata de ceux qui les ont réclamées.

Mais, pour ne rien négliger de ce qui touche à notre sujet, nous ne devons pas oublier que la mesure qui consiste à introduire la progression dans l'impôt sur les exploitations, distilleries, brasseries et sucreries, a été précédée d'autres réformes fiscales, favorables aux petites exploitations, qui peuvent prendre place entre l'impôt strictement proportionnel et l'impôt progressif indirect proprement dit. Ce sont ces formes transitoires que l'histoire nous enseigne, aussi bien pour l'impôt progressif indirect que pour l'impôt progressif direct, que nous devons étudier d'abord, comme étant chronologiquement antérieures ; c'est ce qui fera l'objet de notre *premier chapitre*, intitulé :

L'évolution vers la progression dans les impôts indirects de consommation. (Minima exempts et modérations de taux.)

Ceci nous amènera directement à *l'étude des véri-*

tables impôts progressifs indirects (Staffelsteuern) (Ch. II), avant d'en aborder *l'étude critique* (Ch. III) et d'en constater *les résultats* (Ch. IV). Nous ne pouvons, avant d'avoir atteint ce stade, formuler aucune critique, donner aucune appréciation.

Ajoutons que nous serons surtout guidé par l'ouvrage de Dierschke (1), dont nous nous efforçons de faire connaître la pensée, et à qui nous emprunterons la documentation et les références indispensables à l'étude et à la critique des législations allemandes

1. Josef Dierschke. *Progressive Besteuerung des Grossbetriebes bei einigen Verbrauchssteuern. Inaugural dissertation.* Breslau, 1903.

CHAPITRE I

L'ÉVOLUTION VERS LA PROGRESSION DANS LES IMPOTS INDIRECTS DE CONSOMMATION (MINIMA EXEMPTS ET MODÉRATIONS DES TAUX)

La seule faveur accordée aux petites exploitations, par les minima exempts et les modérations de taux, concernaient surtout les distilleries agricoles dans les principaux pays européens, et les brasseries, en Allemagne et en Angleterre seulement.

Nous devons parcourir les différentes législations, conformément à la division suivante :

SECTION I. — *Alcool*

- I. — Allemagne.
- II. — Autriche-Hongrie.
- III. — France.
- IV. — Belgique.
- V. — Suisse.

- VI. — Italie.
- VII. — Serbie.
- VIII. — Russie.

SECTION II. — *Bière*

- I. — Allemagne.
- II. — Angleterre.

SECTION III. — *Tabac*

- I. — Belgique.
- II. — Etats-Unis.

SECTION I

Alcool

I. — *Allemagne* (1)

Les faveurs accordées à l'alcool sont très anciennes, mais ainsi que le constate Dierschke, il ne faut pas se tromper sur leur véritable nature : ce sont des faveurs plus apparentes que réelles.

Par exemple, la loi *badoise*, du 14 mai 1828, introduit obligatoirement le « Kesselgeld », (impôt sur le bassin) par chaque mesure d'alambic (Blase), d'après lequel le paysan payait de deux à quatre kreuzers (2),

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 7-29.

2. Le *Kreuzer*, ancienne monnaie allemande, équivalant à la soixantième partie du *florin*, correspond à quatre centimes de notre monnaie.

tandis que les distilleries industrielles payaient, au contraire, de quatre à huit kreuzers suivant l'espèce de matière première employée. Mais, ainsi que Wolf (1) le fait remarquer, les distilleries agricoles se reposent la moitié de l'année ; d'où, en réalité, aucune mesure de faveur, mais une simple égalité de traitement.

Cependant, ces faveurs sont fréquentes, et quoique apparentes, elles n'en constituent pas moins un progrès très appréciable car, auparavant, l'impôt était fixé d'après la matière première employée, sans tenir aucun compte de la quantité des produits obtenus, d'où inégalité de traitement au détriment des petites distilleries, sauf, toutefois, quand il s'agissait d'un d'un impôt sur la matière achevée (Fabrikatsteuer).

De telles mesures étaient donc tout simplement équitables et, à notre point de vue, elles sont d'un médiocre intérêt ; nous devons les signaler, de même qu'avant de poursuivre l'étude des privilèges, réels et indiscutables, établis par les législations de l'alcool du « Nordeutscher Steuerverein », du 8 juillet 1868, bavaroise du 25 février 1880 et impériale de 1887, nous ne pouvons passer sous silence *les efforts tentés et réalisés en Prusse en faveur des distilleries agricoles* (2).

M. Souchon voit l'origine de ces efforts dans un

1. J. Wolf. *Die Branntweinsteuer*, 1884, p. 112.

2. Cf. sur cet historique M. Souchon, *op. cit.*, p. 123 à 131.

tarif de 1680 qui frappe d'un impôt de consommation tout l'alcool produit dans les villes et ne parle pas de la production rurale, il est vrai, à peu près inexistante alors. Les lois du 28 octobre 1810 et du 10 décembre 1820, soumettent au régime d'égalité les distilleries des campagnes et celles des villes, en créant, à titre de simple taxe de consommation, un nouvel impôt proportionnel aux quantités produites dont on fait l'appréciation par un moyen détourné, en prenant comme base de perception à la fois la contenance des cuves de macération et le nombre des encuvages (1).

C'était le Maischraumsteuer, frappant chaque encuvage d'un impôt de quarante-deux mark par cuve de cent hectolitres, ou d'un impôt correspondant et strictement proportionnel pour les cuves de contenance différente, plus grandes ou plus petites, à condition, toutefois, que les distilleries respectassent la présomption supposant qu'un encuvage donne en alcool pur 2 o/o de la contenance de la cuve.

C'est ce système, théoriquement strictement proportionnel qui, en Prusse, nécessite, dans un ordre de cabinet de 1824, le dégrèvement en faveur des

1. Les distilleries de fruits font exception, comme encore plus tard, en 1868, et ne sont pas soumises au Maischraumsteuer, mais au Materialsteuer, ou impôt mesuré d'après les quantités de matières premières distillées.

distilleries agricoles qui se trouvent, au lendemain de la création du Maischraumsteuer, dans une infériorité fiscale très nette par suite de leur incapacité à suivre les grosses exploitations industrielles dans la voie des perfectionnements techniques. Les distilleries rurales, « appartenant à des hobereaux sans crédit, comme sans argent comptant » (1), ne peuvent soutenir la concurrence des entreprises ayant à leur disposition des capitaux considérables, et elles sont menacées dans leurs existence même.

L'ordonnance de 1824, en élevant la taxe pour chaque encuvage à cinquante-deux mark, établit une présomption de rendement de 2,40 o/o au lieu de 2 o/o, et elle diminue cet impôt d'un huitième pour les distilleries ne travaillant que du 1^{er} novembre au 1^{er} mai, ne distillant que les produits de l'exploitation à laquelle elles sont annexées et ne donnant pas plus de six cents quarts par jour (le quart équivalant à 1.445 l.).

Le résultat fut une véritable exaspération de la distillerie industrielle et la réalisation de progrès techniques si rapides que la présomption de 1824, ne correspondant plus à la réalité, doit être portée, par un ordre de cabinet du 19 juin 1838, à soixante-douze mark par encuvage et par cuve de cent hectolitres au lieu de cinquante-deux mark et la taxe

1. M. Souchon, *ibid.*

des distilleries agricoles est diminuée d'un sixième au lieu d'un huitième. En 1854, toujours pour les mêmes raisons, nouvelle augmentation d'un tiers, mais maintien de la même diminution d'un sixième.

Nous arrivons ainsi à la loi du 8 juillet 1868 (1), applicable, non plus seulement à la Prusse, mais au « Norddeutscher Steuerverein », c'est-à-dire à la Confédération du Nord et au Grand-Duché de Hesse (2). Cette loi s'exprime ainsi :

« L'impôt est perçu d'après la production d'alcool des matières farineuses, de betteraves et mélasses, sous forme de Maischbottichsteuer (impôt sur la cuve matière) d'après la capacité des cuves employées dans la fabrication pour l'encuvage (ou brassage, Einmaischung) ou la fermentation (Gährung), au taux de 30 pfennig pour 22 lit. 9 de la cuve et pour chaque encuvage.

Les distilleries agricoles, c'est-à-dire celles qui travaillent seulement du 1^{er} novembre au 16 mai exclusivement, se reposent tout à fait pendant le semestre d'été, n'emploient que leurs propres matières et ne trempent (bemaischen) pas, par jour, plus de 1030 lit. 1/2 de cuve-matière, paieront seulement 25 pfg. par 22 lit. 9.

On le voit, c'est encore une augmentation de l'im-

1. Wolf, *op.*, *cit.*, p. 77.

2. Elle fut étendue à l'Alsace-Lorraine en 1873.

pôt précédent, avec une diminution en faveur des exploitations agricoles de 5 pfg, ce qui est un privilège réel et important.

Nous avons vu comment, dans le Grand-Duché de Bade, une faveur apparente résulte de la loi du 14 mai 1828. Examinons maintenant, succinctement le régime de la législation du 25 février 1880 de la Bavière, qui avec celles du Württemberg et du Grand-Duché de Bade, restèrent autonomes jusqu'à loi de 1887.

La loi badoise du 25 février 1880 (1) établit un système analogue à celui de la loi badoise de 1868. Elle considère comme distilleries agricoles celles qui sont soumises au Maischraumsteuer, qui travaillent du 1^{er} octobre au 31 mai, sans employer d'autres produits que ceux provenant de l'exploitation agricole et d'élevage y annexée et dont la cuvée ne dépasse, à aucun jour de l'année, plus de 10 hl. 1/2. Ces distilleries paient 5/6 du taux général de 1 m. 31 pfg et jouissent, en plus, d'un grand nombre d'allègements formels.

Wolf fait l'éloge de cette loi (2) : très favorable aux moyennes et petites distilleries bavaroises, qui sont si nombreuses, elles les engagea à se procurer un grand nombre d'appareils plus perfectionnés et

1. Wolf. *Op. cit.*, p. 42.

2. *Op. cit.*, p. 93, 94.

par conséquent à produire un rendement plus fort en alcool, et détermina celles qui ont conservé leur ancien outillage à améliorer considérablement leur exploitation.

Enfin, la loi du 24 juin 1887 (1), applicable à tout l'empire allemand, unifia ces législations, quelque peu divergentes, quoique agissant toutes dans le même sens ; elle généralisa, pour ainsi dire, les faveurs existant auparavant dans les législations autonomes, pour accorder aux distilleries rurales une série de faveurs fiscales qui dépassent toutes celles existant auparavant.

Très importante, cette loi contient des dispositions que nous n'avons pas à donner en détail, mais que nous devons simplement signaler ; elles ont pour but : 1^o d'augmenter, dans une proportion considérable, le rendement des impôts sur l'alcool ; 2^o grâce à l'accroissement de taxe, de diminuer les progrès inquiétants de l'alcoolisme ; 3^o tout en surchargeant la consommation de l'alcool, de chercher à n'en point compromettre la production.

(Ceci est obtenu grâce au système du contingent : Il est payé un nouvel impôt de consommation qui s'ajoute aux autres et qui, au-dessus du chiffre du contingent, s'élève de 50 à 70 mark par hl. d'alcool (Verbrauchsgabe) ; le prix de vente est déterminé

1. *Finanz-Archiv*. 5. p. 272, sq.

par le coût de production le plus élevé, c'est-à-dire celui qui comporte l'impôt de 70 mark, d'où, pour la part-contingent imposée à 50 mark, une sorte de « don gracieux » (Liebesgabe), qui compense ce qui est payé d'autre part.) (1).

De plus, non seulement les producteurs sont favorisés en général, mais surtout les petits producteurs sont particulièrement privilégiés, ainsi que nous l'indiquions (2) ; voici comment : la Maischbottichsteuer, payée par les distilleries agricoles, est de 1 mark 31 par hl. de cuve et par cuvée. Les distilleries agricoles qui ne travaillent que du 1^{er} octobre au 15 juin et ne dépassent pas une moyenne quotidienne de 1.050 litres, ne paient que les 6/10 de ce taux ; celles qui produisent de 1.050 à 1.500 litres paient 8/10 et celles qui dépassent 3.000, les 9/10.

Les distilleries agricoles travaillant les grains, au lieu de la Maischbottichsteuer, paient un impôt de consommation qui constitue, dans les distilleries ne produisant pas plus de 100 hectolitres d'alcool pur par an, une surtaxe de 14 pfennig et dans celles qui produisent de 100 à 150 hl. une surtaxe de 14 ou 18 pfg. ; le premier de ces chiffres s'applique aux mois pendant lesquels les distilleries ne produi-

1. M. Souchon, *op. cit.*, p. 131.

2. Art. 13, 41 et 42 de la loi.

sent pas de levure, et le second, aux mois pendant lesquels elles produisent de la levure.

Les distilleries agricoles travaillant du 16 juin au 30 septembre, au lieu de la Maischbottichsteuer, paient pour cette période de l'année la surtaxe à l'impôt de consommation des distilleries industrielles, qui est de 20 pfg. par litre d'alcool pur.

Les distilleries agricoles qui font des cuvées quotidiennes de 10 à 20.000 litres paient, pour l'alcool produit, autant qu'il est passible de la Verbrauchsgabe, une surtaxe de 2 pfg par litre d'alcool pur.

Enfin, pour les distilleries cuvant plus de 20.000 litres par jour, la surtaxe est de 4 pfg.

La surtaxe ne peut être perçue que pour le mois dans lequel une cuvée dépassant 10 à 20.000 litres a été constatée.

La loi donne aussi une définition exacte des distilleries agricoles : ce sont celles qui travaillent exclusivement les grains ou les pommes de terre et dans l'exploitation desquelles tous les déchets servent au fourrage ou à l'engrais, d'une ou de plusieurs exploitations agricoles appartenant au distillateur lui-même, ou exploitées par lui et où l'engrais produit est employé complètement sur les terres appartenant au distillateur ou affermée par lui.

Dans cette loi de 1887, on prend en considération, pour la première fois, sans d'ailleurs s'y attar-

der longuement, les petites distilleries agricoles ne cuvant pas plus de 1.500 hectolitres par campagne, ou employant seulement les produits provenant de la fabrication par elles, de bière, ou employant purement et simplement des matières non farineuses, à l'exception de mélasse, betterave ou suc de betterave : Le gouvernement local, « conformément à la réglementation et au contrôle organisé par la loi, peut ordonner, qu'en exécution de règlements administratifs qui seront publiés sur ce sujet la Verbrauchsgabe sera perçue par les autorités fiscales, après avoir entendu le propriétaire de la distillerie, d'après la quantité d'alcool qui peut être produite pendant le temps de travail déclaré, et selon la nature et la force productrice de l'outillage utilisé par le distillateur. »

La loi ajoute : « Les distilleries industrielles existant depuis la loi du 1^{er} avril 1887 et ne cuvant pas plus de 10.000 litres par jour, paient la surtaxe, déduction faite de 4 pfg. par litre d'alcool pur, après réglementation plus approfondie du Bundesrat, pour la quantité de la production obtenue auparavant. La modération n'est que de 2 pfg. pour les distilleries de 10 à 20.000 litres ».

C'est cette loi de 1887 qui, la première, accorde des faveurs assez importantes aux petites distilleries non agricoles, et ceci est tout aussi remarquable que le fait d'accorder aux distilleries agricoles des faveurs

progressives d'après l'importance de leurs exploitations. Ceci aussi n'avait jamais été mis en pratique et c'est une réforme qui mène directement à la véritable réalisation de la progression dans l'impôt indirect de consommation.

II. — Autriche-Hongrie (1)

En Autriche-Hongrie les faveurs accordées aux distilleries agricoles sont très anciennes ; déjà la loi du 24 août 1835, applicable seulement à la Galicie, réduit aux deux tiers le taux établi pour les autres, « parce qu'en ce pays, les propriétaires fonciers ne peuvent utiliser les produits de leur sol autrement que par la fabrication de l'alcool (2) » ; puis, la loi du 27 juin 1878 (3) établit un régime spécial pour les distilleries agricoles dont les cuvées imposables ne dépassent pas 45 hl. par jour ; pendant la période de 8 mois, qui commence en septembre, octobre ou novembre, si la distillerie fait partie intégrante d'une exploitation agricole et utilise une superficie d'au moins 5 hectares pour une cuvée journalière imposable de 1 hl. l'exemption sera de 5 o/o jusqu'à 35 hl. de cuvée, et de 10 o/o de 35 à 45 hl.

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 11, *sq.*

2. Wolf, *op. cit.*, p. 440.

3. *Ibid.*, p. 473.

La loi du 19 mai 1884 étend la faveur non seulement aux distilleries agricoles, mais aussi aux petites distilleries.

Les distilleries qui, d'après la loi et l'ordonnance d'application (1), sont considérées comme agricoles, paient le Maischraumpauschalierungstener (impôt sur la contenance des cuves perçu par voie d'abonnement) avec une exemption de 25 o/o si l'ensemble des cuves ne dépasse 20 hl., de 20 o/o s'il est de 20 à 35 et de 10 o/o de 35 à 50.

La Fabrikatsteuer comporte une exemption de 20 o/o pour une production moyenne inférieure à 3 hl. 1/2 et 10 o/o pour une production moyenne inférieure à 5 hl.

Sont considérées comme agricoles les distilleries qui : 1° sont liées à une exploitation agricole dont la récolte procure, exclusivement ou en grande partie, la matière première et à laquelle elles rendent les résidus de fabrication sous forme de nourriture aux animaux, ou tout au moins du fumier provenant de ces animaux engraisés avec ces mêmes résidus ; 2° ne dépassent pas une cuvée quotidienne imposable de 50 hl. ; 3° peuvent justifier d'une surface utilisée agricolement (pâturage, prairie, champ) réalisant au moins la proportion de 5 hectares de superficie par hectolitre de cuve.

1. Wolf. *Die Branntweinsteuer in der Europäischen Ländern.* (Finanz-Archiv.).

« Les distilleries, non agricoles, qui choisissent comme mode d'imposition la Fabrikatsteuer, et qui ne dépassent pas une production de 3 hl. 1/2 par jour, profitent d'une exemption de 5 o/o applicable pendant toute l'année, tandis que celle dont profitent les distilleries agricoles ne s'applique que pendant les huit mois d'exploitation commençant en septembre, octobre ou novembre.

Quand le propriétaire foncier utilise les marcs de vin (Weintrester), fruits ou produits assimilables dans des appareils de distillerie dont le nombre est inférieur à 2 et dont la contenance ne dépasse pas 4 hl. ou quand, pour la transformation des matières féculentes, il n'utilise qu'un seul appareil de distillation à feu immédiat (Unmittelbare Feuerung), et d'une contenance maxima de 2 hectolitres, et que, d'autre part, la production aboutit à une production de résidus, il y a abonnement (Abfindung) au profit de ce distillateur travaillant des matières féculentes, mais cet abonnement ne peut s'étendre qu'à la période de huit mois commençant en septembre, octobre ou novembre. Quand ces distillateurs choisissent, au lieu de l'abonnement, le Brenns-raumpauschalierungssteuer, on leur accorde 20 o/o de déduction. »

La loi actuelle, du 20 juin 1888 (1), modifie les fa-

1. *Finanz.-Arch.* 5. 2 vol., p. 342, sq.

veurs accordées aux petits distillateurs par les dispositions suivantes :

Toutes les distilleries agricoles soumises au droit de consommation (Konsumabgabe) reçoivent du Trésor une bonification fixée par les conditions ci-après pour chaque hectolitre d'alcool produit avec leurs appareils :

A. — Quand aura lieu le calcul des quantités d'alcool produites au taux le plus bas, 3 florins par production journalière moyenne de 4 à 7 hectolitres d'alcool ; 4 fl. de 2 à 4 et 5 fl. jusqu'à 2.

B. — Quand ce calcul n'aura pas lieu, 1 fl. de 4 à 7 hl. 2 de 2 à 4 et 3 jusqu'à 2.

Pour être considérées comme agricoles, les distilleries sont astreintes aux conditions suivantes :

a) Elles doivent être liées à une exploitation agricole, de telle sorte qu'elles en reçoivent les matières premières, exclusivement ou en partie, et qu'elles lui rendent les résidus de sa production, sous forme de nourriture des animaux ou de fumier provenant du bétail nourri avec ses résidus.

b) Elles ne doivent pas, dans la période mensuelle de production, dépasser un rendement quotidien moyen de 7 hl. d'alcool ; ce rendement, par rapport à la surface des champs, pâturages et prairies appartenant à l'exploitation agricole, doit réaliser une proportion telle que, pour un hectare de superficie, la production moyenne d'alcool, pendant les

jours de la période de production, ne dépasse pas 3 litres.

c) La période de production doit être limitée à huit mois commençant en septembre, octobre ou novembre.

La première condition (a), d'après laquelle la totalité ou la grande partie des matières premières doivent provenir de l'exploitation annexée, peut ne pas être exigée, si on ne peut la remplir par suite d'une mauvaise récolte notoire ; la limitation de la période de production à huit mois pour les distilleries agricoles de levures pressées (*Pressehefenbrennereien*) existant pour celles dont la production quotidienne ne dépasse pas 4 hl.

Les dispositions sur l'abonnement des petites distilleries qui emploient les fruits, le marc de vin (*Weintreber*) et des produits analogues, ne s'écartent pas fondamentalement de celles de la loi de 1884.

D'autres dispositions s'appliquent aux très petites distilleries agricoles qui, pour la plupart, sont des distilleries paysannes tombant sous la *Pauschalierung*, perçue d'après la capacité productrice, quand les conditions suivantes sont remplies (1) :

a) Les entrepreneurs doivent être des paysans (*Landwirte*), qui extraient de l'eau-de-vie, uniquement des matières premières produites par eux, et

1. *Fin-Arch.* 5. 28, p. 350. sq.

seulement pendant la période de six mois qui commence en septembre, octobre ou novembre ; les résidus obtenus doivent être destinés à la nourriture de leur bétail, à moins que, par suite des circonstances, la matière première provienne de céréales non mûries ou gâtées pour la récolte.

b) Ils ne peuvent posséder et exploiter, dans un même lieu, qu'une seule distillerie.

c) L'espace total de fermentation autorisé ne peut dépasser 13 hl. et seuls sont autorisés les appareils de distillation à feu immédiat composés exclusivement de : 1 alambic (Brennblase), 1 agitateur (Rührwerk : brassoir, truc à remuer), 1 chapeau d'alambic (Blasenhelm), 1 refroidisseur (Kühlflasche, carafe-glacière), 1 serpent (Kühlschlange) ; ou bien, au plus, de deux serpentins de refroidissement (Kühlrohre) et tuyaux de liaison entre l'alambic et le refroidisseur. L'alambic ne doit pas contenir plus de 2 hl. et ne doit pouvoir être rempli qu'en enlevant le chapeau de l'alambic.

On mesure la présomption de rendement d'après la Maischlange qui correspond à la capacité productrice des appareils de distillation, et pour chaque hectolitre de Maischlange, le rendement en alcool est fixé en degré-hectolitre d'après la nature des matières premières employées, et s'il s'agit des petites distilleries paysannes dont nous venons de parler, on n'aura à prendre en considération que l'emploi de matières

féculentes, pommes de terre, céréales et légumes féculents (Hulsenfrucht).

Pour ces matières, on présume que la capacité productive des appareils de distillation correspond au quadruple du volume de remplissage de l'alambic exprimé en litres et on présume que le rendement en alcool est de 6 degrés pour chaque hectolitre de trempe (Maisch). Le volume de remplissage de l'alambic est présumé les $\frac{4}{5}$ de son volume total.

Les distilleries qui emploient des fruits, des racines, de l'eau miellée ou hydromellée, ou qui ont des chantiers de vin paient également la Brennsraum-pauschalierungsteuer en cas de non abonnement. On fait alors, d'après les appareils de distillation, une présomption très différente de la capacité productive allant du triple à l'octuple du volume de remplissage de l'alambic.

Si les marcs de vin sont aussi mélangés avec de l'esprit dans l'appareil de distillation, la capacité de cet appareil n'est considérée que comme les $\frac{4}{5}$ de la mesure établie d'après cet appareil de distillation.

Le calcul du rendement en alcool pour chaque hectolitre de trempe varie, d'après la nature de matières premières employées, entre 1 $\frac{1}{4}$ et 3 degrés.

Signalons enfin *l'exemption des bouilleurs de cru*, très ancienne dans la législation austro-hongroise,

et au sujet de laquelle nous reprenons les dispositions contenues dans la loi de 1884 (1).

En Hongrie, Croatie et Esclavonie, sont exemptées d'impôt pour une quantité de 100 litres par an, les petites distilleries agricoles qui extraient de l'alcool de leurs propres matières premières et pour leur usage domestique. En basse et haute Autriche, Moravie, Styrie, Carinthie, Carniole, Dalmatie la quantité exempte est fixée à 56 litres, au Tyrol et au Vorarlberg à 112 litres, et en Bohême, Silésie, Galicie et Bukowine l'exemption n'existe pas.

Ces règles, posées par la législation de 1884, se retrouvent dans celle de 1888 (2) : Les exemptions en faveur de l'eau-de-vie extraite pour l'usage domestique persistent ; le ministre des finances a le droit, pour faciliter la surveillance fiscale de la production d'alcool exempté, de prendre les mesures nécessaires et de déterminer, après un examen judicieux de la nature locale de la production d'eau-de-vie exempté, si cette période doit être indivisible et s'écouler d'une seule traite, dans une seule année, ou bien, au contraire, être partagée en deux ou plusieurs périodes.

L'eau-de-vie exemptée ne doit point peser plus de 50 degrés centigrades.

1. Wolf. *Fin.-Arch.* IV, p. 370.

2. *Fin.-Arch.*, 5. 2^e vol., p. 341.

III. — *France*

Comme en Autriche-Hongrie, on fait depuis longtemps la distinction entre les *bouilleurs de cru* et les *bouilleurs de profession*, mais, sous l'ancien régime, de nombreux textes, déclarations royales, arrêtés du Conseil et décisions administratives appliquent les mêmes règles générales aux uns et aux autres ; il n'est pas établi que la législation révolutionnaire fut favorable aux bouilleurs de cru ; en tous cas, la loi du 5 ventôse an XII, créant l'inventaire, n'établit aucune dérogation en leur faveur.

C'est qu'en effet le droit de bouillir les fruits de son cru, sans être astreint aux charges fiscales, est très discutable ; les uns croient se justifier aisément en le présentant comme le corollaire nécessaire du droit de propriété ; d'autres font observer que la consommation de l'alcool est taxée par la loi et que toute distinction parmi les consommateurs est une dérogation au principe de l'égalité devant les charges publiques ; de même, aucune distinction faite parmi les récoltants ne peut se justifier, car, pourquoi exempterait-on les récoltants de vin, de pommes, de prunes, de cerises, et écarterait-on les récoltants de betteraves, de grains, de pommes de terre, etc ? Pourquoi ne pas reconnaître aux propriétaires de salines le droit de soustraire le sel qu'ils

fabriquent sur leurs propres terres à la surveillance des agents du fisc et de le consommer sans acquitter l'impôt ?

Nous nous écarterions de notre sujet en discutant le pour et le contre ; nous nous contenterons de constater que, surtout pour des raisons d'ordre politique qui pourraient être l'objet d'une très curieuse étude de psychologie sociale qu'il ne nous est pas loisible d'esquisser ici, le privilège des bouilleurs de cru existe en France, presque sans interruption, depuis 1806, et qu'actuellement, il est plus solidement établi que jamais ; voyons, rapidement, la liste des différentes dispositions qui les concernent, tout en nous rendant compte qu'il n'y a pas là une exemption favorable à la petite distillerie agricole, identiquement de la même nature que celles étudiées aux paragraphes précédents, en Autriche-Hongrie et surtout en Allemagne, mais une faveur plus rudimentaire et plus simpliste (1).

1. Dans cet exposé nous ne pouvons examiner ici comment et à la suite de quelles circonstances politiques ou économiques furent votées les différentes lois concernant les bouilleurs de cru.

Voir : Boucart et Jèze ; *op. cit.*, Tome II, p. 976 et suiv. ;

Rapport de M. le sénateur Claude, en date du 7 février 1887 ;

Rapport de la Commission extra-parlementaire de 1888, *Bulletin de Statistique*, tome XXIV, p. 593 et suiv. ;

Rapport de M. le sénateur de Verninac, 25 mai 1893. (*Officiel*, 1893. *Sénat, Documents*, n° 177, p. 356, s. q.)

Rapport de M. le député Fleury-Ravarin, fait au nom de

La loi du 24 avril 1806, article 31, confirmée par le décret du 12 octobre 1812, exempte les bouilleurs de cru de l'exercice, tout en les frappant du droit de licence, comme les autres bouilleurs, et la loi du 8 décembre 1814 affranchit de la taxe les vins, cidres, poirés et eaux-de-vie au-dessous de 20 degrés enlevés chez le propriétaire, quel que soit le lieu de destination, moyennant une licence de 10 francs, supprimée peu après dans la loi du 28 avril 1816, qui renforce encore ce privilège (art. 90).

La loi du 20 juillet 1837 définit exactement ce qu'il faut entendre par bouilleur de cru, en son article 8 : « Seront seuls considérés comme bouilleurs de cru les propriétaires qui distillent exclusivement les vins, cidres et poirés, marcs et lies provenant de leur récolte », et la loi du 20 août 1839 complète cette définition en ajoutant à l'énumération précédente « les cerises et les prunes ».

La loi du 2 août 1872 restreint le privilège (pour des raisons budgétaires) et décide (art. 1) que « les bouilleurs et distillateurs qui mettent en œuvre des vins, cidres, poirés, marcs, lies, cerises et prunes, provenant exclusivement de leur récolte, demeurent

la Commission du monopole de la rectification de l'alcool (19 janvier 1897) (*Chambre, Documents*, n° 2212, p. 343) ;

Rapport de M. le député Guillemet, de 1897. *Chambre 1897, Documents ; annexes* n° 2212, p. 20 et 21 ; Travaux préparatoires et discussion de la loi du 27 février 1906.

exempts de licence et sont affranchis du paiement de l'impôt général *sur les eaux-de-vie et esprits, produits et consommés sur place dans la limite de 40 litres d'alcool par année*, et cessent d'être soumis aux visites et vérifications des employés de la régie dès qu'ils n'ont plus en compte que de l'alcool exempt ou libéré de l'impôt » ; et l'article 2 ajoute : « *Sous ces réserves, la législation relative aux distillateurs de profession est rendue applicable aux bouilleurs de cru.* » On veut éviter que les bouilleurs de cru ne vendent leurs eaux-de-vie, et c'est aussi pourquoi on dispose qu'au-dessus de 40 litres il y a impôt et exercice.

L'exemption est réduite par la loi du 21 mars 1874, article 2 : « La quantité de 40 litres d'alcool par année pour laquelle l'affranchissement du droit général de consommation est accordé aux bouilleurs et distillateurs, par l'article 2 de la loi 2 août 1872, *est réduite à 20 litres.* »

Ce régime ne peut durer car les fraudes sont nombreuses et les réclamations de 500.000 bouilleurs de cru aboutissent au rétablissement du privilège sur ses anciennes bases par la loi du 14 décembre 1875, qui décide dans son article unique, que : « Les propriétaires qui distillent des vins, mars, cidres, prunes et cerises, provenant exclusivement de leurs récoltes, sont *dispensés de toute déclaration préalable et affranchie de l'exercice.* »

Depuis, le privilège n'a plus subi aucune restriction ; il a résisté à toutes les attaques, rendant impossible toute réforme du régime fiscal jusqu'en 1900, époque à laquelle il est respecté par la loi du 29 décembre, qui en complète la réglementation. Celle-ci peut se résumer ainsi :

D'abord le privilège est réservé à *certain*s bouilleurs de cru qui doivent remplir les qualités suivantes :

1° Ne mettre en œuvre que des vins, cidres, poirés, marcs, lies, cerises et prunes. Le gouvernement et les Chambres, en invoquant des intérêts fiscaux, se sont refusés à étendre la faveur à ceux qui distillent des grains, pommes de terre, betteraves, etc...

2° Ne mettre en œuvre que des produits provenant exclusivement de leur récolte.

3° Ne pas exercer dans un certain rayon (déterminé par la loi du 17 mars 1852), par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'associés, les professions de débitant ou de marchand en gros de boissons.

4° Ne pas faire usage d'appareils à marche continue pouvant distiller plus de 200 litres de liquide fermenté par 24 heures, ni d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à 5 hectolitres ; mais l'art. 10, d'une part, permet (§ 3) de dépasser cette capacité pour les alambics ambulants et, d'autre part (§ 2), accorde une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur

par producteur et par an, pour *consommation de famille* (1).

De plus, le droit de consommation est perdu s'il y a déplacement des eaux-de-vie ; et, si les bouilleurs autorisés veulent transporter leurs produits dans des caves ou magasins séparés de la brûlerie, ils doivent soumettre ces caves aux exercices des fonctionnaires de la régie (art. 90, al. 2, loi 1816).

Enfin le bouilleur de cru n'est pas obligé, avant de distiller, de faire sa déclaration à la régie ; il n'est pas assujetti aux visites des agents du fisc.

On trouvera dans les études spéciales sur les conséquences de ce régime toutes les critiques qui lui ont été adressées ; tant au point de vue fiscal qu'au point de vue social (violation du principe de l'égalité de l'impôt et fraudes nombreuses), qu'au point de vue hygiénique (développement de l'alcoolisme, consommation d'alcools mal rectifiés).

Quoi qu'il en soit, il existe, en France, un million de bouilleurs de cru exemptés à nouveau par la loi du 27 février 1906, d'après l'article 8 de laquelle les propriétaires distillant des marcs, vins, cidres, poirés, prunes, cerises, prunelles et lies, qui proviennent de leur récolte, sont dispensés de toute déclaration préa-

1. Une loi du 31 mars 1903 a précisé l'établissement du contrôle des alambics, et de toutes les parties qui les composent, depuis la fabrique jusque chez les distillateurs.

lable et affranchie de l'exercice. On estime, au bas mot, à 20 millions la perte qui résulte, pour le Trésor, de ce régime qui permet aux bouilleurs de cru de se transformer frauduleusement en commerçants. Mais nous nous écartons de notre sujet ; nous voulions seulement indiquer quelles exemptions existent, en France, en faveur des petites exploitations agricoles, et nous ne devons point nous attarder à critiquer ces faveurs, ni à rechercher quels remèdes on a proposé, depuis le projet de M. Alglave, tendant à la réalisation du monopole de l'alcool.

IV. — *Belgique*

En Belgique, comme en Allemagne et en Autriche-Hongrie, de très grands avantages ont été accordés aux distilleries agricoles, et cela depuis très longtemps.

La loi du 27 juin 1842 (1) accorde une exemption de 15 0/0, pour un hectolitre et demi de volume imposable, aux distilleries qui, dans le cercle de leur exploitation, pendant la durée du travail, nourrissent du bétail (les chevaux exceptés), et à celles qui, dans un rayon maximum de 5 kilomètres, cultivent un hectare de terre.

1. Wolf, *Die Branntweinsteuer*, p. 247.

Les distilleries qui travaillent les fruits à pépins ou à noyaux ne sont pas exemptées.

La loi du 17 juillet 1887 (1), véritable codification des lois qui, comme celles de 1842, sont intervenues pour modifier et compléter celle du 18 juillet 1833, établit, pour la perception de l'accise de l'alcool, la base du rendement présumé et maintient l'exemption de 15 o/o aux distilleries agricoles, dans les mêmes conditions que précédemment, mais en ajoutant deux dispositions en vertu desquelles : 1° le bouilleur ne peut employer que deux alambics, dont un pour la distillation grossière et l'autre pour la rectification ; 2° seuls jouiront de l'exemption ceux qui, par an, ne cuvent pas plus de 20 hl. de matière première dans les exploitations qui fonctionnent 24 heures ou 40 hl. dans celles qui fonctionnent 48 heures. Ceux qui travaillent les fruits à pépins sont encore exclus (2).

La loi du 15 avril 1896 (3) rétablit comme base de perception de l'accise le rendement réel ou effectif. Elle répond ainsi aux désirs de l'époque en taxant l'alcool réellement produit et non plus l'alcool présumé produit d'après la contenance de la cuve matière ; c'est le *Fabrikatsteuer* avec un taux de

1. Schubert. *Die Branntweinsteuergesetzgebung. Fin-Arch.* 16, p. 152. *sq.*

2. Dierschke, *op cit.*, p. 21.

3. *Revue de science et de législation financières*, 1903, p. 568, *sq.*

100 francs par hectolitre d'alcool de force normale et à la température normale.

L'exemption de 15 o/o, soit 15 centimes par litre d'alcool brut, de force normale, et à la température normale est accordée, moyennant certaines conditions, aux distilleries agricoles particulières ou appartenant à des sociétés coopératives ne produisant pas de levure pour le commerce. Sinon elles ne profitent que d'une exemption de 10 o/o, soit 10 centimes par litre.

Sont considérées comme distilleries agricoles :

1° Celles qui, dans un cercle de 5 kilomètres de la distillerie, cultivent assez de terre pour qu'un hectolitre d'eau-de-vie de force normale et à la température normale, produit dans une période de distillerie de 24 heures, provienne de 10 hectares de terrain.

Pour les distilleries produisant de la levure pour le commerce, l'étendue du terrain cultivé nécessaire est augmentée de moitié.

2° Les coopératives agricoles dont les membres ne peuvent être que des agriculteurs assujettis, ainsi que la société dont ils font partie, à ne jamais considérer comme agricoles les distilleries qui travaillent des sirop, glucose, mélasse, vin, marc de vin ou fruits importés, ainsi que celles qui font le grand et le petit commerce des boissons distillées ou fermentées.

La modération du taux n'est accordée que quand

la déclaration, pour un travail de vingt-quatre heures, en moyenne, ne dépasse pas 4 hl. pour les distilleries agricoles ne produisant pas de levure ; sinon 3 hl.

Le gouvernement assigne un maximum aux coopératives, toujours inférieur à 14 hectolitres par sociétaire et par 10 hectares.

Les conséquences de ces modérations de taux furent considérées comme fâcheuses par beaucoup : « en effet, disait-on, si ce régime de faveur s'expliquait dans un système de rendement présumé, il ne s'explique plus dans le système du rendement réel, et c'est en vain qu'on peut tenter de la justifier par l'intérêt problématique de l'agriculture ; en réalité, ajoutait-on, il porte une atteinte directe au principe de l'égalité devant l'impôt ; il provoque la constitution de coopératives fictives et aboutit à jeter le trouble dans l'industrie de l'alcool dont les intérêts sont gravement lésés par cette concurrence à armes inégales, mais légales, des distillateurs privilégiés. « Jusqu'à l'époque de la loi de 1896, la production des distilleries agricoles s'élevait, à peine, à 10 o/o de la quantité consommée dans le pays ; aujourd'hui leur part atteint 46 o/o. Leur production a presque quintuplé, tandis que celle des distilleries industrielles diminuait de 1/5.

De 4.000 à 4.500 hl. qu'elle a été en 1896, l'exportation s'élève actuellement à 110.000 hl. L'explica-

tion de ce fait est bien simple ; nous exportons des flegmes qui, produits en-dessous du prix normal, n'en obtiennent pas moins, à l'exportation, la décharge pleine et entière » (1).

Le gouvernement, par l'organe du Ministre des Finances, reconnaissait qu'il avait fait fausse route : « Le gouvernement s'est trompé en évaluant à 15 centimes la modération d'impôt nécessaire pour permettre à la distillerie agricole de vivre à côté de la distillerie industrielle... On ne pouvait s'imaginer, en 1896, que le prix de revient normal du litre de flegmes, qui était alors de 25 à 30 centimes, pourrait tomber à 15 ou 16 centimes. Ce résultat est dû aux progrès industriels, dépassant toutes les prévisions, réalisés par la distillerie, grâce aux dispositions de la loi de 1896, et il se trouve aujourd'hui que la réduction d'impôt accordée aux distilleries agricoles est presque l'équivalent du prix de revient lui-même... C'est absolument excessif... A mon avis, la solution du problème se trouve dans l'abaissement du taux de la réduction ».

C'est ce moyen qu'emploie la loi du 29 mars 1900 : la modération n'est plus que de 9 centimes par litre d'esprit brut à 56 degrés et à une température de 15 degrés.

Les distillateurs ayant une exploitation déclarée,

1. Discussion au Sénat, 27 décembre 1899.

conformément à la loi, avant le 1^{er} février 1900, doivent jouir, jusqu'au 31 décembre 1910, d'une modération de 12 à 14 centimes, suivant que la production moyenne dépasse, ou non, 2 hl. d'alcool à 50 degrés par une température de 15 degrés, pour une période de distillation de vingt-quatre heures (1).

Cette loi ne réussit pas à trancher la question des distillateurs; au contraire, elle mécontenta tous les intéressés (2) : les distillateurs industriels qui jugeaient la réduction trop forte, après comme avant, et les distillateurs agricoles qui déclaraient ne plus pouvoir soutenir la concurrence sous le nouveau régime. Il était impossible de revenir au principe de l'égalité devant l'impôt, et de supprimer toute réduction, c'eût été ruiner les distilleries agricoles établies pour profiter du régime de faveur établi par la loi de 1896.

Trois solutions furent proposées :

1^o Expropriation des industries agricoles avec indemnité et abandon de toute la production aux distilleries industrielles.

2^o Expropriation des distilleries industrielles dans les mêmes conditions. Dans l'un et l'autre cas, le fisc se rembourserait facilement du paiement de l'indemnité par un accroissement du taux de l'accise.

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 22, et *Zeitschrift für Spiritus industrie*. XXIII. N^o 16, p. 145.

2. *Revue de Science et de Lég. fin.*, *ibid.*

3° Monopole de la distillerie au profit de l'Etat, avec production décroissante.

La loi du 28 juillet 1902, encore en vigueur, admet la première de ces trois solutions. Le but de cette loi est de concilier le retour au droit commun, c'est-à-dire la suppression du privilège des distilleries agricoles (et indirectement de celles-ci) avec le respect des droits acquis en vertu de la loi de 1896. Les distilleries existantes ont le choix entre deux solutions : 1° Maintien d'une réduction de droit, mais moins élevée qu'auparavant et ne dépassant pas 8 ou 10 centimes, selon les cas. La loi remplace d'ailleurs par des dispositions nouvelles les articles 6, 7, 8, 10 et 11 de la loi de 1896 qui définissaient les distilleries agricoles admises au bénéfice de la réduction, ainsi que les conditions de celle-ci.

2° Les distilleries agricoles peuvent renoncer à l'exercice de leur industrie et, dans ce cas, l'Etat leur paiera une indemnité moyennant laquelle il deviendra propriétaire des appareils et ustensiles de l'exploitation. Cette indemnité sera fixée par un collège d'experts. Mais les intéressés peuvent demander que l'indemnité soit réglée d'après un barème qui sera fixé par un arrêté royal. (Arrêté royal du 28 juillet 1902).

Le résultat prévu de cette loi est la disparition, à bref délai, de la distillerie agricole. Dès 1903, en effet, sur 239 distillateurs agricoles qui se trouvent

dans les conditions prévues par la loi du 28 juillet 1902, 214 ont déclaré renoncer à leur industrie et réclamé l'indemnité qui leur est due ; 25 distillateurs seulement jouiront, à titre personnel, de la réduction d'impôt.

Ajoutons, à titre de renseignements, que l'accise sur les eaux-de-vie a été augmentée considérablement : de 64 francs par hectolitre à 50 degrés, dans la loi du 15 avril 1896 ; portée à 100 francs par celle du 17 juin 1896, elle est, dans la loi du 18 février 1903, de 150 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

V. — Suisse (1).

Jusqu'en 1886 c'est dans les législations cantonales qu'il faut chercher les exemptions et les diminutions de taux, mais c'est tout particulièrement le canton de Berne qui nous intéresse car il produit la moitié de la production totale de l'alcool suisse (2).

En 1807, une exemption est accordée aux distilleries pour la consommation familiale et les produits de leurs propres exploitations.

En 1826, même exemption pour la vente des pro-

1. Dierschke. *Op. cit.*, p. 22, sq. et appendice sur le monopole de l'alcool en Suisse, p. 86, sq.

2. Wolf. *Op. cit.*, p. 852.

duits de l'exploitation du distillateur, si cette vente se fait sur la rue ou dans l'habitation du bouilleur.

En 1841, on établit une patente de 15 francs pour les distillateurs de fruits, de marc de vin et de déchets de fruits, et de 50 francs si on distille d'autres matières premières. Les petites distilleries qui ne produisent et ne vendent pas plus de 100 mesures par an sont exemptées de l'« Ohmgeld ».

En 1852, on conserve l'exemption familiale, mais on impose les distilleries de pommes de terre ou de graine qui ont une production supérieure à 100 mesures annuelles. Dans ce cas, la patente est de 25 à 50 francs, s'il s'agit de graines ou de pommes de terre provenant de l'exploitation, de 25 à 100 francs s'il s'agit de marchandises achetées.

En 1869, exemption des distilleries ne produisant pas plus de 50 litres par an.

En 1879, on considère comme professionnelle toute distillerie à feu direct, dont l'alambic contient plus de 150 litres, et toute distillerie chauffée à la vapeur. Ne sont point considérés comme professionnelles les distilleries qui ne travaillent pas plus de quatre semaines par an ; elles doivent payer une taxe annuelle de 1 franc pour la distillation des fruits, déchets de fruits, de bière ou des marcs de vin et de 5 francs pour la distillation des pommes de terre et graines. (Les distilleries professionnelles paient un minimum annuel de 10 francs).

La consommation familiale était, de même, exempte dans beaucoup de cantons suisses ; la loi fédérale du 13 décembre 1886 a supprimé la souveraineté législative cantonale, au moins en ce qui concerne la distillation des matières farineuses. C'est cette même loi qui a créé le monopole de l'alcool.

VI. — *Italie* (1)

La loi du 31 juillet 1879 exempte les bouilleurs de cru dont la production annuelle ne dépasse pas un demi-hectolitre d'alcool à moins de 70 degrés, à condition qu'ils fassent une déclaration accompagnée d'une attestation du syndic, établissant que la matière première travaillée provient du sol leur appartenant et que la quantité d'eau-de-vie produite est destinée, tout entière, à leur usage personnel.

Cette loi a été abrogée par la loi du 24 juin 1888 qui supprime l'exemption de la consommation familiale.

VII. — *Serbie*

La consommation familiale est exemptée en Serbie, en vertu de la loi du 23 juin 1882.

VIII. — *Russie* (2).

Les faveurs accordées aux distilleries agricoles

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 23 ; et Wolf, *op. cit.*, p. 370.

2. Dierschke, *op. cit.*, p. 19.

sont relativement récentes et elles ne s'étendent aux petites distilleries industrielles que très réduites.

La loi du 4 juin 1890 (1) accorde aux distilleries qui ne produisent pas de levure une réduction de :

2 o/o pour une prod. de 1 million de degrés-védro (2).			
1 1/2 o/o	—	1 à 3 »	—
1/2 o/o	—	3 »	—

Les distilleries agricoles jouissent d'une tolérance plus forte :

4 o/o jusqu'à	1/2 million de degrés-védro	
2 o/o de 1/2 à	1 »	—
1 1/2 o/o de 1 à	3 »	—

Ces avantages ne sont accordés qu'en été : le taux, par degré-védro d'alcool est de 10 kopeck (3) et de 7 kopeck seulement si l'alcool produit provient des fruits doux, baies, etc.

Cette loi n'est plus en vigueur ; la loi du 6 juin 1894 (4) qui l'a remplacée organise, d'abord pour

1. Hdw. d. Stw., 2^e édit., 2 vol. art. Branntweinbesteuerung de H. de Scheel, p. 1084.

2. Le *védro* équivaut à 12 litres.

3. Depuis la réforme monétaire russe, datant de la loi du 7 juin 1899, le rouble vaut 2 fr. 66, et le kopeck (100^e partie du rouble) environ 3 centimes.

4. *Zeitschrift. Spiritus. Industrie*, 1899, n^o 41.

quatre gouvernements, le monopole de vente qui s'est étendu ensuite à tout l'empire. Cette loi favorise les petites exploitations et établit, dans leur propre intérêt des limites au-dessus desquelles les grandes distilleries ne peuvent pas produire. Pour les gouvernements du Nord et Nord-Ouest et pour les provinces baltiques et de la Vistule, le maximum est de 50.000 védros à 400 degrés centigrades ; pour les gouvernements industriels du Sud-Ouest et du Centre : 100.000 et 125.000 ; pour les petits gouvernements Petits-Russiens et du Sud : 200.000. Pour les gouvernements de l'Est, les limitations ne sont pas légales, mais réglées par des circulaires du ministre des Finances.

De plus, à toute nouvelle distillerie agricole est accordée, lors de sa création, la possibilité de livrer 5.000 védros au prix du monopole d'Etat fixé par l'Administration. Ceci constitue encore un avantage pour les petites distilleries agricoles, car elles peuvent vendre leurs produits, ou au moins une partie, au prix relativement élevé du monopole ; tandis que les autres doivent vendre à l'étranger, et à un prix beaucoup plus bas, une partie d'autant plus considérable de leurs produits qu'elles sont plus importantes.

SECTION II

Bière (1)

I. — *Allemagne*

Dans le Norddeutsches Brannsteuergebiet (législation du Nord de l'Allemagne, c'est-à-dire, l'Empire, moins l'Alsace-Lorraine, la Bavière, le Württemberg et le Grand-Duché de Bade), il existe aujourd'hui une différenciation de taux pour les brasseries professionnelles, mais la consommation familiale est exempte depuis très longtemps, et on considère comme telle la production destinée à la consommation familiale obtenue sans espace ou matériel approprié à la brasserie, à condition que le ménage ne comporte pas plus de dix personnes de plus de quatorze ans. Il faut un récépissé-déclaration délivré par l'autorité fiscale.

Nous verrons comment il en était de même dans les trois provinces du Sud.

En Alsace-Lorraine (3), les brasseries professionnelles paient une licence de 48 mark en Basse-Alsace, de 28 m. 80 en Haute-Alsace et en Lorraine.

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 24, sq.

2. Struve. *Hdø. d. Stw.* Art. Bier, p. 824.

3. Struve. *Ibid.*, p. 838.

Les hôpitaux, établissements publics et les brasseries sont exempts.

II. — Angleterre

Il y a un taux unique pour les brasseries professionnelles et une législation spéciale pour les brasseries privées qui sont réparties en trois catégories (1) :

1° Les très petites sont exemptes d'impôts ; ce sont celles qui appartiennent à des brasseries qui paient moins de 8 livres sterling (200 francs) de loyer ;

2° Les brasseries dont le loyer est de 8 à 10 livres sterling, paient une licence annuelle de 4 schellings.

3° Les brasseries privées dont le loyer est de 10 à 15 livres sterling paient une licence annuelle de 6 schellings et un impôt sur le malt de 6 schellings 1/4 par deux boisseaux de malt ou de produits succédanés de malt.

Les brasseries industrielles paient une licence annuelle de 1 livre sterling.

SECTION III

Tabac

I. — Belgique

Proposé par le cabinet Orban (2), en 1879, un im-

1. Struve. *Ibid.*, p. 844.

2. *Journal des Débats*, 14 juillet 1879. — *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1879. V, 6, p. 37.

pôt sur la culture du tabac de 1 fr. 50 par are, avec exemption des cultures de moins d'un are, fut inséré dans la loi du 28 juillet 1879 (1), relative à des mesures financières destinées à subvenir aux besoins du Trésor, qui s'exprime ainsi en son article 16 : « Il est accordé une exemption de l'impôt pour le tabac planté dans une parcelle de moins d'un are régulièrement déclaré, lorsque celui qui a la disposition du terrain n'a aucune autre parcelle à déclarer et que la plantation du tabac est attenante à son habitation ou à un champ qu'il cultive.

II. — *Etats-Unis*

Une exemption analogue à la précédente, créée, non pas dans l'intérêt de la production, mais du consommateur, existe aux Etats-Unis : la loi du 3 mars 1883 (2) exempte de la taxe, spécialement appliquée aux débitants de tabac, les fermiers, planteurs, bûcherons qui fournissent le tabac à leurs ouvriers, ainsi que divers produits dont ils ont coutume de les pourvoir par ration. Il est spécifié que le montant total des rations de tabac fournies durant une année fiscale, ouvrant le 1^{er} mai et se terminant le 30 avril de l'année suivante, n'excédera pas

1. *Bull. de st. et de lég. comp.*, 1879, V, 6, p., 213.

2. *Bull. de st. et de lég. comp.*, 1883.

100 litres ; il est, en outre, spécifié que les fermiers, planteurs, bûcherons, qui fournissent des rations de tabac à leurs ouvriers, ne pourront ouvrir un établissement de vente publique de produits, conserves, épiceries et autres articles similaires.

Peut-être trouverait-on d'autres exemptions si l'on fouillait dans toutes les législations dont nous n'avons point parlé ici ; nous arrêtons la liste des minima exempts et des modérations de taux, de nature d'ailleurs différente et établis dans des conditions variables ; nous en avons, en effet, déjà trop nommé et nous risquerions, en ne nous arrêtant pas, de faire oublier les principaux et les plus intéressants : ceux de l'Allemagne. Il est temps que nous en suivions les transformations plus avant dans l'histoire et dans les législations actuelles ou déjà abrogées.

CHAPITRE II

LES VÉRITABLES IMPOTS PROGRESSIFS INDIRECTS (STAFFELSTEUERN)

Les minima exempts et les modérations de taux dont nous avons constaté l'existence, dans une revue rapide de diverses législations, semblent constituer, dans l'évolution des impôts indirects de consommation, un stade préparatoire du système plus perfectionné de l'impôt progressif indirect. Cependant ce terme n'a point encore été atteint par de nombreuses législations (1), car, à notre connaissance du moins, seules, les lois allemandes et danoises (2) ont appliqué la progression aux impôts indirects de consom-

1. Il est évident que cette évolution n'a rien d'absolu, puisque, loin d'aller jusqu'à ce terme, certains pays, comme la Belgique, ont dû supprimer les réductions de taux. V. Loi belge du 28 juillet 1902. (Ch. I, p. 46.)

2. Nous indiquons plus loin ce qui a été fait au Danemark.

mation et, actuellement, c'est à l'Allemagne que nous devons borner notre enquête, car l'impôt danois sur la bière ne devait exister que peu de temps.

Les *Staffelsteuern* frappent trois catégories d'objets de consommation : alcool, bière et sucre.

Dans une PREMIÈRE SECTION, nous étudierons successivement les systèmes de progression de ces trois impôts :

I. — Brennsteuer.

II. — Brausteuern.

III. — Zuckersteuer.

Dans une DEUXIÈME SECTION, nous examinerons diverses dispositions relatives à l'application de cette progression :

I. — Le règlement des remboursements d'impôts.

II. — L'exemption de la consommation familiale.

Puis nous arriverons à la conclusion.

SECTION I

Les trois Staffelsteuern (1)

I. — Brennsteuer

Depuis la loi du 24 juin 1887, l'impôt sur l'alcool (2) (Branntweinsteuer) est un impôt impérial, et ce fut

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 25 à 33.

2. Cohn, *Finanzen des Deutschen Reichs*, 1899, p. 138, sq.

la loi du 16 juillet 1895 qui, complétant cette loi de 1887, établit la « Brennsteuer ».

Comme le dit le paragraphe 1, c'est un impôt frappant exclusivement les grandes distilleries de taux différents suivant l'ampleur de leur production et, de plus, ayant pour but de limiter la production.

En ce qui nous intéresse, elle s'exprime ainsi : « En sus des impôts sur l'alcool existant, une surtaxe particulière sera perçue sur la quantité d'alcool produite en plus de 300 hectolitres d'alcool pur dans les distilleries dont la production annuelle dépasse ce chiffre. Cette surtaxe sera :

a) Pour les distilleries agricoles et industrielles qui, pendant la campagne, n'emploient pas de levure et ne distillent ni mélasses, ni betteraves, ni jus de betteraves :

Pour une production de 300 à 600 hl., de 0,50 mark				} Par hectolitre d'alcool pur
—	600 à 900	—	1 »	
—	900 à 1200	—	1, 50	
—	1200 à 1500	—	2 »	
—	1500 à 1800	—	2, 50	
—	1800 à 2000	—	3 »	
—	2000 à 2200	—	3, 50	
—	2200 à 2400	—	4 »	
—	2400 à 2600	—	4, 50	
—	2600 à 2800	—	5 »	
—	2800 à 3000	—	5, 50	
de plus de	3000	—	6 »	

b) 1° Pour les distilleries qui, pendant la campagne emploient de la levure ;

2° Pour toutes les distilleries qui, au cours de la campagne, emploient des levures et distillent des mélasses, betteraves et jus de betteraves ;

3° Pour les distilleries employant des matières premières (Matériel-brennereien).

Pour une production de 300 à 500 hl., de 0,50 mark				
—	500 à 700	—	1 »	—
—	700 à 900	—	1,50	—
—	900 à 1000	—	2 »	—
—	1000 à 1100	—	2,50	—
—	1100 à 1200	—	3 »	—
—	1200 à 1300	—	3,50	—
—	1300 à 1400	—	4 »	—
—	1400 à 1500	—	4,50	—
—	1500 à 1600	—	5 »	—
—	1600 à 1700	—	5,50	—
de plus de	1700	—	6 »	—

Par hectolitre d'alcool pur

Les distilleries coopératives agricoles (Landwirtschaftliche-Genossenschaftsbrennereien) existant au 1^{er} avril 1895, paieront seulement les 3/4 de ce taux.

Les distilleries agricoles qui ont payé pour la campagne le « Maischbottischsteuer » (impôt sur la cuve-matière ou le bassin) paieront par hectolitre pur, produit du 16 juin au 15 septembre, 1, 2 ou 3 mark suivant que par jour elles distillent de 1050 à 1500, de 1500 à 3000 ou plus de 3000 litres.

Ces mêmes taxes seront également perçues sur les distilleries de la même catégorie, travaillant pendant huit mois et demi, du 16 septembre au 15 juin.

Les brasseries de mélasse (Melassebrennerei), qui dépassent leur contingent de plus de 1/5 paieront 15 mark de Brennsteuer par hectolitre d'alcool pur produit en sus, et les distilleries de mélasse, non contingentées, lorsqu'elles dépassent 20.000 hectolitres, paieront également 15 mark par hectolitre produit en sus.

Ce régime qui, par l'application d'une double échelle, favorisait les petites exploitations par rapport aux grandes, devait, aux termes du texte qui l'établissait, ne durer que jusqu'au 1^{er} octobre 1901. Quand on approcha de cette date, on ne put « songer au simple abandon » de la Brennsteuer ; dès le 1^{er} avril 1901, un projet des gouvernements fédérés, porté au Reichstag, aux termes duquel le contingent était maintenu (art. 1^{er}) fut repoussé par une majorité où les socialdémocrates et les « Freisinnige » (libéraux) tenaient une place prépondérante, parce que son application aurait favorisé nettement un cartel et créé de véritables monopoles privés (1).

1. Ce projet établissait le *Denatierungspflicht*, ou obligation imposée à chaque distillateur de dénaturer une partie de sa production, ce qui était de nature à favoriser les adhérents de la « Zentrale für Spiritus Verwertung » qui se plaignaient de supporter seuls les conséquences de la baisse de prix organisée pour l'alcool dénaturé. Cf. M. Souchon, *op. cit.*, p. 167 à 169.

Cependant « le Reichstag avait voté l'article 1^{er}, relatif au contingent, et une de ses commissions avait également voté la continuation, et même l'augmentation (de 1 à 1 1/2) de la Brennsteuer à partir du 1^{er} octobre 1901, mais le Parlement s'était séparé après sa session de 1901 sans qu'aucune de ces deux dispositions eût pris définitivement force de loi » (1).

Cette interruption dans l'application de la Brennsteuer ne fut pas de longue durée car, la discussion ayant été reprise, ce nouvel impôt spécial fut rétabli avec une échelle plus rapide dans le taux par la novelle du 18 juin 1902 (2), et organisé de nouveau par la loi du 7 juillet 1902 avec les différences suivantes (3) : Au lieu de deux échelles pour les distilleries agricoles et industrielles, il n'y en a plus qu'une ; la Brennsteuer est imposée, non plus à partir de 300 hectolitres, mais de 200 hectolitres ; son taux est de 2 mark par hectolitre. De 200 à 400 hl., il croît de 50 pfg. par hectolitre pour chaque 100 hl. produits en sus ; au-dessus de 400 hl. il monte de 50 pfg. par 200 hl. produits en sus,

1. *Ibid.* p. 172, note 1.

2. *Ibid.*, p. 173 et *Zeitschrift für Spiritus Industrie* du 25 mai 1902, p. 280, sq. — Voir aussi : *Die Novelle von 1902* (Texte et critique par W. Behrend).

3. *Reichsanzeiger*, 1902, n° 170.

jusqu'au taux maximum de 6 m. 50 pour 1.800 hl.

Dans les distilleries qui travaillent exclusivement le seigle, le blé, l'avoine ou l'orge, la Brennsteuer n'est pas perçue jusqu'à 300 hl. de production, et de 300 à 600, son taux est la moitié de ce qu'il était dans la loi de 1895.

Les coopératives agricoles qui, auparavant, ne payaient que les trois quarts de la Brennsteuer, ne profitent plus que d'une diminution de un cinquième.

Les taux de la Brennsteuer pour les distilleries travaillant du 16 juin au 15 septembre, et assujetties à la Maischbottichsteuer, sont restés les mêmes.

La Brennsteuer est aussi payée par les distilleries de mélasses contingentées qui dépassent leur contingent de plus de un cinquième, mais dans ce cas, elle est réduite de 15 mark à 6 mark. Les distilleries de mélasses, non contingentées, sont soumises aux mêmes surtaxes si elles produisent un excédent de plus de 20.000 hl. d'alcool pur ; par contre, les distilleries de mélasses, créées après le 1^{er} juillet 1895, paient 15 mark de Brennsteuer pour la production totale.

Cette législation de la Brennsteuer restera en vigueur jusqu'au 30 septembre 1912.

II. — *Brausteuern*

La forme progressive dans l'impôt sur les brasseries existe actuellement dans toute l'Allemagne, mais il faut distinguer suivant les législations des provinces du sud (Bavière, Württemberg et Grand-Duché de Bade), — territoire particulier, — et la législation récente de l'Allemagne du Nord, — territoire commun, — qui comprend toute l'Allemagne, sauf les trois Etats précités, et l'Alsace-Lorraine. Nous suivrons l'ordre chronologique, en étudiant cette dernière après celle des trois Etats du Sud :

I. — *Bavière* (1). — Le taux de 6 mark par hectolitre de malt, sec ou pressé, est différencié de la façon suivante par la loi du 8 décembre 1889 :

1° Les brasseries existant avant le 1^{er} octobre 1889, qu'elles aient, ou non, changé de propriétaire, et qui, en 1888, ne produisaient pas plus de 6.000 hectolitres de malt imposé, ont à payer sur les 2.000 premiers hl. de malt, seulement 5 mark par

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 28.

E. Struve, « Zur Frage der Brausteuern : Staffelung in der Norddeutschen Brausteuergemeinschaft (Veröffentlichungen der Wirtschaftlichen Abteilung Vereins « Versuchs- und Lehranstalt für Brauerei in Berlin », 1 vol. 148 pages, janvier 1906. Paul Parey, édit., Berlin, p. 34 à 85.

hectolitre. Cette faveur disparaît dès que la consommation du malt dépasse 7.000 hl. et peut réapparaître si, dans la suite, le brasseur redescend au-dessous de 5.000 hl. de malt employé.

2° Les brasseurs qui, annuellement, emploient plus de 10.000 hl. de malt paient une surtaxe de 25 pfg. par hectolitre pour les 30.000 hl. suivants et une surtaxe de 50 pfg. pour tout ce qui dépasse 40.000 hl.

II. — *Württemberg* (1). — La progression a été établie par la loi du 28 avril 1893 qui s'exprime ainsi (2) :

« L'impôt est mesuré d'après le poids du malt non bruisiné.

Il est de 1 m. 25 par quintal pour les brasseries privées, c'est-à-dire, celles qui ne produisent que pour l'usage domestique et qui n'emploient pas plus de 10 quintaux de malt pour l'année budgétaire. Il est interdit de négocier cette bière.

Les brasseries qui n'emploient pas plus de 2.000 quintaux paient 4 m. 50 pour les 1.000 premiers et 5 m. pour les 1.000 suivants. Celles qui emploient plus de 10.000 quintaux paient 5 m. pour les 1.000 premiers ; 5 m. 25 pour les 30.000 suivants et 5 m. 50 pour le surplus. »

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 29 et Struve, *z. Fr. d. Br. Staf. in d. Nord. Brau*, p. 85 à 121.

2. Struve. *Hdw., d. Stv.*, art., Bier, p. 834, sq.

La loi du 4 juillet 1900 (1) a remplacé celle-ci ; elle mesure toujours l'imposition d'après le poids du malt et laisse à la loi de finance le soin de fixer le taux chaque année.

Les lois de 1899 et 1900 fixent le taux à 5 mark par quintal de malt non bruisiné, mais il y a progression en ce sens que jusqu'à 1.000 quintaux on ne paie que 70 o/o du taux ; pour les 1.000 qt. suivants 80 o/o ; pour les 3.000 suivants, 100 o/o ; puis 110 et 120 o/o pour les 4.000 et 10.000 suivants.

Les brasseries privées paient seulement 25 o/o pour les 10 premiers quintaux.

III. — *Bade* (2). — La progression existe depuis la loi du 30 juin 1896 : l'impôt perçu par 100 kilogrammes de malt, bruisiné ou non, jusqu'à 1.500 quintaux, est de 8 mark pour les 250 premiers, et de 10 m. pour le reste. De 1.500 à 5.000 qt. il est de 11 m., et au-dessus de 5.000 il est de 12 m.

Pour les fabricants de bière surfermentée (*obergährig*), l'impôt est de 2 mark par 100 kilogrammes pour la consommation familiale et s'il n'est pas employé plus de 5 quintaux de malt par an. Il est interdit de négocier.

1. Wagner. *Finanzw.*, IV, p. 841.

2. Dierschke, *op. cit.*, p. 30.

Struve. *Z. Fr. d. Br. Staf. ind. Nord. Brau*, p. 121 à 138.

Struve. *Hdw. d. Stw.*, art. Bier, p. 836.

IV. — *Allemagne du Nord* (1). — Depuis quelques années les auteurs les plus autorisés réclamaient, pour le territoire commun, l'établissement de la progression existant, ainsi que nous venons de le voir, depuis longtemps dans les Etats du Sud, lorsqu'en 1906 un projet de réforme fut proposé par les gouvernements fédérés.

L'exposé des motifs (2) de ce projet expliquait que l'impôt d'empire de 4 mark par 100 kilogrammes de malt, perçu dans tous les Etats allemands auxquels il pouvait s'appliquer, devrait être augmenté et gradué, tant pour la protection qu'il convient de donner aux brasseries de moyenne importance qu'à cause de l'utilisation complète de la matière première dans les grandes brasseries.

Il serait perçu au cours de l'année financière :

7	mark	par	quintal	métrique	jusqu'à	250	quintaux
8	—	—	—	—	de	250	à 500 —
10	—	—	—	—	de	500	à 1.000 —
11	—	—	—	—	de	1.000	à 3.000 —
12	—	—	—	—	de	3.000	à 5.000 —
12,50	—	—	—	—	au-dessus	de	5.000 —

Les produits falsifiants seraient interdits et l'Al-

1. Struve, *op. cit.*

Lettre de Dierschke à l'auteur en date du 10 août 1907.

2. Otto Gerlach. *La réforme des finances de l'Empire allemand*. La Brausteuern. *Revue de science et de législation financières*, 1906, p. 463, sq

sace-Lorraine entrerait dans la communauté des Etats en 1914.

La graduation du taux et l'interdiction de l'emploi des produits falsifiés ont été approuvées unanimement, mais l'augmentation de l'impôt a soulevé de nombreuses critiques qu'il est intéressant de noter car nous verrons qu'elles paraissent avoir eu des conséquences sur la législation (1).

Si l'on compare, disait-on en faveur du projet, l'impôt sur la bière dans la Norddeutsche Brausteuer-gemeinschaft (Communauté des Etats) et l'impôt sur la bière dans les autres Etats allemands, on trouve que

1. Dierschke, dans son ouvrage, souvent cité, était tout à fait partisan, en 1903, de l'extension à l'Allemagne du Nord et à l'Alsace-Lorraine (Reichsland) du système d'impôt progressif sur la bière (pages 74 et 75) ; il semble même qu'un impôt unique, appliqué à tout l'Empire, ne lui aurait pas déplu, afin d'éviter la fraude entre le Nord et le Sud.

Il parle des difficultés techniques qui s'opposaient à cette réforme et de l'opposition qui lui était faite plutôt par des polémistes que par des scientifiques ; il indique aussi que cette même agitation avait empêché de voter « l'impôt productif sur le tabac » (aujourd'hui appliqué). — Voir également sur ces points, qui n'ont plus qu'un intérêt rétrospectif : Wagner, *Finanz-Arch.*, p. 691 et 695, et contre la progression : Gutachter der Handelskammer für der Regierungsbezirk Oppeln von, 22 mars 1900, betreffend das Gesuch der mittleren und kleineren Brauer um Einführung der Staffelung der Biersteuer. *Abgedruckt in der Wochenschrift für Brauerei*, XVII, 1900, n° 14.

cet impôt, y compris les droits de douane, s'élève à 5 m. 29 par tête, en Bavière; 3 m. 84 en Württemberg et 3 m. 94 dans le Grand-Duché de Bade; de 2 m. 20 en Alsace-Lorraine et seulement de 84 pfg. dans la Norddeutsche Brausteuergemeinschaft.

Chaque litre de bière que l'on boit supporte une taxe de 2 pfg. 28 en Bavière; de 2 pfg. 27 dans le Württemberg; de 2 pfg. 51 dans le Grand-Duché de Bade; de 2 pfg. 50 en Alsace-Lorraine, et seulement de 0 pfg. 86 dans la Norddeutsche Brausteuergemeinschaft. Cependant les bières de l'Allemagne du Sud sont, en général, de qualité supérieure à celles de l'Allemagne du Nord et, au moins dans leur pays d'origine, d'un prix moins élevé. C'est pourquoi l'augmentation du taux et des tarifs jusqu'à ce qu'ils équivalent ceux de l'Allemagne du Sud paraît être justifiée; jusqu'ici un hectolitre de bière ne paie, d'après le taux établi en 1819, que 0 m. 73 d'impôt de brassage; l'impôt proposé frapperait l'hectolitre d'un droit moyen de 1 m. 97. Or l'impôt sur la bière est le seul qui, contrairement à celui de l'alcool, n'a pas été porté à un taux de productivité plus élevé, mais, au contraire, diminué de 25 0/0 par suite des perfectionnements techniques de la fabrication; il a passé de 0 m. 96 à 0 m. 77 par hectolitre pour la bière à basse fermentation et de 0 m. 64 à 0 m. 51 pour la bière à haute fermentation.

On se préoccupait aussi de savoir qui supporterait

l'augmentation. Serait-ce le brasseur ou les intermédiaires ? Il semblait, malgré l'état florissant des brasseries, que ce serait plutôt les intermédiaires et surtout les débitants : en effet, dans la plus grande partie de l'Allemagne du Nord, on sert au consommateur $\frac{4}{10}$ de litre de bière pour 15 pfennig alors que le prix d'achat de l'hectolitre n'est que de 17 mark. Il y a donc, pour le débitant, un bénéfice brut de 20 m. par hectolitre, soit plus de 100 0/0, alors qu'il n'est que de 7 m. en Bavière et de 9 m. dans le Grand-Duché de Bade et le Württemberg. Dans les hôtels du Nord-Est de l'Empire, on ne donne même que $\frac{3}{10}$ de litre pour 15 pfg., ce qui porte le prix de vente de l'hectolitre à 50 m. et le bénéfice brut du débitant à 200 0/0.

Dans l'Allemagne du Nord, il semble probable que le commerce de débit, faisant des bénéfices de 20 à 30 mark par hectolitre, puisse prendre sur lui la charge nouvelle de 1 m. 24, conséquence du nouvel impôt. D'ailleurs, pourquoi ne pas admettre, ce qui paraît peu probable, une augmentation du prix de vente du verre de bière (de 15 pfg. à 16, par exemple) ; le consommateur en souffrirait un faible dommage. Quant au commerce de bière en bouteilles, qui réalise de moindres bénéfices, le supplément d'imposition serait supporté presque en entier par le consommateur (1).

1. On disait encore en faveur de ce projet qu'il laisserait

Struve, dans son récent ouvrage, déjà cité, publié en janvier 1906, déplorait l'ancien régime, et peu après, le 6 juin 1906, la loi nouvelle y mettait fin ; elle établissait une graduation d'impôt, d'après l'importance des exploitations, mais avec un taux moins progressif que celui du projet du gouvernement, si nous le comparons à celui indiqué plus haut ; le paragraphe 6, intitulé : « Taux de perception de la Brausteuer », s'exprime ainsi :

« L'impôt s'élève, pour chaque quintal du poids total (calculé d'après le paragraphe 5, 2^e partie), des matières destinées à être brassées et devenues impossibles dans une brasserie, et pendant un exercice fiscal, à :

4	mark	jusqu'à	250 quintaux	
4,50	de	250 à	500	»
5	»	500 à	1000	»
5,50	»	1000 à	2000	»
6,22	»	2000 à	3000	»
7	»	3000 à	4000	»
8	»	4000 à	5000	»
9	»	5000 à	6000	»
10	au-dessus	de	6000	»

l'impôt sur la bière bien loin derrière l'impôt sur l'alcool : l'alcool pur dans l'eau-de-vie de consommation courante est de 90 mark par hectolitre, tandis que dans la Brausteuergemeinschaft, il n'est que de 21 m. et ne serait porté qu'à 56 m., soit à un taux inférieur de 34 m. à celui de l'alcool.

Ainsi donc, la progression dans l'impôt indirect existe dans tout l'Empire allemand, mais avec des modalités différentes dans le Nord et dans les pays du Sud. Nous en parlerons de nouveau en étudiant, d'une manière critique, ces divers systèmes, d'après leurs conséquences économiques.

APPENDICE

Danemark. — A titre provisoire, la loi du 31 mars 1901 (1) a introduit, en Danemark, la progression d'après l'importance de l'exploitation.

L'impôt général sur la bière est de 10 couronnes par tonne de bière, ce qui, par rapport aux législations précédentes, constitue une augmentation et c'est précisément pour permettre aux petites exploitations de supporter plus aisément ces nouvelles charges, qu'à titre transitoire on a fixé la progression à 8 couronnes par tonne pour les 1.500 premières tonnes, 8 $\frac{1}{4}$ pour les 1.500 suivantes, puis 8 $\frac{1}{2}$ et 8 $\frac{1}{4}$ pour chaque augmentation de 1.500 tonnes et 9 pour le surplus.

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 30.

Hdw. d. Stw., 2^e éd., art. Bier, p. 853.

III. — *Zuckersteuer*

La Zuckersteuer progressive a été établie, en Allemagne, par la loi du 27 mai 1896 ; sa suppression a été la conséquence de la Conférence de Bruxelles, abolissant les primes et entraînant la fin des systèmes financiers destinés à procurer les fonds nécessaires pour les payer. La loi de 1896 fut donc remplacée par la loi portant modification de la législation sucrière allemande du 6 janvier 1903.

Le régime de l'impôt progressif sur les exploitations, destiné à procurer des ressources nécessaires pour le paiement des primes, était incompatible avec la suppression des primes par la convention.

C'est donc à titre d'exemple historique que nous devons indiquer comment avait été organisée la progression dans l'impôt sur le sucre, mais nous ferons, toutefois, remarquer qu'il est intéressant de signaler ce qui fut avant l'entente internationale et ce qui pourrait servir de modèle aux législateurs si, par suite du non renouvellement de la convention de Bruxelles, les pays signataires, reprenant leur liberté, se trouvaient, de nouveau, dans les conditions économiques qui avaient déterminé, en Allemagne, l'établissement de cette *Staffelsteuer*.

D'après le paragraphe 65 de la loi du 27 mai 1896 (1), les taxes étaient les suivantes :

a) 20 mark par 100 kilogrammes de sucre en libre circulation ;

b) si, dans la campagne, la fabrique n'a livré que 4 millions de kg., 10 pfennig par 100 kg. et 2 pfg. 1/2 par 100 kg. de sucre brut ;

c) Pour ce qui dépasse le contingent fixé pour chaque fabrique, 2 m. 50 par 100 kg., surtaxe égale à la prime d'exportation du sucre brut.

APPENDICE

Russie. — La loi russe du 2 décembre 1895, s'appliquant à toutes les fabriques de Russie, contient une disposition analogue à la *Betriebsteuer* allemande, dans son mode d'organisation du contingentement : les exploitations qui produisent dans les limites du contingent paient un taux moins élevé, et toutes celles qui produisent moins de 60.000 pud ou 60.000 pud rentrent dans le contingent ; ainsi toutes les petites fabriques paient un taux moins élevé, qui est de 1 rouble 75 par pud de sucre non contingenté (soit pour 6 pud, équivalant, à peu près à 100 kg. : 34 mark).

Pour le sucre non contingenté, le taux est doublé

1. Cf. Cohn, *op. cit.*, p. 127.

par pud ; il est ainsi presque impossible de dépasser le contingent (1).

Java. — A propos d'un projet dont nous n'avons pu connaître les suites, on lisait dans le *Moniteur Officiel Commercial* (2) : « Les fabricants de sucre de notre île s'élèvent naturellement contre le projet du gouvernement de frapper le sucre de canne d'un impôt de production de 3 à 8 o/o à partir du 1^{er} janvier 1906.

Les consommateurs estiment que le gouvernement aurait dû prévoir la hausse du prix amenée par la convention de Bruxelles et appliquer l'impôt progressif prévu dès le 1^{er} janvier 1905 puisqu'il est absolument nécessaire de combler le déficit annuel du budget.

SECTION II

Application des « *Staffelsteuern* »

I. — *Le règlement des remboursements d'Impôts* (3)

Il ne faut pas oublier que les lois établissant la progression dans les *Betriebsteuern* prévoyaient aussi le remboursement d'une prime à l'exportation.

1. Cf. Dierschke, *op. cit.*, p. 31 ; et Sacher, *die Kartellorganisation der russischen Zuckerindustrie (Inaug-Dissert.)* Breslau, 1907.

2. 1905, II, p. 236.

3. Dierschke, *op. cit.*, p. 66, sq.

Comment calculer cette ristourne et comment en opérer le paiement ? C'est ce que nous devons exposer maintenant.

A. — *Alcool*. — Pour ce qui concerne l'eau-de-vie (Branntwein), en général, on rembourse, soit le montant de l'impôt perçu sur le quantum d'eau-de-vie en question, ou tout au moins présumé d'après le calcul, soit une somme correspondant au montant perçu. Ainsi la Maischbottichsteuer et la Materialsteuer sont calculées sur le taux de 16 pfennig par litre, de sorte que lors de l'exportation de l'eau-de-vie on rembourse 70 pfennig par litre, en prévision du cas où un impôt de consommation a frappé l'eau-de-vie.

Il en est autrement pour la Brennsteuer qui nous intéresse particulièrement, et nous attirons tout spécialement l'attention sur ce mode de remboursement, car la loi de 1895 spécifiait que le sacrifice demandé à la production de l'alcool par l'application de l'échelle progressive est « destiné tout entier à la favoriser, puisque *tout le rendement du Brennsteuer doit être employé en primes, d'abord à l'exportation* et à la fabrication du vinaigre, puis, subsidiairement, à la dénaturation de l'alcool » (1).

On peut considérer qu'en agissant ainsi la Staffelsteuer est un moyen de procurer les ressources nécessaires à l'établissement des primes, ce qui n'est

1. M. Souchon, *op. cit.*, p. 138.

pour le but le moins important qu'ait cherché à atteindre le législateur (1).

Pour le remboursement de la Brennsteuer, le quantum payé pour une certaine quantité d'alcool n'entre point en considération au moment de l'exportation ; pour chaque litre d'alcool pur, on rembourse d'après le même taux d'imposition ; c'est-à-dire, 6 pfennig par litre, d'après la loi de 1895 et 6 pfg. 1/2 d'après la loi de 1902 (ce qui correspond à 6 mark et 6 m. 1/2 par hectolitre).

Le gouvernement a une faculté de diminution pour une année, lorsque cette mesure est jugée opportune, l'année précédente ayant amené une rupture d'équilibre entre le rendement de l'impôt et les primes payées (2).

De l'avis de Dierschke (3), « le remboursement doit correspondre à ce qui a été payé, autant que possible ; si on ne peut renoncer, comme pour la Branntweinsteuer à une prime d'exportation, celle-ci doit être également haute, en ce sens que lors de l'expor-

1. Cependant, on pourrait obtenir les mêmes sommes avec un impôt proportionnel ; le produit d'un impôt ne dépend pas de son caractère proportionnel ou progressif, mais de la hauteur du taux ; l'impôt progressif produisant la même somme favorise les petits en les frappant moins.

2. M. Souchon, *ibid.*

3. *Op. cit.*, p. 67.

tation, en outre de l'impôt réellement payé, on doit un montant égal comme prime à l'exportation ».

B. — *Bières*. — Tandis que ce qui précède concerne tout l'Empire d'Allemagne, pour ce qui est de la bière nous devons différencier selon les trois Etats du Sud : Bavière, Wurtemberg et Bade, dont les trois législations tiennent compte de la graduation du Malzaufschlag dans le remboursement ou drawback (1).

En *Bavière*, le taux de remboursement normal pour un quantum minimum d'exportation de 60 litres est de 2 m. 60 par hectolitre de « bière brune » (non fermentée, Braunbier) ; mais si la bière brune exportée vient de brasseries soumises au taux le plus bas, le drawback s'adoucit de 50 pfennig par hectolitre pour les premiers 2.400 hectolitres exportés dans l'année par la brasserie exportatrice : il est donc de 2 m. 10. Si, au contraire, la bière vient de brasseries soumises à la surtaxe, le taux du remboursement s'élève autant que si, pendant l'année, plus de 12.000 hectolitres de brune ont été exportés, c'est-à-dire, de 15 pfennig par hectolitre pour les 48.000 hl. suivants et de 25 pfennig par hectolitre pour tout ce qui dépasse les premiers 60.000 hl. ; il est donc, dans le premier cas, de 2 m. 75, et, dans le second cas, de 2 m. 85 par hectolitre exporté.

1. Art. Bier dans *Hdw. d. Stw.*, 2^e édit., 2 vol. p. 831.

En *Württemberg*, on détermine au moyen du saccharimètre le contenu en extrait de jus et on calcule ainsi très facilement la hauteur du drawback qui doit correspondre au total de la Malzsteuer perçue, non point d'après la quantité de bière exportée, mais d'après la quantité de malt correspondant à cette exportation (1).

Les remboursements sont ainsi réglés par la loi du 8 juillet 1895 (2) :

a) Aux brasseurs assujettis seulement à la Malzsteuer, frappant les exploitations, n'employant pas plus de 50.000 kilogrammes de malt et celles employant de 100.000 à 500.000 kg. de malt par an, il est remboursé à l'exportation, précisément les sommes de 9 mark ou de 10 m. par 100 kg. respectivement payées par chacune de ces deux catégories.

b) Aux brasseurs qui emploient de 50.000 à 100.000 kg. de malt et paient, par conséquent, 9 m. par 100 kg. pour les premiers 50.000 kg. et 10 m. par 100 kg. pour le surplus, il est remboursé 9 m. 50 par 100 kg. (Remarquer qu'ici on rembourse plus qu'il n'a été payé pour les premiers 50.000 kg. grâce à cette moyenne de 9 m. 50, ce qui est avantageux pour les petites exploitations qui ne dépassent pas

1. *Erlass des Steuerkollegiums*, du 10 juin 1891, publié en manuscrit. Cf. art. Bier cit., p. 835.

2. Schubert, *Fragen zur Bier u. Weinbest.*, p. 656.

de beaucoup 50.000 kg. tandis que précédemment (a) on rembourse exactement ce qui a été payé).

c) Aux brasseurs qui dépassent le quantum de malt qui justifie une surtaxe de 5 o/o ou de 10 o/o, on rembourse cet impôt élevé de cette surtaxe dans le trimestre qui suit l'imposition de ladite surtaxe.

Un autre moyen est introduit par la loi du 4 juillet 1900 et l'ordonnance d'application de cette loi : pour la bière fabriquée dans le pays avec du malt imposé et exportée, la quantité de malt nécessaire pour un hectolitre de bière est établie, pour chaque brasseur exportateur par le « Steuerkollegium ».

A l'aide de ces proportions ainsi établies, on calcule le malt exporté d'après la quantité de bière exportée et on déduit le chiffre ainsi obtenu du malt imposable de la brasserie en question (Ici, il n'y a pas de drawback proprement dit, puisqu'on déduit le malt exporté du malt imposable et qu'on impose seulement le surplus) (1).

A *Bade*, les remboursements sont :

a) Pour la bière brune (2) (non fermentée), quand elle provient de brasseries employant par an : jusqu'à 1.500 quintaux de malt, de 2 m. 30 par hectolitre. Pour celles employant de 1.500 à 5.000 quin-

1. *Voltzugsverordnung zum württ. Ges. betr. die Biersteuer.* du 5, 7, 1900. Reproduit dans *Fin-Arch.*, 18.

2. Art. Bier cit. p. 836.

taux 2 m. 60, et au-dessus de 5.000 qt., 2 m. 75 par hectolitre ;

b) Pour la bière blanche 1 mark par hectolitre, si la bière provient de brasseries exploitées industriellement.

Ainsi pour le remboursement du Malzaufschlag en Bavière, Württemberg et Bade, on rembourse, autant que possible, l'impôt réellement perçu. En Bavière, on a pris pour base, pour toutes les brasseries, la même présomption de rendement (Ausbeuteannahme). En se basant sur celle-ci, il semble que l'on rembourse pour chaque quantum de bière exporté autant que ce qui a été perçu pour le malt y employé, tandis qu'en fait les petites brasseries tirent beaucoup moins de bière d'une même quantité de malt, à raison précisément du peu d'importance et de perfectionnement de leur matériel d'industrie ; la présomption est donc ainsi défavorable aux petites brasseries.

On a cherché à remédier à ce défaut, en Württemberg, en introduisant des présomptions de brassage (Sudaufnahme) grâce auxquelles le drawback doit correspondre exactement au montant de la Malzsteuer payée ; c'est évidemment là un système plus avantageux, par lequel un brasseur qui emploie plus de malt, et, par conséquent, paie plus pour un hectolitre de bière, est remboursé par un drawback plus élevé lors de l'exportation, mais, pour cela, il

faudrait exiger de l'administration un travail considérable, et G. Schubert (1), qui est très compétent en la matière, ne paraît pas très partisan d'une semblable réforme. D'après cet auteur aussi, il y aurait une certaine inconséquence dans la loi württembergeoise de 1895 qui établit différents taux pour le drawback, et il faudrait blâmer ce fait que, dans le paragraphe *c*, on est parti du principe qu'il fallait rembourser exactement l'impôt payé, tandis que, dans le paragraphe *b*, on ne rembourse pas exactement l'impôt perçu, mais le taux perçu en moyenne sur les brasseries comprises dans ce paragraphe.

Exemple. — Tous les brasseurs compris entre 50.000 et 10.000 kilogrammes de malt reçoivent un remboursement de 9 m. 50 par 100 kg. ; le remboursement moyen, pour ceux qui emploient 100.000 kg. de malt, conduit aux résultats suivants :

Sur les premiers 50.000 kg., il paie 9 mark

par 100 kg., soit :	4.500 mark
---------------------	------------

Sur les 50.000 kg. suivants, il paie 10 mark

par 100 kg. :	<u>5.000 mark</u>
---------------	-------------------

C'est-à-dire, au total :	9.500 mark
--------------------------	------------

soit 9 m. 50 par 100 kilogrammes (ce qui est précisément remboursé).

1. G. Schubert, *op. cit.*, p. 655, sq.

Mais si, au contraire, un brasseur n'emploie que 75.000 kilogrammes, il paie :

Sur les premiers 50.000 kg. :	4.500 mark
Et sur les 25.000 suivants :	2.500 mark
C'est-à-dire, au total :	<u>7.000 mark</u>

soit 9 m. 33 par 100 kilogrammes (tandis que l'on a remboursé 9 m. 50 par 100 kilogrammes).

Dierschke (1) signale un autre expédient employé par la loi württembergeoise de 1895 concernant l'impôt sur la bière, et qu'il qualifie de tout à fait heureux : comme on ne doit imposer que la partie de la production qui sert à la consommation indigène, il est juste de ne prendre en considération que cette partie pour établir la hauteur du taux de l'impôt progressif. D'ailleurs, dans cette réglementation du remboursement, c'est la production totale, et non la production pour la consommation intérieure, qui sert de base pour un rendement plus grand ou plus faible de malt en bière, et ceci apparaît aussi à Dierschke comme la meilleure solution dans ces conditions.

Bade a suivi l'exemple bavarois avec une seule différence : tandis qu'en Bavière on prend spéciale-

1. *Op. cit.*, p. 71.

ment en considération tous les degrés de l'impôt progressif, à Bade, au contraire, tous les brasseurs qui emploient jusqu'à 1.500 quintaux de malt reçoivent un remboursement calculé suivant la même proportion, quoique les uns aient payé 8 mark par quintal de malt et les autres 10 mark.

La nouvelle loi du 3 juin 1906, s'appliquant au Nord de l'Allemagne, laisse le soin de régler les remboursements d'impôts au Bundesrat (1).

C. — *Sucre*. — Dans la Zuckersteuer établie par la loi de 1896, il existait une prime d'exportation oscillant entre 2 m. 50 (pour le sucre but) et 3 m. 55.

Le taux d'après lequel la Betriebsteuer avait été payée pour le sucre n'avait aucune importance pour le calcul du drawback ou de la prime. Ce procédé, critiquable en soi, était sans importance pour la Zuckersteuer, car la surtaxe à la Betriebsteuer était très faible. Il constituait une faveur pour les petites exploitations, puisque, pour celles-ci, la prime était proportionnellement plus forte que pour les grandes.

Il est inutile d'ajouter que ces dispositions ont disparu le 6 janvier 1903, en même temps que la Zuckersteuer.

1. Nous ne pouvons préciser ce point. M. Dierschke, dans la lettre qu'il a voulu nous adresser le 10 août 1907, et dont nous tenons à le remercier très vivement, n'a pu nous renseigner.

II. — *L'exemption de la consommation
familiale* (1).

Sur ce point nous n'avons que quelques mots à ajouter, quelques opinions à citer pour compléter, après l'exposé du système des *Staffelsteuern*, ce que nous avons développé assez longuement dans notre chapitre I en parlant des minima exempts.

Nous avons vu, en effet, comment cette exemption familiale résulte, pour l'alcool, des législations autrichienne, française et serbe ; elle fut supprimée en Italie, en 1888 et, en Suisse, la loi fédérale de 1886 abrogea les dispositions législatives de nombreux cantons exemptant la consommation familiale en transformant l'impôt sur l'alcool en une taxe fédérale.

Pour la bière, cette exemption existe, notamment dans l'Allemagne du Nord et, à en croire divers auteurs, elle ne serait pas justifiée :

« L'ouvrier le plus pauvre, dit Dierschke, paie l'impôt pour la boisson qu'il achète, tandis qu'avec ce système d'exemption, beaucoup de gens plus fortunés, mais producteurs d'alcool, ne paient rien ; ce qui est en contradiction flagrante avec le principe de la généralité de l'impôt. »

C'est aussi l'avis de Kindervater (2), qui en de-

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 72.

2. Kindervater. *Die Biersteuerreform im Dt. Reich. Fin-Arch.*, IV, 647.

mande la suppression pour les mêmes motifs et pour d'autres ; cette faveur, d'après lui, serait plus idéale que réelle pour la plus grande partie de ceux qui en profitent. Purement formelle, elle ne s'appliquerait aucunement à la classe pauvre, comme l'aurait voulu le législateur, au moins en Prusse, mais principalement aux agriculteurs aisés, car les manouvriers, les journaliers et autres travailleurs de catégories semblables (1) n'ont ni le matériel, ni le temps, ni une force de travail suffisante pour faire usage d'un tel privilège qui, par contre, est à la disposition des gros propriétaires fonciers.

Struve (2) considère, lui aussi, l'exemption familiale comme une injustice au point de vue de la politique fiscale. Dans son article, sur l'Imposition de la Bière, il donne des renseignements sur l'importance de l'exemption dans le territoire de bière nord-allemand. Il estime que, dans l'année 1897-1898, 34.764 ménages jouissaient de ce droit et il ajoute que le nombre des personnes majeures de quatorze ans, comprises dans ces ménages, peut être calculé au décuple de leur nombre, c'est-à-dire à 347.640 individus.

D'après Kindervater ce chiffre serait exagéré, car

1. Dierschke énumère aussi les « Kathner », littéralement : habitants des cabanes.

2. *Op. cit.*, p. 828.

en 1872 on ne devait compter que quatre ou cinq personnes par famille.

C'est donc pour des raisons étrangères aux principes de justice fiscale que cette exemption est maintenue en Allemagne (1) et dans d'autres pays ; nous devons en rappeler ici l'existence parce qu'il semble bien que le but atteint par l'exemption est la création d'une faveur accordée aux petites exploitations agricoles qui s'ajoute à celle résultant de l'impôt progressif et qui présente avec elle une certaine analogie.

D'autre part, on ne peut discuter les motifs pour lesquels différentes législations ont conservé l'exemption ; il semble bien que ce ne soit point avec l'intention de créer un privilège au profit de quelques personnes, mais bien plutôt à cause des difficultés de surveillance d'un si grand nombre de très petites exploitations. C'est bien là la véritable raison pour laquelle, en France, on a renoncé à supprimer le privilège des bouilleurs de cru, après plusieurs essais infructueux (2).

1. Nous n'avons trouvé aucun document qui puisse nous faire penser que la loi de 1906 a changé la disposition relative à l'exemption familiale, mais nous n'avons aucun document positif en sens contraire. C'est sous le bénéfice de cette observation que nous avons résumé les seuls renseignements en notre possession.

2. Nous indiquons ailleurs qu'il faut aussi tenir compte de l'influence politique des petits bouilleurs.

Dierschke prétend que toutes ces difficultés disparaîtraient parfaitement si on assujettissait ces petites exploitations familiales, ou si on exigeait des bouilleurs de cru ou des brasseries familiales l'obligation d'acheter, pour leur fabrication, une licence moyennant un prix déterminé ; il fait, d'autre part, une réserve pour les établissements publics et de bienfaisance qu'il semble juste d'exempter de tout impôt sur les boissons qu'ils fabriquent pour leur propre consommation.

CONCLUSION

Ainsi il existe, dans un très grand nombre de pays, des dispositions législatives favorisant les petites exploitations par l'exemption des minima de production, par des réductions de taux et par le privilège des bouilleurs de cru.

En Allemagne, notamment, depuis très longtemps on a trouvé tout naturel de procurer des avantages fiscaux aux distilleries agricoles, compléments nécessaires d'exploitations dont les matières productives seraient perdues si on ne les distillait, et nous avons vu comment a été créée et organisée la « Brennsteuer », impôt progressif d'Empire, par les lois de 1895 et 1902.

Nous avons exposé ensuite les systèmes de progression organisés dans l'impôt sur la brasserie en Bavière, Württemberg et dans le Grand-Duché de Bade. Le premier (18 décembre 1889) est le plus ancien impôt progressif indirect dont l'exemple a été imité par les deux autres pays en 1895 et 1896 et tout récemment, en 1906, par la législation de l'Allemagne du Nord.

Enfin la Zuckersteuer a existé de 1896 à 1903 et il se peut qu'on la rétablisse si la convention de Bruxelles est dénoncée.

Nous pourrions, semble-t-il, arrêter ici notre étude sans même rappeler les avis autorisés tels que celui du représentant du gouvernement bavarois (1) qui, au sujet de l'impôt sur le sucre, déclarait le système de la progression parfaitement apte aux données de l'économie politique (*ganz besonders etwas volkswirtschaftlich*) ; nous pourrions tenir compte, en faveur des *Staffelsteuern*, de l'expérience acquise et dire que le seul fait de leur longue existence et de leur généralisation à trois des plus importants objets de consommation et à toutes les régions de l'Empire allemand indique suffisamment leurs qualités fiscales et économiques, mais ce serait là une argumentation trop simpliste pour ne pas être dangereuse ; une institution de ce genre ne peut se justifier par

1. *Finanz-Arch.*, 13, p. 756. — Dierschke, *op. cit.*, p. 32

elle-même, car ne pourrait-on pas soutenir que les pires abus ont le droit de se perpétuer parce qu'ils ont des antécédents personnels imposants ?

Nous allons donc, aussi consciencieusement que possible, c'est-à-dire, par l'interprétation de documents précis, essayer d'examiner si la protection accordée aux petites exploitations agricoles se justifie, et pour cela, en nous plaçant au point de vue du pays qui nous intéresse spécialement, nous devons étudier la situation économique des petites exploitations avant et après l'établissement des *Staffelsteuern*.

CHAPITRE III

ÉTUDE CRITIQUE DES STAFFELSTEUERN

Jusqu'ici nous avons admis que dans les petites exploitations, les coûts de production sont plus élevés que dans les grandes ; il nous faut revenir sur ce point avant de rechercher si les petites exploitations étaient réellement en péril au moment où furent établies les Staffelsteuern. Nous pourrons ensuite mieux apprécier si celles-ci sont justifiées en principe et si on a fait jusqu'ici une application judicieuse du principe.

Cette étude critique comprendra donc quatre parties :

I. — Les coûts de production dans la grande et la petite exploitations.

II. — La régression des petites entreprises.

III. — La justification des Staffelsteuern.

IV. — La graduation des taux et la forme des Staffelsteuern.

I. — *Les coûts de production dans la grande et la petite exploitation* (1)

Nous avons indiqué, à différentes reprises, l'influence des progrès techniques sur la concurrence des grandes et petites exploitations (2) ; ces dernières, en effet, ne peuvent tirer des progrès les mêmes avantages et ceci est vrai pour les trois industries de l'alcool, de la bière et du sucre.

A. — Pour la *distillerie* notamment, les éléments suivants différencient les coûts de production (3) :

1° Les grandes distilleries emploient de meilleurs procédés donnant un rendement proportionnellement plus élevé ;

2° Les grandes distilleries ont moins à souffrir des accidents car les machines sont généralement doublées ;

3° Elles peuvent choisir un directeur plus expert et mieux rétribué, le traitement de celui-ci étant réparti sur une plus grande production ;

4° De même les autres frais généraux sont moins que proportionnels ;

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 33, sq.

2. Nous aurions pu, à propos du sucre, nous étendre sur les modifications de la production, dues aux perfectionnements techniques, en Allemagne après 1864 et en France après la loi de 1884.

3. Wolf, *op. cit.*, p. 39.

5^o Grâce au crédit, elles peuvent se passer de grands capitaux ; on leur prête à un moindre taux.

D'autre part, on ne peut opposer à ces avantages que la situation, particulièrement favorable, des petits distillateurs qui tiennent auberge, et celle des distillateurs agricoles qui se procurent les matières premières à moindres frais, tout au moins, en ce qui concerne le transport.

D'après les publications du *Bundesrat* (1), les frais généraux oscillent entre 6 et 14 mark par hectolitre d'alcool pur, suivant qu'il s'agit de grandes ou de petites exploitations, c'est-à-dire qu'il existe, au profit de la grande industrie, une différence de 8 m., les frais généraux de 14 m. étant ceux des exploitations qui travaillent, par jour, 1.500 litres de cuve-matière ; ceux de nombreuses exploitations de moindre importance sont moins élevés.

Il est difficile d'évaluer en chiffres les autres éléments du coût de production favorables aux grandes distilleries : un essai a cependant été tenté par M. Ign. Ungar dans l'enquête de Buda-Pesth en 1882 (2) ; mais, à raison même de son ancienneté,

1. Compte rendu sténographique des séances du Reichstag, 9^e législation, III, 1894-1895. Exposé des motifs d'un projet d'impôt sur l'alcool.

2. Wolf, *op. cit.*, p. 39.

elle ne peut nous renseigner exactement, étant données les modifications apportées depuis à l'industrie.

B. — Pour la *brasserie*, les avantages sont les mêmes, nous l'avons déjà indiqué (1) au sujet du projet qui a abouti à la loi du 6 juin 1906 dans le Nord de l'Allemagne ; on trouve les mêmes idées développées déjà auparavant dans le rapport de la commission devant la deuxième Chambre badoise sur le projet de Biersteuer (2) : les brasseurs ont, en effet, de grands avantages pour le choix dans les achats de matières premières ; ils ont des machines plus perfectionnées, ils épargnent sur les frais d'éclairage et de chauffage, ne perdent point par suite de l'interruption du travail ; ils peuvent s'assurer un débit constant favorisé par l'attrait de locaux mieux installés, la bouteillerie, la location ou l'achat de café, l'exportation, etc.

Sur la meilleure utilisation des matières premières dans la brasserie, Schubert (3) nous fournit quelques renseignements d'après lesquels les différences de rendement seraient très considérables : 67 o/o pour les mieux installées et dirigées ; 60 à peine pour d'autres et, pour les plus petites, rurales la plupart du temps : 50 o/o au plus.

1. Voir p. 66, sq.

2. *Finanz-Arch.*, XIII, p. 727.

3. G. Schubert. *Fragen zur Bier u. Weinbesteuerung in Württemberg. Fin.-Arch.*, XIII, p. 652.

Ces données sont conformes à celles du rapport de la Commission badoise (1) : en 1895, les petits brasseurs (employant jusqu'à 250 quintaux de malt) ont dépensé, pour un bassin contenant 1 hectolitre, 24 kg. 500 de malt ; les moyens (de 250 qt. à 1.500), 22 kg. 500 ; et les grands (au-dessus de 1.500 qt.), 20 kg. 500. En moyenne on trouve pour les petits un rendement inférieur de 5/6 environ.

Si dans les petites brasseries, le pourcentage du rendement en bière achevée est bien plus faible, c'est que, au moins dans un certain nombre de brasseries, le moût doit être puisé à la main du bassin (Kessel) qui le contient pour le mettre dans le refroidisseur (Kühlschiff), tandis que, dans les grandes brasseries, la bière est transportée d'un lieu à un autre à l'aide de pompes et de tuyaux, de sorte que la perte due au transport est réduite à un minimum négligeable (2). Il est vrai que les petites brasseries déduisent ces pertes en les attribuant à la consommation domestique, qui est considérable dans les grandes exploitations.

Dans la grande exploitation, un appareil est attribué à chaque phase de la fabrication ; dans la petite les mêmes châssis et cuve servent à toutes les phases, de sorte qu'on ne peut faire qu'un bassin par

1. *Fin.-Arch.*, XIII, p. 732, sq.

2. Schubert, d'après Vogt, *op. cit.*, p. 40.

jour, tandis que dans la grande on en fait, au contraire deux ou trois : les économies, très importantes, de matériel et de chauffage se montent ainsi, d'après Vogt, jusqu'à 40 o/o.

S'il est bien certain que le coût de fabrication est beaucoup plus faible dans la grande que dans la petite ce que disait le rapport de la commission badoise au sujet de la vente est très discutable ; à cet égard, la grande exploitation n'est pas toujours la meilleure ; elle n'est pas assurée de régler son débit par l'édification de locaux attrayants, par la bouteillerie, la location ou l'achat d'auberges ; elle peut, il est vrai, grâce à ces moyens qui lui sont presque indispensables, faire de brillantes affaires, mais si elle n'y arrive point, c'est la ruine irrémédiable, tandis que pour le petit brasseur le problème qui se pose est plus facile à résoudre en général, que celui d'une vente considérable et il en est qui, malgré les conditions défavorables de leur production, se maintiennent grâce à la possession d'une ou plusieurs auberges marchant bien et suffisantes pour les alimenter. C'est ce qu'explique bien Hoffmann (1).

En somme la grande brasserie peut, dans des cir-

1. Die Handwerksbetriebe der Dorfes Gahlenz. *Schriften d. Vereins für Social politik*. V. 66, pp. 32-37.

constances favorables, compensant le coût plus haut résultant de l'exploitation, mais, en général, il reste exact que la petite brasserie est très défavorisée par rapport à la grande.

C. — Ces observations sont également vraies en ce qui concerne le *sucré*, mais avec cette différence qu'il ne saurait être question de véritables petites exploitations, mais seulement d'exploitations importantes, plus ou moins grandes, offrant cependant de très grandes différences dans le coût de production. D'après la *Deutsche Zuckerindustrie* (1), les coûts d'exploitation nets, sans les intérêts et les amortissements sont, pour les petites et les grandes, pour l'emploi de la betterave par Zentner (2), ou 50 kilogrammes de betterave :

De 200.000	à	300.000 zentner.....	53,45 pfg
350.000	à	450.000 »	45,38 »
500.000	à	700.000 »	38,33 »
750.000	à	1.000.000 »	33,30 »
1.000.000	à	1.500.000 »	30,28 »
1.500.000	à	2.000.000 »	28,25 »

1. Vingt et unième année, 1876, n° 2.

2. Il ne faut pas confondre le Zentner qui équivaut à un *quintal*, ancienne mesure : 100 livres = 50 kilogrammes avec le Doppelzentner : *double quintal* = 100 kilogrammes ou le *quintal métrique*.

Nous trouvons ainsi que plus grande est la fabrique, plus faible est le coût net de fabrication pour une même quantité de betterave ; de plus, la petite fabrique est beaucoup plus frappée par toute diminution de fabrication due, par exemple, à une faible récolte, car les circonstances qui déterminent la quantité de betteraves travaillées annuellement n'agissent point sur le montant des intérêts et amortissements à payer.

Etant donné que le capital d'établissement pour les petites fabriques est relativement plus haut, l'augmentation de taux leur est plus sensible ; de plus la limitation de la production est plus cruelle pour les petites fabriques parce que l'augmentation du coût de production qui en résulte est relativement plus élevé pour elles que pour les grandes : ainsi, dans l'hypothèse d'une limitation de 30.000 à 20.000 zentner, le coût de production monte de 8 pfennig tandis que dans l'hypothèse d'une limitation de 500.000 à 1.000.000, il augmente seulement de 2 pfennig.

II. — *La régression des petites entreprises*

Mieux encore que la statistique des coûts de production, les chiffres qui suivent démontrent l'infériorité des petites exploitations par rapport aux grandes ; nous allons voir, en effet, que ces dernières ont

TABLEAU I

Régression des petites industries dans l'ancienne législation

Campagne du 1 ^{er} octobre au 31 septembre	Production annuelle en alcool pur	Nombre				Totaux	
		de distilleries de pommes de terre		de distilleries de grain			
1887/88	Au-dessous de 500 litres	2.45	112	2.41	181	2.45	293
	De 500 à 10.000 »	1.245	649	1.692	368	2.341	861
	» 10.000 à 20.000 »	493					
	» 20.000 à 50.000 »	2.733	944	297	183	3.030	1.127
	» 50.000 à 100.000 »	1.035			65	1.100	
	Au-dessus de 100.000 »	754		49		803	
	Totaux.	3.987		2.538		6.525	
1888/89	Au-dessous de 500 litres	1.091	101	2.207	181	3.298	282
	De 500 à 10.000 »	555		1.708		2.263	
	» 10.000 à 20.000 »	435		318		753	
	» 20.000 à 50.000 »	2.679	1.081	327	201	3.006	1.282
	» 50.000 à 100.000 »	1.110		71		1.181	
	Au-dessus de 100.000 »	488		55		534	
	Totaux.	3.770		2.534		6.304	
1889/90	Au-dessous de 500 litres	1.155	110	2.081	169	3.236	279
	De 500 à 10.000 »	608		1.624		2.232	
	» 10.000 à 20.000 »	437		288		725	
	» 20.000 à 50.000 »	2.765	925	330	212	3.095	1.137
	» 50.000 à 100.000 »	1.032		64		1.096	
	Au-dessus de 100.000 »	808		54		826	
	Totaux.	3.920		2.411		6.331	
1890/91	Au-dessous de 500 litres	1.104	99	2.077	162	3.181	261
	De 500 à 10.000 »	541		1.602		2.141	
	» 10.000 à 20.000 »	464		313		777	
	» 20.000 à 50.000 »	2.726	988	315	198	3.041	1.186
	» 50.000 à 100.000 »	1.127		66		1.193	
	Au-dessus de 100.000 »	611		51		662	
	Totaux.	3.830		2.392		6.222	

TABLEAU I (suite)

Régression de petite industrie dans l'ancienne législation

Campagne du 1 ^{er} octobre au 31 septembre	Production annuelle en alcool pur	Nombre		Totaux	
		de distilleries de pommes de terre	de distilleries de grain		
1891/92	Au-dessous de 500 litres				
	De 500 à 10.000 »	955 101	172 1.503	2933 273	
	» 10.000 à 20.000 »	392 462	303 1.503	2.933 1.965	
	» 20.000 à 50.000 »	2.117 392	221 303	1.268 695	
	» 50.000 à 100.000 »	1.161 1.047	72 221	1.232 1.268	
	Au-dessus de 100.000 »	510 1.161	53 72	563 1.232	
	Totaux.	3.672 510	2.324 53	5.996 563	
1892/93	Au-dessous de 500 litres				
	De 500 à 10.000 »	1.021 99	158 1.532	3.009 257	
	» 10.000 à 20.000 »	436 486	298 1.532	3.009 1.018	
	» 20.000 à 50.000 »	2.831 436	333 298	3.164 734	
	» 50.000 à 100.000 »	1.173 489	68 211	1.241 1.200	
	Au-dessus de 100.000 »	669 1.173	54 68	723 1.241	
	Totaux.	3.852 669	2.321 54	6.173 723	
1893/94	Au-dessous de 500 litres				
	De 500 à 10.000 »	899 71	135 1.527	2.876 206	
	» 10.000 à 20.000 »	403 425	315 1.527	2.876 1.952	
	» 20.000 à 50.000 »	2.859 403	353 315	3.212 718	
	» 50.000 à 100.000 »	1.125 912	77 219	1.102 1.131	
	Au-dessus de 100.000 »	822 1.125	64 77	879 1.102	
	Totaux.	3.758 822	2.330 64	6.088 879	
1894/95	Au-dessous de 500 litres				
	De 500 à 10.000 »	952 73	172 1.337	2.768 245	
	» 10.000 à 20.000 »	495 384	307 1.337	2.768 1.721	
	» 20.000 à 50.000 »	2.757 495	225 307	3.121 802	
	» 50.000 à 100.000 »	1.196 1.057	77 225	1.273 1.282	
	Au-dessus de 100.000 »	504 1.196	62 77	566 1.273	
	Totaux.	3.709 504	2.180 62	5.889 566	

perdu du terrain *avant* la législation que nous étudions ici.

A. — Pour les petites *distilleries* (tableau I), la régression apparaît sous l'ancien régime fiscal de la *Steuergemeinschaft*, c'est-à-dire de la partie de l'Allemagne où existaient les impôts impériaux sur l'alcool : l'Allemagne sauf la Bavière, le Württemberg, le Grand-Duché de Bade et l'Alsace-Lorraine (pays de fruits). Nous ne pourrions tenir compte des chiffres que nous fourniraient ces pays parce que dans le sud, les variations d'année à année sont trop nombreuses par suite d'une quantité d'exploitations naines qui ne brûlent que les fruits de leur propre récolte.

Les chiffres, pour les campagnes 1887-1888 à 1892-1893 sont extraits de l'exposé des motifs de la loi du 17 juin 1895 (2).

Les chiffres des années suivantes sont extraits des *Vierteljahrshefte für Statistik des Deutschen Reiches*.

D'après ce tableau, les distilleries de pommes de terre produisant annuellement jusqu'à 500 litres ont diminué de 112 à 73, de 1887-1888 à 1894-1895 ; cel-

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 38.

2. *Sten Berichte über die Verhandlungen des Reichstages*, 9^e législation, III^e session, 1894-1895, 2^e volume des annexes.

les de céréales de 181 à 172; au total, diminution de 293 à 245.

Celles qui produisent de 500 à 10.000 litres sont descendues de 2341 à 1721; de 10.000 à 20.000 de 861 à 802. Au-dessus de 20.000, augmentation de 3.030 à 3.131; d'où une forte diminution du nombre des petites exploitations; mais il ne faut pas déduire de la diminution des petites exploitations et de l'augmentation des grandes que les premières sont disparues, car une partie des petites a pu se transformer en grandes et, ainsi que le fait remarquer Wolf (1), cette statistique ne démontre pas réellement une diminution des petites exploitations, mais seulement une diminution de leur chiffre total.

D'après ce même tableau I, les distilleries de pommes de terre ont diminué de 3.987 à 3.709 et celles de céréales de 2.538 à 2.180, d'où une diminution totale de 6.525 à 5.889.

B. — Dans la *brasserie*, même diminution des petites entreprises, ainsi que cela résulte des tableaux II, III, IV et V (1).

Les tableaux II (Bavière) et III (Württemberg) sont basés sur la quantité de malt employé; les tableaux IV (Deutsches Brausteuergebiet) et V (Alsace-Lorraine) sur l'impôt payé.

1. *System de Socialpolitik*, vol. 1, p. 531, sq.

1. Ces tableaux extraits des *Vierteljahrshefte* et des *Monatshefte zur Statistik des deutschen Reichs*, aux annexes ci-

TABLEAU II

Bavière

Statistique des brasseries d'après la quantité de malt employé

Année du calendrier	a	b	c	d	e	f	g	h	i	Totaux
	moins de 100 hl.	101 à 200 hl.	201 à 500 hl.	501 à 1.000 hl.	1.001 à 2.000 hl.	2.001 à 5.000 hl.	5.001 à 10.000 hl.	10.001 à 50.000 hl.	au- dessus de 50.000 hl.	
1885	7.982	1.509	1.471	763	607	386	80	41	8	12.847
1886	8.033	1.533	1.410	780	593	399	83	49	8	12.888
1887	8.041	1.539	1.374	812	574	426	78	59	9	12.912
1888	8.128	1.450	1.394	755	590	371	79	52	10	12.829
1889	7.941	1.474	1.332	778	568	385	81	63	10	12.632

Du tableau II résulte que parmi les classes employant jusqu'à 2.000 hectolitres de malt, beaucoup ont diminué en nombre sauf la classe *d* (501 à 1.000 hl.) qui a augmenté un peu (15 brasseurs) ce qui s'explique par la très forte diminution de la classe *c* (de 1.471 à 1.332). Une partie des brasseurs de la classe *c* est montée dans la classe *d* et l'autre a disparu ou est descendue.

Très forte fluctuation dans les classes *a* et *b*, car parmi ces très petits brasseurs, un très grand nom-

tées, sont publiés par Dierschke, ainsi que le tableau I et les tableaux VI, VII et VIII, insérés plus loin.

bres ont simplement des petites brasseries privées (*Privatbrauer*) où ils ne travaillent que les matières premières provenant de leur récolte dans certaines circonstances de température; ce ne sont pas des professionnels (1) et les laissant de côté, nous appellerons petits brasseurs ceux qui emploient de 201 à 1.000 hectolitres: moyens brasseurs de 1.000 à 10.000 et grands brasseurs les autres. De 1885 à 1889 en cinq ans, le nombre total des brasseries a diminué de 12.847 à 12.622 (y compris les petites et les privées), ce qui fait une diminution de 225; et de 149 brasseries si on exclut les brasseries privées (*a* et *b*).

Dans le tableau III, concernant le Württemberg, nous pouvons comparer les résultats de 1880-1881 à ceux de 1893-1894. Pendant cette longue période, jusqu'à l'année budgétaire 1893-1894 inclusivement, la statistique donne les classes de brasseries industrielles en les séparant des brasseries privées: nous ne retenons dans le tableau III que les brasseries industrielles et là encore la régression des petites et des moyennes est très frappante: la diminution totale est de 2.583 à 2.351.

1. Von Geiger, *Die bayer. Malzaufschlagsnovelle von 1889 und ihre Wirkungen. Fin-Arch.*, 14 (1897), p. 292.

TABLEAU III

Württemberg

*Statistique des brasseries industrielles
d'après le nombre de Doppelzentner employés*

Année budgétaire	de 40 à Dz	de 40 à 100	de 100 à 200	de 200 à 300	de 300 à 400	de 400 à 600	de 600 à 1.000	de 1.000 à 6.000	au- dessus de 6.000	Nombre total des brasseries indus- trielles
1880/81	653	760	510	226	114	135	88	93	4	2.583
1881/82	492	692	564	274	125	156	126	130	7	2.566
1882/83	521	701	523	244	132	145	132	124	5	2.529
1883/84	519	683	526	228	123	134	131	132	8	2.484
1884/85	475	726	494	236	111	135	124	128	9	2.438
1885/86	488	694	531	220	110	141	113	122	8	2.467
1886/87	418	673	543	243	125	134	136	148	11	2.431
1887/88	370	643	556	264	136	134	131	171	11	2.416
1888/89	463	662	521	213	110	118	142	144	10	2.383
1889/90	382	651	522	214	120	132	137	160	12	2.330
1890/91	422	603	489	225	91	135	125	168	14	2.272
1891/92	381	595	467	192	110	114	148	158	15	2.180
1892/93	318	547	453	196	118	125	144	178	14	2.093
1893/94	438	616	463	218	111	141	173	178	13	2.351

Nous ne pouvons employer la statistique officielle badoise, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut.

Nous arrivons à la statistique du Norddeutsches Brausteuergebiet. (Tableau IV.)

TABLEAU IV

Norddeutsches Brausteuergebiet
Statistique des brasseries d'après l'impôt payé

Année budgétaire	a	b	c	d	e	f	g	h	Nombre total des brasseries
	0 à 15 mark	15 à 60 m.	60 à 300 m.	300 à 600 m.	600 à 1.500 m.	1.500 à 6.000 m.	6.000 à 15.000 m.	au- dessus	
1880/81	2.289	1.114	2.641	1.507	1.872	1.582	373	186	11.564
81/82	2.083	1.085	2.609	1.460	1.877	1.587	376	189	11.266
82/83	1.955	1.024	2.509	1.432	1.833	1.577	292	199	10.921
83/84	1.948	1.004	2.353	1.398	1.769	1.609	403	219	10.703
84/85	1.894	958	2.228	1.350	1.825	1.618	402	243	10.518
85/86	1.853	918	2.136	1.352	1.794	1.648	424	238	10.363
86/87	1.293	837	2.038	1.330	1.800	1.697	450	261	9.706
87/88	1.317	830	2.018	1.298	1.734	1.700	451	291	9.639
88/89	1.329	799	1.974	1.284	1.699	1.687	478	306	9.556
89/90	1.208	774	1.890	1.234	1.658	1.677	475	359	9.275
90/91	1.211	732	1.788	1.177	1.606	1.596	480	379	8.969
91/92	1.185	715	1.721	1.142	1.476	1.573	490	374	8.676
92/93	1.201	634	1.650	1.088	1.448	1.549	523	368	8.461
93/94	1.162	627	1.583	1.035	1.420	1.511	525	382	8.245
94/95	1.176	586	1.515	1.021	1.357	1.453	535	388	8.031
95/96	1.161	511	1.383	977	1.321	1.514	569	414	7.850
96/97	1.147	494	1.385	923	1.279	1.472	561	423	7.584
97/98	1.145	487	1.304	869	1.238	1.456	590	455	7.304
98/99	1.093	446	1.284	880	1.158	1.392	586	475	7.314
99/00	1.037	404	1.212	872	1.116	1.366	587	489	7.083
1900/01	1.007	374	1.170	828	1.078	1.337	615	495	6.904

Ici la diminution des petites et moyennes brasseries est encore plus grande ; presque toutes les classes ont diminué de moitié de 1880-1881 à 1900-1901. Celles qui ont payé 1.500 à 6.000 mark d'impôts ont diminué bien moins : celles qui ont payé plus de 6.000 m., c'est-à-dire, celles qui emploient plus de 1.500 quintaux de malt, ont augmenté de 559 à 1.116. Le nombre total a diminué extrêmement, c'est-à-dire de 11.564 à 6.904.

TABLEAU V

Alsace-Lorraine

Statistiques des brasseries exploitées d'après l'impôt payé

Année budgétaire	a	b	c	d	e	f	g	h	i	Nombre total des brasseries
	moins de 150 mark	de 150 à 300 m.	de 300 à 600 m.	de 600 à 1.500 m.	de 1.500 à 3.000 m.	de 3.000 à 6.000 m.	de 6.000 à 15.000 m.	de 15.000 à 30.000 m.	au- dessus de 30.000 m.	
1891/92	4	5	8	25	17	14	26	11	18	128
92/93	4	5	5	19	17	12	24	12	18	116
94/95	5	8	8	12	12	10	20	11	20	106
95/96	6	2	3	11	16	6	19	12	18	93
96/97	2	2	1	13	9	9	15	12	22	85
97/98	3	—	3	9	13	7	15	12	21	83
98/99	2	1	8	3	11	9	13	12	22	81
99/1900	3	2	3	4	9	10	11	15	24	81
1900/1901	3	1	2	6	7	8	9	15	26	77
1900/1901	3	—	2	4	9	7	9	14	25	73

En Alsace-Lorraine où l'industrie a moins d'importance, on constate également, dans le tableau V, une augmentation des grandes exploitations et une remarquable diminution des petites et des moyennes.

C. — Pour le *sucre*, le tableau VI (1) nous indique une diminution, de 1880 à 1895, du nombre des fabriques.

L'exposé des motifs de la loi de 1895 s'exprime ainsi à ce sujet :

« La classe la plus basse, celle des sucreries travaillant moins de 40.000 quintaux de betteraves, comprenait en 1880-1881 : 2 fabriques sur 333 ; en 1881-1882, 4 sur 333 ; et elles finissent par disparaître. Quant aux deuxième, troisième et quatrième classes, c'est-à-dire, de 40 à 80.000, de 80 à 120.000, de 120 à 160.000 quintaux, il y en existait en 1880-1881 : 24, 45 et 64 ; en 1881-1882 : 17, 56, 75 ; en 1894-1895 le nombre en était réduit à 4, 14, 15.

Les plus grandes fabriques travaillaient :

En	1880-1881	de	560.000	à	600.000	quintaux
	1882-1883		720.000		760.000	—
	1884-1885		800.000		840.008	—
	1885-1886		920.000		960.000	—
	1887-1888		1.000.000		1.040.000	—
	1889-1890		1.120.000		1.160.000	—
	1890-1891		1.280.000		1.320.000	—
	1894-1895		1.480.000		1.520.000	—

1. Exposé des motifs de la loi allemande sur le sucre,

TABLEAU VI

Statistique d'ensemble montrant la courbe des Fabriques
1880-81

Campagne		Nombre de sucreries de betteraves (colonne 2),														
		moins de 40.000	40.000—80.000	80.000—120.000	120.000—160.000	160.000—200.000	200.000—240.000	240.000—280.000	280.000—320.000	320.000—360.000	360.000—400.000	400.000—440.000	440.000—480.000	480.000—520.000		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		
du 1.9 au 31.7, 1880/81	333	2	24	45	64	61	57	34	18	12	9	4	—	—		
du 1.8 au 31.8, 1881/82	343	4	17	56	75	69	51	34	13	8	10	3	1	1		
1882/83	358	—	11	27	30	54	73	51	36	20	14	12	4	5		
1883/84	376	—	14	39	46	51	62	57	34	30	13	11	4	4		
1884/85	408	1	9	28	56	46	72	56	43	32	23	15	9	4		
1885/86	399	1	34	60	97	85	51	31	20	7	4	3	3	1		
1886/87	401	1	21	44	61	93	75	41	20	21	8	4	3	4		
1887/88	391	2	34	67	83	87	49	27	16	12	5	3	2	1		
1888/89	396	3	28	42	79	84	65	28	22	19	12	6	1	2		
1889/90	401	2	11	36	36	63	78	55	34	34	19	12	8	3		
1890/91	406	1	5	30	46	57	58	62	43	30	25	17	9	9		
1891/92	403	3	15	39	51	68	67	51	35	21	16	12	8	3		
1892/93	401	—	11	26	49	65	69	50	38	24	24	8	8	10		
1893/94	405	—	13	32	43	65	56	51	31	36	22	18	7	10		
1894/95	405	—	4	14	14	33	44	47	48	36	35	25	27	16		

à 1894-95

[illegible]

« Trois fabriques seulement employaient plus de 4.440.000 quintaux en 1880-1881 et 104 en 1894-1895. »

C'est démontrer clairement l'augmentation continue des grandes ; le nombre total a augmenté de 333 à 405 ; il ne faut pas s'en étonner, étant donné l'accroissement colossal de la production sucrière à cette époque : dans cette période, elle est passée, en effet, de 63.200.000 quintaux à 145.200.000 quintaux de betteraves employées (1).

La production de sucre brut est passée de 5.600.000 quintaux à 17.700.000 quintaux. On a employé 160 0/0 de betteraves en plus et on a obtenu 210 0/0 de sucre brut en plus.

Cependant, il ne faut pas oublier que beaucoup de petites fabriques, là encore, au lieu de disparaître, ont dû se transformer en grandes fabriques ; et il serait démontré qu'il en est ainsi si la diminution d'une classe entraînait l'augmentation de la suivante ce qui ne se présente pas : d'une année à l'autre, on constate une diminution sensible de quatre ou cinq classes consécutives et seulement une augmentation de la cinquième et de la sixième, qui ne couvre pas toujours le déficit de la classe immédiatement précé-

de 1896. *Sten. Berichte über die Verhandlungen des Reichstages* 9^e lég., IV^e session, 1895-1897, 2 vol. *Anlageband-Anlage C des Regierungsentwurfes*, siehe text, S. 47.

1. *Vierteljahrschrift des deutschen Reichs*, 1895.

dente. Par exemple, si l'on compare les années 1881-1882 et 1882-1883, on constate que la diminution existant dans quatre ou cinq classes consécutives exclut la possibilité du passage d'une petite exploitation dans la classe supérieure, et il est bien rare de voir une exploitation s'accroître en une seule année du triple, du quadruple ou même du double.

III. — *La justification des Staffelsteuern* (1).

Il résulte de ce qui précède que, d'une part, les petites exploitations ont à supporter des coûts de production plus élevés dans les trois industries qui nous intéressent (distilleries, brasseries, sucreries) et, d'autre part, elles doivent, pour cette même raison être supprimées ou absorbées par les grandes dont elles ne peuvent soutenir la concurrence.

Si l'on estime qu'il faut conserver les petites exploitations, qui sont plus que menacées dans leur existence, logiquement on juge nécessaire l'intervention de la loi en leur faveur ; c'est la question sous son véritable aspect qui se pose ainsi : l'économie nationale est-elle intéressée à conserver à ces petites exploitations leur vitalité ou peut-elle rester indifférente à leur disparition ?

De l'avis de beaucoup d'auteurs, et de Dierschke

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 50.

en particulier, il y a une foule de raisons pour venir au secours de la petite exploitation, mais avant de les discuter, il importe de bien spécifier que l'intervention statale ne peut, ni ne doit empêcher, à la longue, la régression de toutes les petites exploitations ; si elle ne veut se rendre coupable d'un véritable contresens économique, cette intervention doit réussir seulement à maintenir celles d'entre elles qui sont les plus aptes à supporter l'impôt et, de plus, elle doit prévenir, par une sorte de tutelle, les ruines soudaines qui provoqueraient tant de misère parmi les petits entrepreneurs.

Lexis (1) fait remarquer avec raison que, si l'on évite la crise, si la disparition des petits se fait lentement, ceux-ci ne souffrent point trop, car ils deviennent les employés, très compétents et très bien rétribués des grandes exploitations : au point de vue social, ils constituent ainsi une nouvelle classe moyenne dont les statistiques ne peuvent traduire l'existence et l'importance dans les données trop brutales des chiffres ; il se produit une sorte de phénomène de dérivation du travail souvent mieux rétribué à qualité égale et pour des besognes moins pénibles dans le second cas que dans le premier. Il est vrai que souvent l'ancien patron devient un subal-

1. Art. *Grossbetrieb und Kleinbetrieb*. *Hdw. d. Stw.*, 2^e éd., 4 vol., p. 792.

terne ; son amour-propre peut en souffrir, mais cet inconvénient est compensé par d'autres avantages et aussi par une liberté plus grande que l'esclavage du petit exploitant vis-à-vis d'une industrie qui l'astreint à des préoccupations ininterrompues.

L'Etat ne doit pas empêcher d'une manière absolue de semblables modifications économiques, son action doit se cantonner dans certaines limites, sans jamais opprimer, à l'aide de cette politique, les grandes exploitations qui, seules, peuvent actuellement lutter contre la routine et réaliser l'idéal des progrès techniques et économiques : ce serait, comme le dit Lexis, prendre des mesures semblables à celle qui aurait consisté à favoriser les rouliers en supprimant les chemins de fer.

Restreinte à des limites, d'ailleurs difficiles à fixer exactement d'une manière théorique, mais que la pratique indique et qui ne sauraient, en aucun cas, être dépassées, la protection des petites exploitations paraît recommandable pour de nombreuses raisons.

Il est certains que le propriétaire-directeur d'une petite exploitation ayant une vie autonome et indépendante, constitue presque toujours un élément plus heureux que l'ouvrier dépendant de son patron. L'Etat, soucieux, aussi bien au point de vue fiscal que dans d'autres branches de son activité, de combattre les fortunes colossales et l'appauvrissement des classes moyennes, peut se préoccuper

d'empêcher cette classe moyenne de sombrer dans le prolétariat ; il peut aussi, par des lois protectrices et même hygiéniques (1), conserver à l'industrie une classe ouvrière utilisable, et il est de son devoir d'empêcher les ruines et les misères si nombreuses, conséquence de la fin trop rapide de certaines exploitations (2).

Même si l'on était partisan d'une organisation toute différente de l'organisation actuelle, — dut-elle substituer au régime de la propriété privée une conception collectiviste vers la réalisation de laquelle la concentration extrême peut être considérée comme une étape nécessaire — même alors, il serait parfaitement raisonnable de ne point agir brutalement et d'éviter, par une protection sage, les catastrophes et les misères d'une crise violente et incertaine.

Mais il n'est point besoin de nous éloigner de notre sujet dans le vague des idées générales ; déjà dans

1. Telles que les lois sur le repos hebdomadaire, la limitation des heures de travail, les établissements insalubres, etc., qui sont souvent autant de charges pour les entrepreneurs et n'entraînent, pas toujours une diminution permanente du profit.

2. L'importance qu'il faut attribuer à l'existence d'une classe moyenne prospère pour la circulation et l'économie nationale a été nettement démontrée par Herkner (*Arbeiterfrage*, 3^e édition. Berlin, 1902, § 20, p. 75, sq.). D'après lui, périodes de l'histoire où une classe moyenne considérable a existé sont les périodes *organiques, positives, constructives*.

l'étude positive des législations allemandes nous avons laissé apparaître çà et là des raisons particulières trop importantes pour que nous ne les rappelions pas ici ; ce sont surtout celles qui militent en faveur des petites exploitations liées à la mise en œuvre d'un noyau de culture agricole dont elles sont une cause avantageuse de prospérité qui doivent retenir notre attention.

Les distilleries agricoles autrichiennes et allemandes désignées sous le nom de : « *Landswirtschaftliche Brennereien* », favorisées depuis longtemps, nous l'avons vu, sont celles qui n'emploient que les matières premières produites par elles-mêmes, qui nourrissent leur bétail avec des résidus et en emploient le fumier comme engrais dans leur exploitation ; elles peuvent, il est vrai, payer l'impôt puisqu'elles trouvent dans la distillerie le seul moyen d'employer intégralement leur production d'une manière profitable, mais elles méritent certains égards, par cela même qu'en les favorisant on acquiert le droit de les astreindre à employer les résidus pour l'engrais de leurs champs, ce qui contribue à en augmenter la capacité productrice, à accroître la valeur du sol, cause profonde d'un enrichissement national.

Ce qui est d'une très grande importance pour les distilleries agricoles ne l'est pas moins pour les *petites brasseries*, quoique aujourd'hui les brasseries

sont, plus rarement qu'autrefois, annexées à une exploitation agricole.

Cependant l'industrie nationale est intéressée au maintien des petites brasseries ; en Württemberg notamment, et souvent ailleurs aussi (1), nous avons vu qu'à la campagne et dans les petites villes rurales les petits brasseurs emploient de l'orge et du houblon provenant presque exclusivement de la récolte des agriculteurs des environs, tandis que le grand brasseur, qui a besoin de grande quantité d'orge identique, se pourvoit en général à des fournisseurs étrangers ; de même les déchets des petites brasseries sont employés exclusivement par les agriculteurs de la région, tandis que les grandes brasseries les dessèchent et les expédient.

Il semble ainsi résulter de ces différentes considérations qu'il faut intervenir modérément en faveur de ces petites exploitations qui, à moins d'objections spéciales, sont intéressantes, mais ne méritent d'autre appui que celui qui se tient dans les limites que nous avons spécifiées.

De plus, il est un argument qu'on ne peut passer sous silence ; c'est celui dont se font l'écho de très nombreuses plaintes élevées contre les peti-

1. Bericht der Steuer Kommission der Abgeordneten zum württb. Biersteuergesetzentwurf von 1900. *Fin.-Arch.*, XVIII, p. 423, sq.

tes distilleries, et surtout contre les toutes petites auxquelles on reproche de livrer une eau-de-vie contenant beaucoup d'huile empireumatique (*fuselhaltig*) qu'elles cherchent par tous les moyens à placer à leurs clients. Elles aggravent ainsi considérablement l'alcoolisme en encourageant l'ivrognerie. Ces plaintes sont vraisemblablement fondées quand elles sont exprimées par une administration aussi compétente que le département fédéral de l'Intérieur, à la suite d'enquêtes approfondies.

Le message du Conseil fédéral suisse du 8 octobre 1886 (1) s'exprime ainsi à ce sujet :

« Les petites exploitations ont eu des conséquences très défavorables chez nous comme dans d'autres pays ; dans beaucoup de cas elles sont devenues, par suite de leur voisinage avec le logement et des facilités d'accès, la cause de l'intoxication rapide des membres de la famille et ainsi se sont créés des foyers d'infection où le besoin des jouissances que procure l'eau-de-vie s'est emparé des habitants de la maison l'un après l'autre, et l'habitude de la boisson s'est, de la sorte implantée et a infesté en masse toute la contrée. » Suit la description des manipulations les plus répugnantes qu'emploient ces petits exploitants pour donner à leurs produits une apparence qui les rende susceptibles de vente.

1. *Bundesblatt*, 1886. Vol. 3, p. 443, sq.

Nous avons signalé le même danger en parlant des bouilleurs de cru en France (1) ; les législateurs ne semblent pas sincèrement préoccupés d'enrayer l'alcoolisme sur les dangers duquel on a tant écrit, quelquefois sans mesure et sans grand discernement scientifique, lui attribuant des maux, effets d'autres causes, avec un sentiment d'horreur que justifie, d'autre part, la gravité du mal ; mais à cette occasion, rappelons les paroles émues du Dr Dupré, qui pourraient aussi bien s'appliquer à l'Allemagne, la Suisse, et tant d'autres pays tels que la Belgique, où nous nous trouvons au moment d'écrire ces lignes et où nous constatons, dans des familles campagnardes de race vigoureuse, les plus beaux cas de dégénérescence alcoolique atteignant sans distinction toute la progéniture et la stigmatisant des mêmes tares dont la fréquence nous a frappé chez les habitants de la vallée d'Aoste, sujets qui servirent de base aux généralisations, parfois hâtives, de Lombroso : « L'alcoolisme, dit le Dr Dupré, doit être considéré, non pas seulement comme une affection de l'individu, mais bien comme une maladie de l'espèce ; non pas seulement comme l'intoxication d'un organisme, mais comme un facteur de dégénérescence de la race, d'anéantissement de la descendance. L'alcoolisme doit être considéré comme une *maladie*

1. Voir p. 34, *sq.*

sociale. Cette maladie, qui sévit inégalement sur les différents peuples, exerce en France, des ravages plus étendus et plus graves que partout ailleurs. L'alcoolisme répercute un *fléau national*, le plus grand de tous ; et si les pouvoirs publics n'adoptent pas contre lui, au plus vite, des mesures prophylactiques suffisantes, le fléau précipitera le pays à sa décadence et à sa ruine. La France déclinera ainsi, spontanément, sans l'intervention nécessaire d'aucun peuple rival, et elle périra, victime d'un véritable suicide national... L'alcoolisme, agent de toutes les dégénérescences physiques et morales, est en train, sous les yeux des pouvoirs publics, indifférents et impuissants, de tuer notre pays : je ne saurais trop insister sur la vérité littérale de ce triste pronostic, et j'affirme devant vous que, dès à présent, on en pourrait inscrire la formule fatidique au fronton de tous les cabarets de France : *Finis Galliæ*. » (1).

Bien plus, dirons-nous, le péril est humain, et, heureusement, il faut espérer que l'humanité contient en soi-même des trésors de renouveau et de vie, et que les prédictions pessimistes des médecins ne se réaliseront pas de si tôt ; il est vrai qu'il ne faut pas

1. Conférences intitulées : *Revue polyclinique des Psychonévroses alcooliques*, résumées par le Dr Ch. Blondel, d'après la *Tribune médicale* dans la *Revue de psychologie sociale*, juillet-août, 1907, p. 43.

trop compter sur les législateurs ; dans la plupart des pays ils reconnaissent le mal, mais malheureusement, au moment d'en appliquer le remède (1) ils n'oublient pas de qui ils tiennent leur mandat électif.

En Allemagne, on peut supposer qu'il en est de même qu'en Suisse et qu'on y produit aussi, dans les exploitations naines, des alcools de très peu de valeur si l'on s'en rapporte à ce que disait Von Schmid, délégué de la ligue württembourgeoise au conseil fédéral, à la séance du 10 mai 1887 (2).

D'après Dierschke, les plaintes dirigées contre les distilleries naines ne peuvent trancher la question d'une façon définitive (3) ; il faut les protéger d'un appui qui n'est pas toujours illimité et s'en tenir à un impôt progressif en sens inverse de la hauteur du coût de production, là où, par suite de la petitesse des exploitations, la livraison d'un alcool suffisamment débarrassé de l'huile empireumatique est pratiquement impossible ; dans ce cas, on ne peut, en aucune circonstance, accorder à des distilleries nai-

1. Le plus radical résiderait peut-être dans un impôt sur les « consommations vicieuses » approprié ou dans le monopole de l'alcool organisé dans ce but de salubrité publique.

2. Compte rendu sténographique, 7^e législation, I^{re} session, p. 512 cité par Getz : *Der Branntweinmonopol als Besteuerungsform*. Iéna, 1897.

3. Les produits des grandes exploitations ne sont pas toujours exempts de toute falsification.

nes des faveurs plus importantes que celles dont jouissent les petites distilleries produisant encore des boissons potables. (Nous apprécierons la graduation de cette progression dans le paragraphe suivant.)

Ainsi, il faut protéger la petite exploitation et l'impôt paraît être le moyen le mieux approprié, conformément au principe généralement admis d'après lequel celui-ci se doit d'après la capacité contributive. Or tout le monde reconnaît que la petite exploitation est relativement moins capable que la grande ; sa capacité productive est même moindre que celle d'un contribuable qui posséderait un revenu de valeur équivalente au sien, car la capacité contributive doit être aussi d'autant plus grande que le revenu est plus *fondé* (fundiert) (1).

De plus, la petite exploitation est généralement beaucoup plus exposée aux dangers de succomber à la concurrence de la grosse exploitation, si bien que ses revenus sont aussi peu sûrs que possible, et cette insécurité constitue un élément sur l'évaluation duquel il ne faut pas se méprendre et dont on doit tenir compte dans l'estimation des faveurs fiscales à accorder à la petite exploitation.

A ce point de vue particulier, les patentes seraient,

1. D'une façon sommaire on entend par revenus fondés ceux qui proviennent d'un capital.

de toute manière, l'impôt le mieux approprié ; elles permettraient d'effectuer une certaine péréquation du coût de production en faisant payer aux petites exploitations une patente relativement moindre.

Mais, dans la pratique, il ne faut pas perdre de vue que la situation économique et juridique des pays ici considérés montre que les patentes, de par leur structure même, ne sont pas propres à réaliser une telle péréquation ; v. May (1) l'a démontré d'une façon très claire en ce qui concerne la Bavière, et il semble bien qu'il en soit de même en Württemberg et dans le Grand-Duché de Bade.

Et à propos des mêmes critiques de la patente, v. Schall (2), pour suppléer à cette incapacité, démontrait qu'il faudrait établir un impôt sur le revenu (3), qui, s'adaptant, chaque année, au revenu actuel et véritable, permet de suivre l'industrie dans ses variations annuelles d'après la quantité de malt employé, car, répétait-il, la patente existant actuellement ne tient aucun compte du revenu moyen.

Burkhard(4) dit que les patentes württembergeoises

1. v. May. art. *Bier und Bierbesteuer*. *Hdw. d. Stw.*, 1^{re} édit., 2 vol., p. 624.

2. V. Schall. *Finanzlage, Staatsfragen und Steuerreform in Württemberg*. *Finanz.-Arch.* vol. 10, 2^e série, p. 54.

3. Un impôt sur le revenu, voté en 1907, existe actuellement en Württemberg.

4. Burkhard. Art. *Gewerbersteuer*. *Hdw. d. Stw.* 2^e édit., vol. 4, p. 545.

sont un impôt cadastral très compliqué formant un contingent périodique avec les deux impôts sur les deux sources de richesses, propriété bâtie et propriété non bâtie.

Les patentes badoises offrent les mêmes difficultés (1) ; l'impôt y est basé non pas sur le produit de l'accise, mais sur le capital d'exploitation, le produit se séparant en effet difficilement du produit du travail ; c'est pourquoi on utilise, comme mesure de l'impôt, le capital de l'exploitation. Les prescriptions relatives à l'établissement des facultés des exploitations sont presque les mêmes qu'en Württemberg et, par conséquent, aussi compliquées.

C'est pour ces divers motifs qu'on peut dire que les patentes de ces pays ne sont que très peu aptes à établir la péréquation des coûts de production inégaux.

De plus, une autre circonstance joue ici un rôle : on sait que l'impôt sur la bière en Bavière et dans le Grand-Duché de Bade est une *Materialsteuer* ; la petite exploitation emploie plus de malt pour arriver à la même quantité de bière, par conséquent, la même quantité de bière paie un impôt plus élevé chez elle ; la bière forme, d'autre part, l'objet visé par l'impôt, et la quantité de malt ne sert que de moyen de mesure de cet impôt et ainsi l'impôt proportion-

1. *Ibid.*, p. 546.

nel à la quantité de malt employé ne peut pas ne pas être inégal : la péréquation ne peut donc être faite que par l'impôt sur la bière lui-même, si l'on a réellement l'intention de la réaliser.

D'ailleurs, si l'on voulait favoriser la petite brasserie sans se servir de l'impôt sur la bière, il faudrait graduer presque insensiblement cet impôt, et de plus, modifier spécialement les patentes, réforme qui nécessiterait un travail important.

Tout autres sont les motifs du maintien de la progression dans la législation fiscale allemande relative à *l'eau-de-vie et au sucre* (1) ; ce sont des impôts impériaux ; la graduation constitue donc un avantage pour les exploitations de l'empire en entier. Pour obtenir un semblable résultat à l'aide de la législation des patentes, il faudrait unifier les patentes de tous les Etats de l'empire et ainsi, il n'en faut pas plus pour justifier le procédé, généralement recommandé, de surcharger la grosse exploitation au moyen de l'impôt indirect. C'est ce qu'exprime Vocke (2) : « *Ici aussi, en matière d'impôts indirects, de même que pour les impôts directs, il faut ne pas perdre de vue l'élément de politique sociale ; certes, il ne faut*

1. Nous apprécions la législation du sucre ; intéressante en elle-même, quoique passée, et peut-être à venir. Voir observation p. 72 et 88.

2. Vocke, *Abgaben, Auflagen und Steuern*, 1887, p. 532.

pas niveler les différences de fortunes, mais, et c'est ce qui est le plus nécessaire, il faut empêcher l'élargissement et l'approfondissement du gouffre existant entre la grande et la petite exploitation ; il faut empêcher l'appauvrissement des producteurs autonomes et l'accumulation de la fortune en un petit nombre de mains ; il faut ne pas empêcher le maintien de la classe moyenne (Mittelstand). »

Signalons encore que l'impôt, lorsqu'il frappe avec le même taux la grande et la petite exploitation est défavorable à la petite, non point que nous fassions allusion aux inégalités dues à l'imposition des matières premières en général (nous en avons déjà parlé), mais il s'agit de l'impôt sur les produits fabriqués qui *paraît*, lorsqu'il frappe les produits achevés, atteindre également les petites et les grandes exploitations.

En effet, une certaine inégalité est introduite par les exigences du contrôle fiscal, car les producteurs de grosses et ceux de petites quantités ont à remplir les mêmes formalités ; la surveillance comporte de grandes exigences qui entravent beaucoup plus la liberté des petites exploitations que celle des grandes. Pour *une* grande fabrique, il faut *un* seul employé pour la surveillance, tandis qu'un seul employé aura nécessairement un grand nombre de petites sous sa surveillance. Aussi celui-ci sera-t-il beaucoup plus empressé à leur prescrire une plus stricte observation des formalités.

Enfin on a soutenu que l'union économique des plus faibles saurait faire obstacle aux développements des grandes entreprises industrielles de leurs concurrents plus forts ; c'est possible, mais il n'y a pas de raison pour ne pas accorder aux faibles la faveur d'un impôt progressif qui remplira ce rôle de frein, sans que toutefois la progression aille assez loin pour menacer la grande exploitation.

IV. — *La graduation des taux et la forme des Staffelsteuern* (1).

Le principe de la progression étant accepté et justifié, il faut se demander si la progression existant actuellement dans les exemples précédentes est la plus adéquate aux besoins auxquels elle doit répondre. Et pour cela, il faut en étudier la graduation des taux et la forme.

1. — *Graduation des taux*

A. — *Alcool*. — Pour ce qui concerne la Brennsteuern, nous avons vu que les grandes distilleries peuvent produire l'hectolitre d'alcool à environ 8 mark de moins que les petites ; donc la Brennsteuern qui, d'après la loi de 1895 s'élève à 6 mark par

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 88 sq.

hectolitre et, d'après la loi de 1903, à 6 m. 50, est parfaitement adaptée aux circonstances : on ne saurait blâmer que la différence extrême des taux soit encore inférieure à la différence extrême des coûts de production ; comme le dit von Geiger (1), ce ne saurait être le devoir d'une mesure législative d'amener un changement radical des circonstances qui ont donné à la grande exploitation sa situation prépondérante dans la concurrence. Le législateur doit se contenter, nous l'avons vu, de faciliter la concurrence pour les petites exploitations en les mettant sur un certain pied d'égalité, dans les limites de la justice. Il ne faudrait pas enlever à la petite exploitation tout stimulant vers des améliorations en lui garantissant le même bénéfice par hectolitre fabriqué qu'aux grosses fabriques.

La limite en dessous de laquelle la production d'une distillerie est complètement exempte de la Brennsteuer était, dans la loi de 1895, de 300 hectolitres ; elle a été abaissée par la loi de 1902 à 200 hl. Cette diminution du minimum assujetti serait pleinement justifiée, car celles produisant déjà 300 hl. sont parmi celles qui ont la plus grande capacité productive.

Pendant les années 1887-1888 à 1894-1895 (tableau I) les distilleries produisant de 200 à 500 hec-

1. Von Geiger, *op. cit.*, p. 286.

tolitres ont subi une augmentation tout à fait remarquable : l'exemption d'impôt n'est pas trop basse, et le motif, donné précédemment, d'après lequel il ne faut pas attacher une considération particulière aux plus petites distilleries, reste vrai. D'après les expériences faites en Suisse par l'administration fédérale, les distilleries produisant de 150 à 200 hectolitres sont parfaitement en état de produire de l'alcool suffisamment rectifié ; et si la Brennsteuer n'a point favorisé spécialement les distilleries naines, du moins celles-ci jouissent encore maintenant des faveurs que leur accorde, à côté de la Brennsteuer, la loi sur l'impôt de 1887, et qui nous l'avons vu, peuvent ne pas être approuvées.

On peut également critiquer le traitement accordé par la loi de 1895 aux distilleries de mélasses : elles doivent, lorsqu'elles sont contingentées, payer une surtaxe de 15 mark par hectolitre dépassant d'un cinquième le contingent auquel elle sont astreintes. Une surtaxe aussi élevée s'ajoutant à la Brennsteuer est suffisante pour les empêcher de dépasser le contingent ; elle a remplacé celle de 5 mark proposée et soutenue par le gouvernement qui voulait absolument astreindre les distilleries de mélasse à ne point dépasser le contingent.

Comme le dit Paasche (1), ces petits impedimenta

1. Paasche, *Die neueste Reform der Branntweinsteuern. Jahrbücher, f. Nat. Stat.*, 3^e série, 11 vol., 1896, p. 394, sq.

apportés au développement de l'industrie de la mélasse, sont de peu d'importance, car les sommes payées par suite du contingentement sont compensées par la hausse des prix qui en résulte ; il est plus difficile de justifier la disposition de la loi de 1895 d'après laquelle les distilleries de mélasse non contingentées ont à payer une surtaxe de 15 mark en tant qu'elles produiront ensemble plus de 20.000 hectolitres.

Actuellement, d'après la loi de 1902, il n'existe de règlements exceptionnels que pour les distilleries de mélasse formées depuis le 1^{er} juillet 1895. La surtaxe supportée par les distilleries de mélasse contingentées quand elles dépassent leur contingent de 1/5 est encore très élevée.

Le traitement particulier subi par les distilleries de mélasse dans les lois de 1895 et 1902 ne pouvait être passé complètement sous silence ici, car il a trouvé place dans les prescriptions relatives à la Brennsteuer ; mais ce n'est pas le lieu, de présenter une étude approfondie des motifs pour lesquels le législateur a si exceptionnellement traité cette catégorie, *notre intention étant de chercher si, et jusqu'à quel point, la grosse exploitation doit être surimposée, comme telle, par rapport à la petite exploitation.* Les distilleries de mélasse sont imposées au moyen de la Brennsteuer progressive et les mêmes raisons que celles qui justifient l'impôt pro-

gressif en général s'appliquent ici. D'autre part, les distilleries sont surchargées lorsqu'elles dépassent un certain contingent, sans qu'on se préoccupe de savoir si elles sont grosses ou petites. Enfin l'éclosion de nouvelles distilleries de mélasse est à peu près impossible par ce fait que toute la quantité produite paierait une surtaxe très forte, et il ne saurait s'agir là de protéger la petite exploitation contre la grande, mais les distilleries agricoles contre les distilleries de mélasse.

B. — *Bière.* — Nous avons vu que la production moyenne pour une même quantité de malt était environ de $5/6$ dans la petite par rapport à la grande brasserie : la proportion existant entre le taux le plus bas et le plus haut fut longtemps semblable en Bavière, Württemberg et dans le Grand-Duché de Bade ; elle oscillait entre $3/4$ en Bavière et $9/11$ en Württemberg, il y eut une modification, en 1900, en Württemberg ; la portant à $7/12$, et l'on peut dire que, en dehors de cette réforme, les petits brasseurs ne paient pas beaucoup plus que les gros pour la quantité de récolte produite, mais Schubert (1) dit que, dans la graduation, la Malzsteuer considère uniquement la plus faible production relative des petites exploitations. Ce n'est pas tout à fait exact ; on a vu précédemment qu'il est tenu compte d'autres éléments qui augmentent le coût de production des petites

1. Schubert, *op. cit. Finanz-Arch.*, XIII, p. 651.

exploitations. Cependant la progression existant encore en Bavière et dans le Grand-Duché de Bade laisse à désirer, tandis que celle introduite en Württemberg est allée jusqu'à l'extrême limite que peut atteindre une protection justifiée, car si l'on va trop loin dans la voie de la différenciation de l'impôt (1), on arrive à des mesures injustes vis-à-vis de la grande exploitation qui est un facteur puissant des progrès techniques, on oppresse violemment l'intelligence et on aggrave le contraste entre le gros fabricant et le petit, d'une manière fâcheuse, au point de vue économique. Il ne faut pas encourager ainsi les petites exploitations au point de leur donner la prétention de plus en plus exagérée de faire reculer la grande exploitation. Ce serait le meilleur moyen de provoquer alors la mise en œuvre, avec une absence totale de scrupules de la part de la grande exploitation, de tous les moyens de concurrence qui seraient à sa disposition.

Le « Norddeutsches-Steuergebiet » évite cet inconvénient dans un système qui se rapproche de celui du Württemberg.

C. — *Sucre*. — Les deux plus grandes fabriques utilisant en 1895, 1.450.000 et 1.520.000 quintaux de betteraves, n'avaient à payer d'après l'ancienne législation, qu'une surtaxe très modérée. Une telle

1. Struve, *op. cit.*, p. 816.

consommation de betteraves correspond à une production de 18.500.000 à 19.000.000 de kilogrammes de sucre, si l'on admet qu'avec 8 quintaux de betteraves on obtient un quintal de sucre. Etant donné un chiffre de production si élevé, une Betriebsteuer de $19 \times 2, 50$, soit 47 pfennig par 5 kg. frapperait le million de kg. de sucre produit. Or, en général, une telle fabrique avait à payer 26 pfennig de Betriebssteuer, ce qui faisait une moyenne de 20 m. 26 d'impôt par 100 kg. tandis que la petite fabrique avait à payer 20 m. 10, d'où pas une très grande différence. On peut se demander si une aussi faible progression suffit quand on envisage tous les avantages de production qu'a la grande sur la petite fabrique et des différences telles que celle de 50 pfennig dans le coût de production net pour un quintal de betteraves.

En fait, une progression beaucoup plus forte était prévue pour la Betriebsteuer dans les projets du gouvernement (1) ; la surtaxe pour la masse travaillée pendant une campagne comportait :

jusqu'à 5.000 quintaux inclusivement	0 m. 05
de 5.000 à 10.000	— 0 m. 10
de 10.000 à 15.000	— 0 m. 15

et ainsi de suite suivant la même progression.

1. C'est aussi ce que nous avons constaté au sujet de l'impôt sur la bière dans l'Allemagne du Nord. V. p. 66.

La commission repoussa la *Betriebsteuer*, et ce fut à la séance du Reichstag qu'on la rétablit sous la forme édulcorée que contient la loi. L'exposé des motifs du projet gouvernemental s'exprimait ainsi : (1)

« D'un côté, cette faible surcharge pourra être supportée sans difficulté par les grands établissements ; on peut admettre, sauf pour les cas exceptionnels, que le coût de production diminue d'une classe de *Betriebsteuer* à l'autre beaucoup plus que n'augmente cette *Betriebsteuer* d'une classe à l'autre. D'autre part, cette progression est, en tout cas, de nature à faciliter, ainsi qu'on le désire, la concurrence des petites fabriques. » Aussi, peut-on dire que pour le sucre, la *Betriebsteuer* de 1896 était susceptible d'une nouvelle extension lorsqu'en 1903, par suite de la conférence de Bruxelles, la législation a suivi un autre cours.

Peut-être le gouvernement aura-t-il sous peu, à se placer de nouveau sur le terrain abandonné depuis quatre ans et réclamera-t-il bientôt une nouvelle progression, d'un taux plus rapidement gradué ?

Ces diverses observations, relatives à la graduation des taux se peuvent se résumer ainsi :

1° La progression, telle qu'elle existe pour l'alcool, se justifie, sauf en ce qui concerne les mesures rela-

1. Compte rendu sténog. Reichstag, 9^e lég., IV session, 1895-1897, 2 vol. Annexes.

tives aux distilleries de mélasse ; toutefois les faveurs sont un peu grandes pour toutes les petites distilleries, surtout dans la loi de 1887, d'ailleurs modifiée depuis. La progression plus rapide n'est pas à désirer pour la Brennsteuer ;

2° Elle ne l'est pas non plus pour la Biersteuer württembergeoise ;

3° Par contre, les Malzaufschlage des autres Etats allemands sont susceptibles d'être rendus plus progressifs ;

4° A plus forte raison encore, la Zuckerstener aurait pu être augmentée si elle n'avait disparu par suite des circonstances.

2. — *Forme de la Progression*

A et C. — *Alcool et Sucre*. — Pour l'alcool et le sucre, dans les progressions établies, les premiers hectolitres ou les premiers kilogrammes imposés paient toujours le même impôt, qu'ils soient produits par une grande, une moyenne ou une petite exploitation ; pour la quantité produite au-dessus, l'impôt est quelque peu plus élevé, mais il est le même pour tous les producteurs qui produisent ce surplus.

Par exemple, pour l'impôt sur l'alcool, la grande exploitation elle-même ne paie rien pour ses 300 premiers hectolitres et, pour l'impôt sur le sucre, la plus grande fabrique ne paie comme Betriebsteuer

que 10 pfennig par quintal pour les 4 premiers millions de kilogrammes (1).

Ce mode de progression est excellent ; d'un côté, grâce à lui, on arrive à ce qu'à aucun moment donné il n'y ait doute sur le taux de la taxe à payer, tandis qu'il n'en serait pas de même si toute la production pouvait être frappée par un taux mesuré d'après la production annuelle. En ce cas, la hauteur de l'impôt ne pourrait être établie définitivement qu'à la fin de la campagne ; cette méthode présente donc l'avantage d'éviter les difficultés directes que causerait une progression brusque de la dette fiscale (2).

B. — *Bière*. — La forme de la progression dans le Malzaufschlag des Etats de l'Allemagne du Sud est moins heureuse : les petits brasseurs n'ont à payer que 5 mark par hectolitre pour les 2.000 premiers hl. de malt, tandis que les grands brasseurs ont à payer le taux normal pour les 2.000 premiers hl. employés aussi bien que pour le surplus jusqu'à 10.000 (progression *globale* et non plus *par tranches*).

1. C'est le système de la progression *par tranches* établie par la loi successorale française du 25 février 1901.

2. Voir le projet de loi portant modification de la loi concernant la législation allemande de la Zuckersteuer. — *Sténo Berichte über. d. Verhandlungen des Reichstages*, 9^e lég., IV^e session, 1895-1897. 2 annexes.

Mais la Bavière a choisi pour toutes les brasseries qui emploient 10.000 hl. la progression par tranches, dont il n'est nullement question dans le Grand-Duché de Bade. En effet, dans ce pays, un brasseur employant 1.499 quintaux de malt paie seulement 14.990 mark d'impôt tandis qu'un brasseur qui travaille 1.500 quintaux paie 16.500 m. d'impôt, de sorte que si le premier emploie seulement un quintal de plus, il est puni d'une véritable *amende* de 1.500 m.

Cette forme de graduation est en partie dans la législation württembergeoise sur la Biersteuer de 1899 et 1901.

Schubert (1) fait remarquer les inconvénients de ce système qui conduit à des résultats insupportables ; il restreint l'initiative du petit brasseur qui craint d'étendre sa production au-dessus de la limite critique à partir de laquelle il serait inscrit dans la classe supérieure. Dans ces conditions, il craint de n'être pas capable de produire une quantité assez importante pour se rembourser l'augmentation d'impôt sans absorber son bénéfice : il est donc forcé, s'il veut agrandir son exploitation de le faire *par bonds* et, par conséquent, sans sécurité. C'est par suite porter une entrave au développement paisible

1. Schubert. *Fragen zur Bier u. Weinbesteuerung*, p. 653.

de son industrie, et il est à souhaiter, lorsqu'on modifiera la Malzsteuer, qu'on adopte une progression par tranches imitant celle de la Brennsteuer allemande.

En *résumé*, nous dirons que :

1^o La méthode de progression choisie pour la Brennsteuer et la Zuckersteuer, paraît la plus recommandable comme l'adaptant le mieux aux besoins et permettant, lorsque s'accroît la production, d'accroître en même temps, peu à peu, le taux de l'impôt qui la frappe.

2^o Par contre, le système préféré encore en partie dans les Etats du sud, appliquant des taux différents à la production globale suivant que cette production globale est différente, est assez mal adapté aux besoins parce qu'elle n'admet que le développement par bonds et ne donne pas au contribuable une certitude suffisante puisqu'il n'est définitivement fixé sur la somme à payer qu'à la fin de la campagne, au moment où l'on peut savoir le chiffre de cette production globale.

Nota. — Ajoutons, ce qui présente un très grand intérêt, au point de vue critique, que tous ces reproches adressés par Dierschke, quant à la graduation du taux et à la forme de la progression, ne sont pas mérités par la législation, du 3 juin 1906, de la Brausteuer de l'Allemagne du Nord ; celle-ci a, en effet, évité les fautes signalées par Dierschke dans les lois

des Etats du sud (1). C'est, pour nous la meilleure confirmation de l'exactitude et de la portée véritable de ces critiques.

1. Lettre déjà citée, p. 66 et 83.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DES STAFFELSTEUERN

Si l'étude des rapports entre les coûts de production des grandes et des petites exploitations nous a permis de constater le motif de la régresssion de ces dernières avant l'introduction de la progression dans les impôts, il y a lieu de se demander si les Staffelsteuern ont produit les effets qu'on en attendait. Cette partie de notre travail, à laquelle nous ne pouvons nous soustraire est, à vrai dire, la plus délicate et la moins certaine, nous ne pouvons que citer des chiffres et nous savons qu'ils sont toujours critiquables ; de plus, il ne faut pas oublier qu'un phénomène économique peut parfaitement dépendre d'une autre cause que celle à laquelle on croit pouvoir le rattacher.

Si nous constatons, après la mise en vigueur des

1. Dierschke, *op. cit.*, p. 75, sq.

lois établissant la progression de l'impôt, une augmentation ou une moindre diminution du nombre des petites exploitations, pourrions-nous conclure de là au salubre effet des *Staffelsteuern* ? Il faut bien se dire que les faits que nous allons constater ont pu, au moins dans une certaine mesure, tenir à des causes autres que la réforme que nous étudions ; il faudrait, pour établir la relation de cause à effet, éliminer tous les autres éléments susceptibles de modifier la courbe des petites et grandes exploitations, et pour avoir une appréciation exacte de l'aptitude de la progression à atteindre le but cherché, il conviendrait de pouvoir réaliser expérimentalement la mise en vigueur et la suppression de la progression et de constater si les deux phénomènes croissent en raison inverse l'un de l'autre. Malheureusement, les phénomènes économiques ne se prêtent pas volontiers à une étude de ce genre, et nous sommes obligé de nous en rapporter, après ces réserves nécessaires, aux chiffres que fournissent des statistiques elles-mêmes très imparfaites.

Le fait que la régression a continué ne prouve pas, par exemple, que la progression de l'impôt a été inefficace, car si celle-ci n'avait pas existé, peut-être, sans doute même, la régression eût été plus rapide. C'est un des nombreux cas où la déduction ne cède pas le pas devant l'observation, mais peut, concur-

remment avec elle, servir à éclaircir un problème économique.

Et nous n'exagérons en rien ces difficultés, car les divisions de la statistique administrative de la brasserie en Bavière ont été si souvent modifiées depuis l'existence de la progression du taux qu'on ne peut comparer, entre eux, les résultats des diverses années. De même, on ne peut employer la statistique badoise de la brasserie, et quant à celle qui indiquerait la marche des fabriques de sucre allemandes après la loi de 1896, on n'y peut attribuer une grande valeur, car les mesures temporaires de cette loi n'ont pu avoir des effets suffisamment décisifs pour que ceux-ci puissent être clairement exprimés dans une statistique de quelques années. Notre enquête se borne donc aux résultats de la progression dans la *Brennsteuer* et dans le *Malzaufschlag* bavaroise de 1889.

Brennsteuer. — Dans le tableau VII (1), on ne trouve qu'en partie la division en classes d'exploitation du tableau I, car la statistique officielle a subi un changement après la mise en vigueur de la *Brennsteuer*. De plus, nous ne donnons que les résultats de cinq années d'application car, avec l'exercice 1900-1901, une nouvelle division de la statistique rendrait impossible une comparaison avec ce qui précède.

1. *Viertelj. Des Dt. Reichs.* Année 1892-1901.

TABLEAU VII

Statistique synthétique du développement des différentes catégories de distillerie avant et après la mise en vigueur de la Brennsteuer

a. Avant la mise en vigueur de la Brennsteuer

Campagne du (I. X. — 31. IX)	Production annuelle en alcool pur	Nombre des		Totaux
		distilleries de pommes de terre	distilleries de grain	
1890/91	Jusqu'à 1.000 litres	640	148	640
	de 1.000 à 10.000 »	492	336	484
	» 10.000 à 50.000 »	1.452	1.428	1.920
	» 50.000 à 100.000 »	1.127	511	1.963
	» 100.000 »	611	66	1.193
	Totaux.	3.830	2.302	6.222
1891/92	Jusqu'à 1.000 litres	563	145	563
	de 1.000 à 10.000 »	418	324	469
	» 10.000 à 50.000 »	1.439	1.351	1.769
	» 50.000 à 100.000 »	1.160	524	1.963
	» 100.000 »	510	72	1.232
	Totaux.	3.672	2.324	5.996
1892/93	Jusqu'à 1.000 litres	585	147	585
	de 1.000 à 10.000 »	438	301	484
	» 10.000 à 50.000 »	1.425	1.389	1.827
	» 50.000 à 100.000 »	1.173	509	1.934
	» 100.000 »	669	68	1.241
	Totaux.	3.852	2.321	6.173
1893/94	Jusqu'à 1.000 litres	496	117	496
	de 1.000 à 10.000 »	379	291	408
	» 10.000 à 50.000 »	1.315	1.371	1.750
	» 50.000 à 100.000 »	1.125	534	1.849
	» 100.000 »	822	77	1.202
	Totaux.	3.758	2.330	6.088
1894/95	Jusqu'à 1.000 litres	457	114	457
	de 1.000 à 10.000 »	343	328	442
	» 10.000 à 50.000 »	1.552	1.181	1.524
	» 50.000 à 100.000 »	1.196	532	2.084
	» 100.000 »	504	77	1.273
	Totaux.	3.709	2.180	5.889

TABLEAU VII

Statistique synthétique du développement des différentes catégories de distilleries avant et après la mise en vigueur de la Brennsteuer

b. Après la mise en vigueur de la Brennsteuer

Campagne du (1. X. — 31. IX)	Production annuelle en alcool pur	Nombre des				Totaux	
		distilleries de pommes de terre		distilleries des grains			
1895/96	Jusqu'à 1.000 litres	386	107	1.657	292	2.043	399
	de 1.000 à 10.000 »		279		1.365		1.644
	» 10.000 à 50.000 »		1.281				1.836
	» 50.000 à 100.000 »	2.046	1.139	146	555	2.192	1.220
	» 100.000 »		907		81		972
	Totaux.	3.713		2.358		6.071	
1896/97	Jusqu'à 1.000 litres	477	118	1.671	314	2.148	432
	de 1.000 à 10.000 »		359		1.357		1.716
	» 10.000 à 50.000 »		1.360		561		1.921
	» 50.000 à 100.000 »	1.893	1.134	147	73	2.040	1.207
	» 100.000 »		759		74		833
	Totaux.	3.730		2.379		6.109	
1897/98	Jusqu'à 1.000 litres	436	93	1.275	303	1.711	396
	de 1.000 à 10.000 »		343		972		1.315
	» 10.000 à 50.000 »		1.410		568		1.978
	» 50.000 à 100.000 »	2.054	1.304	119	42	2.173	1.346
	» 100.000 »		750		77		827
	Totaux.	3.900		1.962		2.862	
1898/99	Jusqu'à 1.000 litres	352	83	1.634	266	1.986	349
	de 1.000 à 10.000 »		269		1.368		1.637
	» 10.000 à 50.000 »		1.211		561		1.772
	» 50.000 à 100.000 »	2.309	1.147	170	86	2.479	1.233
	» 100.000 »		1.162		84		1.246
	Totaux.	3.872		2.365		6.237	
1899/00	Jusqu'à 1.000 litres	389	87	1.576	263	1.965	350
	de 1.000 à 10.000 »		302		1.313		1.615
	» 10.000 à 50.000 »		1.298		567		1.865
	» 50.000 à 100.000 »	2.210	1.150	185	101	2.595	1.251
	» 100.000 »		1.060		84		1.144
	Totaux.	3.897		2.728		6.625	

Quoi qu'il soit, nous constatons dans la période quinquennale qui suit la mise en vigueur de la Brennsteuer les résultats suivants (1) :

a) Pour la période 1890-1891 à 1894-1895 b) Pour la période 1895-1896 à 1899-1900

I. — *Exploitation dont la production est d'au-moins 1.000 litres*

α) Distiller. de pommes de terre	— 34	— 20
β) Distilleries de grains	— 8	— 29
Totaux	— 42	— 49

II. — *Exploitation de 1.000 à 10.000 litres*

α) Distiller. de pommes de terre	— 149	+ 23
β) Distilleries de grains	— 247	— 52
Totaux	— 396	— 29

III. — *Exploitation de 10.000 à 50.000 litres*

α) Distiller. de pommes de terre	+ 100	+ 17
β) Distilleries de grains	+ 21	+ 12
Totaux	+ 121	+ 29

IV. — *Exploitation de 50.000 à 100.000 litres*

α) Distiller. de pommes de terre	+ 69	+ 11
β) Distilleries de grains	+ 10	+ 20
Totaux	+ 79	+ 31

V. — *Exploitation de plus de 100.000 litres*

α) Distiller. de pommes de terre	— 107	+ 153
β) Distilleries de grains	+ 11	+ 19
Totaux	— 96	+ 172

1. Les signes + et — indiquent l'augmentation et la diminution du nombre des distilleries.

Ainsi, dans la classe I, la régression des distilleries de pommes de terre a été plus forte avant la Brennsteuer qu'après ; pour les distilleries de grains, c'est le contraire ; mais au total les deux catégories ont déchu plus rapidement avant qu'après.

Dans la classe II, qui comprend encore des petites distilleries la régression est très ralentie sinon entièrement disparue par l'apparition de la Brennsteuer qui paraît même avoir déterminé une augmentation des distilleries de pommes de terre.

Les résultats de la classe III sont moins importants, car cette classe comprend, à la fois, des petites, des moyennes et des grandes distilleries. La statistique ne permet pas de fractionner cette classe.

L'augmentation de la classe IV s'est considérablement ralentie ; par contre, la classe V (très grandes distilleries) a augmenté considérablement après l'application de la nouvelle législation.

On peut donc dire qu'en général, l'effet de la Brennsteuer est un ralentissement de la régression pour les petites distilleries, tandis que pour les grandes, on ne peut établir, avec certitude, l'influence de l'impôt (1).

1. On peut concevoir que cet impôt ne trouble pas réellement les très grandes exploitations et ne saurait en empêcher la création, ni en déterminer la ruine et il est, peut-être, bon qu'il en soit ainsi, car elles sont la condition même du progrès, ainsi que nous l'avons vu.

II. — *Malzaufschlag*. — Von Geiger, étudiant le régime de la loi de 1889 en Bavière, arrive aux conclusions suivantes sur ses résultats (1) :

1° Dans la classe des grandes brasseries, on remarque un certain arrêt dans la marche ascendante du nombre des exploitations et de la quantité de malt employé. Cependant l'exportation des bières de Bavière n'a pas diminué ; on a simplement limité la vente des produits venant des grandes exploitations dans la partie rurale du pays ;

2° Les brasseries moyennes ont augmenté en nombre et en emploi de malt. Elles se sont sensiblement améliorées par rapport aux autres brasseries ;

3° Les petites brasseries ont utilisé pour l'amélioration de leurs exploitations le boni dû à la progression du taux ; elles ont pu s'organiser pour une concurrence à armes presque égales contre les grandes brasseries qui, avec le taux proportionnel, menaçaient de les supplanter complètement.

Il y a donc, là aussi un ralentissement de la régression antérieure ; mais il faut se demander comment s'est développée la brasserie bavaroise depuis 1894, époque à laquelle Von Geiger a clos son enquête et, pour cela, comparer le développement de la brasserie bavaroise, divisée en classes, dans les périodes

1. *Fin-Arch.*, 1897, p. 300.

1885-1889 ; 1890-1894 et 1895-1899, d'après le tableau VIII.

TABLEAU VIII

Statistique des brasseries d'après la quantité de Malt employé de 1885 à 1899

Année du calendrier	jusqu'à 100 hl.	101 à 200 hl.	201 à 500 hl.	501 à 1.000 hl.	1.001 à 2.000 hl.	2.001 à 5.000 hl.	5.001 à 10.000 hl.	10.001 à 20.000 hl.	20.001 hl. et au-dessus
1885	7.982	1.509	1.471	763	607	386	80	27	22
1889	7.941	1.474	1.332	778	568	385	81	43	30
<i>Période 1890-94</i>									
1890	7.889	1.376	1.300	744	559	424	100	42	31
1891	7.976	1.346	1.311	741	554	408	88	50	32
1892	7.955	1.394	1.284	733	562	440	95	52	33
1893	8.038	1.337	1.289	730	547	428	100	52	32
1894	7.716	1.314	1.260	715	545	434	94	50	34
<i>Période 1895-1899</i>									
1895	7.779	1.310	1.244	740	550	442	107	47	41
1896	7.900	1.287	1.218	722	533	447	101	54	41
1897	7.920	1.245	1.184	704	537	451	110	55	50
1898	7.846	1.181	1.137	672	533	437	117	62	49
1899	7.766	1.130	1.144	650	547	440	124	58	50

Nous arrivons aux résultats suivants :

a) Pour la période 1885-1889	b) Pour la période 1890-1894	c) Pour la période 1895-1899
—	—	—

I. — *Petites brasseries*

1. Employant jusqu'à 100 hl. de malt		
—41	—173	—13
2. Employant de 101 à 200 hl. de malt		
—35	—62	—180
3. Employant de 201 à 500 hl. de malt		
—139	—40	—10
4. Employant de 501 à 1.000 hl. de malt		
+15	—29	—90

II. — *Moyennes brasseries*

5. Employant de 1.001 à 2.000 hl. de malt		
—39	+14	—3
6. Employant de 2.001 à 5.000 hl. de malt		
—1	+10	—2
7. Employant de 5.001 à 10.000 hl. de malt		
+3	—6	+17

III. — *Grandes brasseries*

8. Employant de 10.001 à 20.000 hl. de malt		
+16	+8	+11
9. Employant au-dessus de 20.001 hl. de malt		
+8	+3	+9

Nous trouvons ainsi que pour les petites brasseries, dans la période 1895-1899, il y a eu dans la classe des très petites un ralentissement de la régression, au moins par comparaison avec la période 1890-1894.

La régression de la classe 3, dans la période 1895-1899, est moins accentuée que dans la période qui a précédé la loi modératrice ; mais par rapport aux années 1890-1894, la régression a été beaucoup plus accentuée. La régression dans la classe 2 a, par contre, été beaucoup plus importante pendant la période 1894-1899 et 1890-1894 que pendant la période précédant la loi.

Il est surprenant que, dans la classe 4, en 1895-1899, la régression soit devenue beaucoup plus importante ; il y eut même une légère augmentation pendant la période quinquennale précédant la loi.

Pour se rendre un compte exact de l'évolution des brasseries, il ne faut envisager que les classes 3 et 4 et laisser à l'écart les deux premières classes comprenant des brasseries privées employant les produits de leur exploitation. De cette façon, en considérant comme petits brasseurs ceux qui emploient de 201 à 1.000 hectolitres de malt, on peut dire, que dans la période de 1895-1899 la régression des petites brasseries est moins importante que dans la période quinquennale précédente, mais qu'elle n'a pas été

beaucoup plus forte de 1895 à 1899 que de 1885 à 1889.

La situation des moyennes brasseries s'est améliorée pendant les cinq ans qui ont suivi la loi, de sorte qu'au lieu d'une diminution assez importante du nombre des brasseries, telle qu'elle avait eu lieu en 1885-1889, il y a eu une lente augmentation ; cette augmentation s'est arrêtée pendant la période 1890-1895, quoique la répartition en diverses classes ait été quelque peu modifiée.

De 1890 à 1894, les brasseries employant de 1.000 à 5.000 hectolitres ont augmenté de 24, mais de 1895 à 1899, elles ont diminué de 5.

De 1890 à 1894, les brasseries employant de 5.000 à 10.000 hectolitres de malt ont diminué de 6, mais de 1895 à 1899, elles ont augmenté de 17.

L'accroissement des grandes brasseries a été de 1895 à 1899, plus lent encore que pendant les cinq années précédant la loi, mais plus rapide que dans la période 1890-1894 : 20 au lieu de 11.

On peut donc mettre à l'actif de la législation nouvelle, de 1895 à 1899, l'arrêt de la régression numérique des moyens brasseurs et même l'augmentation de leur nombre. Nous voyons que l'accroissement du nombre des grandes exploitations s'est ralenti depuis l'introduction de la régression de l'impôt.

Par contre, le nombre des petites brasseries (abstraction faite des très petites des deux premières

classes) a décru, d'une manière générale, plus vite que dans les cinq ans qui ont précédé la loi : ce phénomène ne peut pas sans doute être expliqué comme une conséquence de la progression et si on n'en peut donner une explication complète, du moins, on peut le considérer tout au moins en partie, comme une conséquence de la nouvelle législation qui, en introduisant la progression, a spécifié que, seules, les brasseries existant avant le 1^{er} octobre, devaient profiter en partie de la modération de l'impôt de 5 mark. La loi de 1896 rendait très difficile la création de nouvelles petites brasseries, et, en fait, il en fut créé un très petit nombre (1). Au contraire, sous le régime de la loi établissant un taux proportionnel de 6 mark, on créait beaucoup de petites brasseries, si bien que, par comparaison, la régression apparaît comme beaucoup plus forte depuis la nouvelle loi. De 1880 à 1888, par exemple, il y avait eu 563 brasseries nouvelles et 342 avaient été remises à neuf (2) ; ce qui, dans ce cas, donne une régression de 229 exploitations, comme sous la nouvelle loi ; il n'y a presque pas de création de petites brasseries, la régression doit paraître beaucoup plus forte, toutes choses étant égales d'ailleurs.

1. Von Geiger. *op. cit.*, p. 291.

2. *Verhandlungen der Kammer der Abgeordneten*, von 1889-1890. Vol. VII, p. 298. Von Geiger, *ibid.*

Enfin cette disposition de la loi n'explique pas pourquoi la régression de la petite brasserie, dans la période 1895-1899, a été beaucoup plus grande que pendant la période 1890-94.

CONCLUSION

Nous avons cité au début de ce travail, la phrase de MM. Boucard et Jèze d'où ils concluaient quelques lignes plus loin :

« Pratiquement, la progression ne peut s'appliquer qu'à un impôt sur le revenu global ou qu'à l'impôt sur les successions. C'est là, seulement, en effet, que le fisc frappera un patrimoine global... La progression de l'impôt, moyen fiscal, a donc fatalement un champ d'action fort restreint... L'impôt progressif ne peut avoir dans nos sociétés modernes, qu'une place modeste (1). »

Nous n'insisterons pas sur la contradiction que les faits apportent à ces assertions ; nous ne nous sommes pas préoccupé de rechercher combien les trois impôts étudiés rapportent au Trésor des pays allemands ; il paraît que ces recettes comptent pour beaucoup dans leurs budgets (2) ; mais nous nous

1. Boucard et Jèze, *op. cit.*, p. 636-637.

2. L'impôt sur l'alcool rapporterait en Allemagne 189 millions et celui sur la bière 117 millions ; nous donnons ces

sommes contenté d'étudier dans quelle mesure ils ont pu apporter quelque protection à la petite production. Il est vrai qu'ils rompent avec les principes classiques, mais, pour les juger, ce n'est pas du point de vue d'une science classique et stratifiée qu'il faut se placer; on doit les examiner en eux-mêmes en tenant compte de toutes les causes sociales qui les ont déterminée; et en les situant dans leur milieu, leur moment et leur temps. Il n'y a pas, en somme, d'impôts bons ou mauvais; là, comme en beaucoup d'autres sciences, il n'y a rien d'absolu: les savants qui niaient la possibilité d'une taxe indirecte progressive nous rappellent ceux qui nient la possibilité de ce qu'ils ne conçoivent pas, tel ce médecin aliéniste qui, ayant à se prononcer sur le cas d'un criminel célèbre le déclarait responsable sans aucune hésitation, parce que, disait-il, il n'avait trouvé aucune des *maladies connues dans la psychiâtrie classique* (1). C'est là une connaissance bien relative, car demain il se peut qu'une découverte fasse rentrer dans la science classique ce qui en était banni hier, de même qu'on n'hésite pas à faire rentrer dans la catégorie des aliénés, ceux qu'on brûlait anciennement comme possédés ou sorciers.

chiffres sous toutes réserves, car il faudrait tenir compte des primes à l'exportation.

1. Cours d'assises de la Seine. Audience des 22 et 23 juillet 1907.

Ce n'est donc pas en essayant de trouver dans les impôts progressifs les qualités classiques et nécessaires pour qu'un impôt soit bon que nous jugeons les *Betriebsteuern*, mais en constatant leur aptitude biologique, s'il est permis d'employer ce mot, en songeant à la puissance vivace avec laquelle ces impôts se sont développés. Nous nous sommes contenté de décrire et nous avons réduit au minimum la part des appréciations : il suffit, en effet, de constater toute l'évolution des impôts progressifs pour comprendre leur importance.

D'abord, et très anciennement, ce sont seulement les petites distilleries agricoles qui sont favorisées en tant qu'exploitations annexes et capables d'industrie ; puis on finit par favoriser, par la progression des taxes, les petites exploitations de trois des industries des plus importantes : distilleries, brasseries, sucreries. Et les statistiques, malgré toutes leurs incertitudes, établissent suffisamment qu'on a sauvé de nombreuses petites exploitations, enrayé la régression de leurs nombres, sans cependant arrêter le progrès économique en entravant le développement des grandes exploitations.

Ce sont là des conséquences importantes, dues à un système dont on peut dire qu'il a fait ses preuves puisque, d'abord appliqué pour l'alcool et le sucre dans l'Empire, et pour la bière dans les pays du Sud, il a fini par se généraliser dans tout l'Empire, sauf

actuellement, et peut-être provisoirement en ce qui concerne le sucre.

N'a-t-il soulevé aucune critique ? Il est impossible qu'il en soit autrement. Sans parler des reproches de détails qui lui ont été adressés par ses plus chauds partisans, tels que Dierschke, il est certain qu'il ne peut donner une entière satisfaction à tous ; il est bien difficile qu'un impôt en satisfaisant la classe de la société qui a été assez consciente de sa force et assez puissante pour le faire voter ne lèse pas, au moins partiellement, d'autres classes ; cela est presque nécessaire. Qu'à ce point de vue le consommateur puisse se plaindre d'une hausse des prix, ce ne serait peut-être pas impossible, mais ce peut être considéré comme une chose excellente par le parti agrarien (1), et il ne faut pas oublier que les *Stafelsteuern* ont eu à remplir une mission étrangement difficile, de conciliation entre des classes tout à fait antimoniques : d'une part ils devaient, et c'était leur principale fonction, favoriser la petite production, rôle social par excellence et anti-économique, car les petites exploitations sont de véritables anomalies économiques ; d'autre part, et par conséquent, ils ne devaient pas contrarier outre mesure le

1. Et, au fond, qui sait ce qu'on considère comme une chose juste, un besoin de la conscience sociale, n'est point plus simplement l'indice du triomphe momentané d'une force économique.

progrès économique c'est-à-dire qu'une intervention prudente et sagement mesurée du législateur devait éviter des crises en prolongeant l'agonie des petites exploitations, en les empêchant de souffrir, tout comme, même quand le pronostic est certain, on apaise les souffrances d'un agonisant à l'aide d'anesthésiques.

Il est vrai que souvent on dépasse le but immédiat, et en adoucissant les souffrances on évite la mort qui en eût été la conséquence. Ce fut le cas de petites exploitations qui purent se relever et souvent reprendre une vitalité réellement puissante.

Ainsi encore, pourrait-on dire qu'appliquer la progression aux impôts indirects est un progrès parce que c'est tenir compte plus exactement des facultés individuelles des producteurs, et, par cela même, créer un organe plus perfectionné et mieux différencié. C'est faire de l'individualisation de l'impôt, comme ailleurs on a fait de l'individualisation de la peine. D'un côté comme de l'autre, on peut soutenir que la prise en considération de l'individu est susceptible de déterminer un arrêt du progrès, mais ce n'est pas certain, et il suffit peut-être de prendre quelques précautions pour se garantir contre les inconvénients d'une adaptation progressive des institutions aux groupements sociaux et aux individualités.

Bien des questions se poseraient encore, certes

nous n'avons point tout traité ; nous nous sommes borné à interpréter des documents précis, quoique discutables encore, et dans une étude différente on pourrait rechercher si dans d'autres législations, il n'y aurait pas lieu d'introduire le système de la progression dans les impôts indirects. Quel est l'avenir de ce système ? Nous ne voulons pas faire de prophétie, il nous a suffi d'indiquer un procédé économique et fiscal peu connu en France.

Vu : le Doyen,
Ch. LYON-CAEN

Vu : le président de la thèse,
SOUCHON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Ouvrages techniques.*

- BLUNTSCHLI. — Allgemeines Staatsrecht, 5^e éd. (Stuttgart, 1876), trad. par Armand de Riedmatten. (Droit public général. Paris, 1881.)
- BOUCARD et JÈZE. — Éléments de Science financière. Paris, 1902.
- COHN. — Finanzen des Deutschen Reichs, 1899.
- DIERSCKHE (Josef). — Progressive Besteuerung des Grossbetriebes bei einigen Verbrauchssteuern. (Inaugural dissertation. Breslau, 1903.)
- GETZ. — Das Branntweinmonopol als Besteuerungsform (Iena, 1897).
- HERKNER. — Arbeiterfrage. 3 Aufl. (Berlin, 1902.)
- SACHER. — Die Kartellorganisation der russischen Zuckerindustrie. (Inaug. diss. Breslau, 1901.)
- SOUGHON. — Les cartells en Allemagne. Paris, 1903.
- STRUVE (E.). — Zur frage der Brausteuer = Staffelung in der Norddeutschen. Brausteuergemeinschaft. (Veröffentlichungen der Wirtschaftlichen Abteilung des Vereins

Versuchs = u. Lehranstalt für Brauerei in Berlin.)

Berlin, janvier 1906. Parey, édit.

VOCKE. — Abgaben, Auflagen und Steuern von Standpunkte der Geschichte u. Sittlichkeit. (Stuttgard, 1887.)

WAGNER. — Die Deutsche Besteuerung. (Finanzwissenschaft.)
vol. : die deutsche Besteuerung.

WOLF. — Die Branntweinsteuer (Tübingen, 1848).

II. — *Périodiques et dictionnaires allemands.*

Erlaut des Steuerkollegiums, 10 juin 1881.

FINANZ-ARCHIV. — Divers articles, notamment :

Bericht der Steuerkommission der Abgeordneten zum württb.
Biersteuer Gesetzentwurf, 1900.

VON GEIGER. — Die bayerische Malzaufschlagsnovelle von 1899
und ihre Wirkungen, vol. 14, 1897.

KINDERVATER. — Die Biersteuerreform im Deutschen Reiche,
vol. 4, 1897.

VON SCHALL. — Finanzlage, Staatsfragen u. Steuerreform in
Württemberg, vol. 10, 2^e série, p. 54.

SCHUBERT. — Fragen zur Bier u. Weinbesteuerung.

BURKHARD. — Gewerbesteuer, p. 545.

LEXIS. — Grossbetriebe u. Kleinbetriebe, p. 792, vol. 4.

MAY. — Bier u. Biersteuerung, p. 855.

STRUVE. — Bier., p. 824.

WOLF. — Branntweinsteuer, vol. 2, 1^{re} édit.

— Die Branntweinsteuer in der Europäischen ländern,
vol. 4.)

« Gutachten der Handelskammer für den Regierungsbezirk
Oppeln » du 22 mars 1900, betreffend das Gesuch
der Mittleren und Kleineren Brauer um Einführung
der Staffelung der Biersteuer. (Abgedruckt in der
Wochenschrift für Brauerei.) XVII, 1900, n° XIV.

Die Handwerksbetriebe des Dorfes Gahlenz, par HOFFMANN
(Arthur). (Schriften d. Vereins f. Socialpolitik.
vol., 66).

HANDWÖRTERBUCH DER STAATSWISSENSCHAFTEN (2° éd.). — Divers
articles, notamment :

EHLERT. — Zur Wertzuwachsteuerfrage, 3° série, vol. 32, 1906,
et Volkswirtschaftliche, p. 138.

PAASCHE. — Die neueste Reform der Branntweinsteuern,
1896, 3° série, p. 394 sq.

JAHRBÜCHER FÜR NATIONALÖKONOMIE U. STATISTIK. — Divers
articles, notamment :

Der Reichsanzeiger, 1902.

Steno. Berichte über die Verhandlungen des Reichstages, u.
Anlageband. (1894-1895 ; 1895-1897.)

Vierteljahrschrift des Deutschen Reichs, 1895.

Vierteljahrshefte u. Monatshefte zur Statistik des Deutschen
Reichs. (Anlageland.)

Zeitschrift für Spiritus industrie, 1899.

III. — *Périodiques français.*

BULLETIN DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION COMPARÉE :

Le minimum exempt de l'Impôt sur le Tabac en Belgique,
1897, V, 6, p. 37.

Le minimum exempt de l'Impôt sur le Tabac aux Etats-Unis
Loi du 3 mars 1883.

REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE :

ROUFFIE (Marcel). — La taxation des plus-values immobilières.
4^e ann. Janvier 1907.

REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE :

FOCHIER (Emmanuel). — La Municipalisation du Sol en Allemagne, t. XVIII, 1904.

DUBOIS (E.). — Chronique financière belge. (Eaux-de-vie indigènes), 1903, p. 568.

REVUE DE SCIENCES ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES :

OTTO GERLACH. — La réforme des finances de l'Empire allemand, La Brausteuern, 1906, p. 463.

REVUE SOCIALISTE :

WEBER (Adrien). — Les plus-values immobilières, t. XXX,
1889. 2^e semestre.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Comment on peut introduire la progression dans les impôts sur les grandes exploitations.....	5
---	---

CHAPITRE I. — <i>L'évolution vers la progression dans les impôts indirects de consommation (Minima exempts et modération de taux).....</i>	15
--	----

Section I. — Alcool

I. — Allemagne.....	16
II. — Autriche-Hongrie.....	26
III. — France.....	34
IV. — Belgique.....	40
V. — Suisse.....	47
VI. — Italie.....	49
VII. — Serbie.....	49
VIII. — Russie.....	49

Section II. — Bière.

I. — Allemagne.....	52
II. — Angleterre.....	53

Section III. — Tabac.

I. — Belgique.....	53
--------------------	----

II. — Etats-Unis.....	54
CHAPITRE II. — <i>Les véritables impôts progressifs indirects (Staffelsteuern).</i>	
Section I. — <i>Les trois Staffelsteuern</i>	56
I. — Brennsteuer.....	57
II. — Brausteuer.....	63
III. — Zuckersteuer.....	72
Section II. — <i>L'application des Staffelsteuern.</i>	
I. — Le règlement des remboursements d'impôts.....	74
II. — L'exemption de la consommation familiale.....	84
CHAPITRE III. — <i>Etude critique des Staffelsteuern</i> ...	91
I. — Les coûts de production dans la grande et la petite exploitation.....	92
II. — La régression des petites entreprises...	97
III. — La justification des Staffelsteuern.....	111
IV. — La graduation des taux et la forme des Staffelsteuern.....	126
CHAPITRE IV. — <i>Résultats des Staffelsteuern</i>	139
CONCLUSION.....	153
BIBLIOGRAPHIE.....	159

